

LES *FAMILY JUSTICE CENTER*, DES MODÈLES À SUIVRE OU À DÉPOSER ?

RAPPORT FINAL de l'étude
du modèle de guichet unique
« *FAMILY JUSTICE CENTER* »
pour l'accueil et la prise en charge des victimes
de violences intrafamiliales et/ou conjugales

Nathalie COLLIGNON
Chargée de projet
Novembre 2019



Ce travail a été mené dans le cadre des activités d'éducation permanente menées par l'UF et grâce au soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles.



Éditeur responsable : Université des Femmes, Rue du Méridien, 10, 1210 Bruxelles

www.universitedesfemmes.be

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
Objectifs du rapport et méthodologie	10
- Objectifs du rapport	10
- Méthodologie	10
▪ Le Groupe de Travail	11
▪ Les interviews	11
▪ Les récits de femmes victimes de violences, Vie Féminine Namur	12
▪ Colloque et journée de réunion	12
▪ Les sources écrites	12
Cadre dans lequel s'inscrivent les FJC et définitions	14
- D'où vient l'engouement pour les « guichets uniques » ?	14
▪ Au niveau international	14
▪ Au niveau national	15
- Qu'est-ce que « l'approche en chaine » ?	16
- Qu'est-ce que le modèle « <i>Family Justice Center</i> » ?	18
Les enjeux et défis de la généralisation des FJC sur le territoire belge	20
- Une importation « clé sur porte » qui instaure un principe de méfiance	20
- Un budget « au cas par cas »	21
- Les enjeux de la Justice et ceux des victimes	22
Les FJC, des centres multi- ou inter- disciplinaires ?	25
- Une confusion dans les termes qui altère la compréhension du sens des projets	25
- Les centres et projets en cours sont-ils multi- ou inter- disciplinaires ?	
- Quelles implications ?	27
▪ La méthode de travail centrale des équipes dans les <i>FJC</i> existants	27
▪ Implications du choix interdisciplinaire	28
▪ Implications dans le processus en cours à Namur	30
Une méthode de travail commune dans un modèle multiforme	33
- Les différents modèles de <i>FJC</i> et leurs modes de financements	33
- Quels sont les critères de choix pour la création de <i>FJC</i> en Fédération Wallonie-Bruxelles ?	35
- Comment et à quel moment intégrer la Justice et la Police ?	38
La grille de lecture des violences	41
- Les <i>FJC</i> et la Convention d'Istanbul	41
- L'influence des discours montant sur les relations symétriques entre partenaires	43
- La typologie de Johnson comme outil détourné de ses fondements	43
▪ Les dangers dans l'interprétation de la typologie de Johnson	45
▪ La tendance à la légitimation de la symétrie des violences en politique criminelle	47
▪ Implications devant les tribunaux et dans les <i>FJC</i>	48

Les moyens d’actions	50
- L’usage de la médiation	50
- Les moyens d’actions concernant les auteurs	52
- Les concepts de <i>Hope</i> et <i>Empowerment</i>	53
Famille, ordre social et Justice	55
- « <i>Family Justice Center</i> » : un nom qui assure le <i>leitbild</i> dominant de la famille, même au-delà de la séparation	55
- Les implications du <i>leitbild</i> de la famille en cas de séparation	56
▪ Le principe de la coparentalité en Justice et en médiation	56
▪ Le <i>leitbild</i> de la famille et les enfants dans les Tribunaux et les services d’aide à la Jeunesse	57
- Éviter la fixation du <i>leitbild</i> de la famille dans la protection et le soutien aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales	59
Autres aspects : secret professionnel partagé, <i>leadership</i> et bénévolat	61
Recommandations	63
Bibliographie	65
Méthodologie des sources	69
Liste des abréviations	70

INTRODUCTION

Depuis 2017, que ce soit lors de colloques, de réunions de plateformes ou encore de rencontres diverses dans le cadre de la lutte contre les violences conjugales et/ou intrafamiliales (VIF), un nouveau sujet de discussion se murmure ou s'affirme, aussi bien sur les estrades que durant les pauses : les « *Family Justice Center* » (*FJC*). Certain·e·s se montrent favorables à ces centres, d'autres s'y opposent, toutes et tous citent le modèle d'Anvers et parlent « multidisciplinarité ». Mais au fond, qu'est-ce qu'un « *Family Justice Center* » ? Selon le *California Penal Code*, c'est « *un centre de services multidisciplinaires qui regroupe divers professionnels d'organisations publiques et privées, dont la mission est d'aider des victimes de violences intrafamiliales* »¹. Soit un lieu unique où se rendre pour les victimes de VIF, où raconter son histoire qui sera transmise aux différent·e·s intervenant·e·s potentiel·le·s, sans besoin de la répéter indéfiniment. Ce qui constitue, *a priori*, une idée bien séduisante.

Mais d'où viennent ces centres ? À quelles demandes spécifiques répondent-ils ? L'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH)² présente les *FJC* comme une réponse à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, communément appelée « **Convention d'Istanbul** »³.

Plus spécifiquement, dans son rapport sur l'évaluation des politiques belges mises en œuvre dans le cadre de cette Convention, l'IEFH introduit les *FJC* comme une réponse à l'obligation d'application effective du cadre juridique belge en la matière⁴. Dans ce cas, les mesures prises dans la fondation et la coordination de ces centres doivent garantir un certain nombre de points précis, comme par exemple être « ***fondées sur une compréhension fondée sur le genre de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique*** ». Ou encore, « ***répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables, dont les enfants*** », qui doivent être considéré·e·s comme victimes dans le cadre de violences conjugales, qu'elles y aient été confrontés de manière directe ou indirecte⁵. La mise en place de « guichets uniques » pour la protection et le soutien des victimes de VIF est encouragée en tant que bonne pratique par la Convention d'Istanbul, mais si la forme que ceux-ci doivent prendre reste du domaine des choix étatiques, **le cadre dans lequel ces violences doivent être comprises et traitées est, quant à lui, bel et bien déterminé**. Les violences dites « domestiques », ou intrafamiliales, font partie du *continuum* des violences à l'égard des femmes, lesquelles sont la manifestation visible d'un processus historique, sociologique et anthropologique de domination des femmes par les

1. Mélanie Latiers, *Réflexion sur la prise en charge multidisciplinaire des violences intrafamiliales*, PowerPoint, Cérias Consultance, Namur, 15 janvier 2018.

2. De manière générale, l'IEFH est « une institution publique fédérale, il protège et promeut l'égalité des femmes et des hommes ». À ce titre, il est l'organe de coordination au niveau fédéral des plans d'action nationaux relatifs à la lutte contre « la violence liée au genre ». <https://igvm-iefh.belgium.be/fr>

3. *Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique*, Istanbul, 11.V.2011. <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680084840>

4. On trouve les mentions des *FJC* et ses objectifs dans le *Rapport soumis par la Belgique donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique conformément à l'article 1, paragraphe 68 (Rapport de référence)*, Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH), 19 février 2019, p. 43-45. https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/grevio-inf-2019-4_fre.docx.pdf

5. Article 18 de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, Istanbul, 11.V.2011 <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680084840>

hommes dans nos sociétés. Même lorsque les singularités de cas individuels laissent à penser qu'il s'agit de violences mutuelles, le caractère structurel des violences à l'égard des femmes ne peut être négligé, sous peine de ne pas comprendre en profondeur les causes de la situation et de ne pas proposer les outils adéquats pour sortir des violences.

Ce qui implique des grilles de lecture, outils et méthodes en accord avec cette réalité. Les *FJC* répondent-ils à ce cadre ? Rien, dans la définition de ce modèle de « guichets uniques », ne le laisse deviner. Pour répondre à cette question, des informations plus précises sur ce qu'est un *FJC*, ses objectifs, public(s) cible(s), grille(s) d'analyse(s), personnel engagé, outils proposés, etc. doivent être fournies.

Or, c'est là que le bât blesse. Car entre ce qui se dit, se lit et s'échange autour du sujet, de nombreux points prêtent à confusion, et il est bien difficile d'y voir clair dans ce qu'est, réellement, un *FJC* et sur ce qu'il implique. La méthodologie est décrite selon des vocables quelque peu incompatibles, tels que « multidisciplinarité », « collaboration poussée », « interdépendance », « prise de décisions collectives », ... autant de termes qui parlent de procédés, techniques et outils différents, aux objectifs distincts. Les concepts utilisés ne sont pas explicités. Pour exemple, partout au cours de cette recherche, il est question de prise en charge « des cas dangereux et complexes », sans savoir nécessairement comment ceux-ci sont classés comme tels, ou sans qu'il n'y ait de discussion sur la grille d'analyse utilisée. Ou encore de « Violences Intrafamiliales », concept qui tantôt se résumera aux violences conjugales, avec ou sans réelle place spécifique faite aux enfants, tantôt inclura les maltraitances envers les enfants, parfois les mariages forcés, les violences liées à l'honneur, ... ou non.

L'objectif n'apparaît pas forcément plus clairement après une analyse du modèle promu en Belgique : la déjudiciarisation des violences conjugales ou intrafamiliales, la sécurité des victimes ou la pacification familiale⁶ ... ? Toutes les victimes peuvent-elles s'y rendre, ou seulement les cas judiciarisés ? Quels outils sont utilisés, selon quelles procédures ?

La médiation, interdite d'obligation par la Convention d'Istanbul et largement déconseillée de manière générale, s'y pratique-t-elle⁷ ? Le nom lui-même de « *Family Justice Center* » n'est pas sans semer le doute, puisqu'il identifie des centres de « Justice Familiale », mais n'a rien à voir fondamentalement avec les Tribunaux Civils de la Famille et ne concerne que le Parquet et le Pénal. Ce nom désigne en outre le public cible comme la « famille », et non les victimes de violences intrafamiliales, ce qui à nouveau laisse planer le doute sur les objectifs des *FJC*. Sans compter que « la famille » est un concept actuellement vague, les façons de faire famille se multipliant sans cesse sans que l'imaginaire collectif n'ait modifié sa symbolique profondément liée à la famille nucléaire (un papa au centre, qui représente l'autorité, son épouse qui dispense les soins et est garante du bien-être de chacun·e et un à trois enfants aimants et obéissants), ce qui implique une distance dangereuse entre la réalité et l'idéal possiblement présent, même inconsciemment, dans l'esprit des professionnel·le·s agissant dans ces centres⁸.

Le *FJC* d'Anvers est le modèle qui a été présenté comme référence en Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) au travers de nombreuses conférences entre 2017 et 2019. Appelé usuellement « *Veilig Thuis* », il est le premier à avoir vu le jour en Belgique, en juin 2016. Selon les rapports officiels, depuis, 3 autres centres ont été inaugurés en Flandre et sont appelés « *FJC* » : celui de Turnhout, celui de Malines et celui du Limbourg⁹.

6. À ce titre, la vidéo du CO3 d'Anvers nous a interpellées. Centrée sur une image idéelle et très stéréotypée de la famille et du traitement des violences comme un conflit familial, elle se termine en outre par la phrase problématique « Faire à nouveau que votre maison soit un havre de paix », ne manquant pas d'éveiller certains soupçons portant sur une vision très traditionaliste de la paix dans les foyers... *Provincie Antwerpen, CO3 Cliëntfilm Frans*, 16 décembre 2015 (1:30). <https://youtu.be/Wh8EMrRV4kI>

7. Article 42 de la Convention du Conseil de l'Europe, *op.cit.*

8. À ce sujet, voir le chapitre 8 : *Famille, ordre social et Justice*, p. 68.

9. En parallèle, l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH) a financé différents projets locaux en lien avec l'approche en chaîne un peu partout sur le territoire flamand. La police, la justice et l'assistance sociale y mettent en place une collaboration ciblée afin d'assurer la sécurité des victimes de « violences intrafamiliales ». Voir par exemple le *Rapport soumis par la Belgique donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique conformément à l'article 1, paragraphe 68 (Rapport de référence)*, IEFH, 19 février 2019, p. 44. https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/grevio-inf-2019-4_fre.docx.pdf

Pourtant, à y regarder de plus près, ces autres centres présentent les caractéristiques d'un modèle de travail spécifique, appelé « approche en chaîne »¹⁰. Cette méthode constitue l'épine dorsale des *FJC*, mais elle n'en est qu'une partie. Elle se concentre sur la prise en charge des cas « les plus dangereux et complexes », selon la formule consacrée sans plus de définition, limitant le public cible aux victimes les plus susceptibles de se retrouver en justice et condensant ses interventions sur un laps de temps et des domaines d'intervention relativement restreints. Alors qu'un *FJC* s'adresse à toutes les victimes de violences intrafamiliales, en théorie, et offre un panel de possibilités portant notamment sur l'*empowerment* et l'autonomisation des victimes¹¹.

L'ambition de ces centres, en tous cas de celui du Limbourg, selon les propos recueillis de son coordinateur, est bien d'évoluer vers un *FJC*, mais le manque de budget freine cette réalisation¹². Le modèle d'Anvers ne semble donc pas représentatif des centres développés en Flandre, mais bien d'une sorte d'idéal difficile à atteindre sans un financement sérieux pour le soutenir, ce qui semble actuellement faire défaut. Comment garantir la possibilité de créer de vrais *FJC* en Fédération Wallonie-Bruxelles, sans les limiter à une simple prise en charge judiciaire hors des tribunaux, si les centres flamants paraissent peiner à sortir du rôle limité des approches en chaîne par manque de financements structurels et pérennes ?

D'un autre côté, les acteurs et actrices du soutien et de l'aide aux victimes de VIF sont en droit de se demander si un modèle adapté aux réalités de la Flandre est adaptable aux réalités de Bruxelles et du Sud du pays. Du côté de la FWB, de nombreuses associations maillent le territoire et agissent avec pour bagage une longue expérience et des collaborations spécifiques à leurs missions, alors qu'en Flandre la problématique est très institutionnalisée. Ces associations peuvent-elles être intégrées dans le processus de fondation d'un *FJC* alors mêmes qu'elles peinent à obtenir les budgets à leur fonctionnement actuel ? Se priver de leurs concours, pour institutionnaliser complètement la question, aboutirait à une perte considérable des savoirs et savoir-faire sur la question de l'accueil et de la prise en charge des victimes de VIF. Cela serait par ailleurs contraire aux prescrits de la Convention d'Istanbul, qui demande aux États de favoriser les collaborations entre institutions publiques et société civile et de valoriser le travail de cette dernière¹³. Le modèle flamand place en outre la Justice et la Police au centre des guichets uniques, ce qui ne semble pas correspondre à la manière de traiter les VIF du côté de Bruxelles et de la Wallonie, dont l'axe central est composé d'associations et de services principalement psycho-sociaux.

L'énumération des zones d'ombres, et pas des moindres, pourrait continuer, tant le « *Family Justice Center* » semble être un modèle multiforme aux contours flous. Mais il bénéficie d'une volonté d'imposition de la part des pouvoirs publics. Pour réduire les éventuels doutes des associations de première ligne dans la lutte contre les VIF en FWB, la question de la légitimité du modèle « *FJC* » est régulièrement posée dans des termes qui ne peuvent susciter que l'adhésion, car centrée sur la méthodologie et non sur le modèle et ses implications. Par exemple, « *pensez-vous qu'une meilleure collaboration entre les services et organisations de première ligne pour l'accueil et la prise en charge des victimes de VIF soit nécessaire ?*¹⁴ ». Qui aurait l'idée de prétendre le contraire ? La question qui se pose réellement est : « Pourquoi les « *Family Justice Center* » spécifiquement, alors que d'autres modèles de collaborations interdisciplinaires pourraient être proposés et réfléchis à une adaptation au terrain spécifique de Bruxelles et à ceux de la Wallonie ? » Et pourtant, dès 2017, c'est sur cet unique modèle que la coordination Provinciale de lutte contre les violences intrafamiliales de Namur

10. Voir 2.2 : « Qu'est-ce que l'approche en chaîne », p. 18.

11. Voir 2.3 : « Qu'est-ce que le modèle « *Family Justice Center* » ? », p. 20.

12. Interview de Monsieur Dries Wyckmans, coordinateur du *FJC* du Limbourg, le 2 août 2019.

13. *Rapport explicatif de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique*, Istanbul 11.V.2011, STCE n° 210, 2012, préambule et art.18. <https://rm.coe.int/16800d38c9>

14. Ce fut le cas, par exemple, lors de la présentation du programme introduisant l'étude de faisabilité d'un *FJC* en province de Namur le 15 Janvier 2018. Lorsqu'il a fallu se prononcer sur l'intérêt des professionnel·les présent·es au processus en cours, la question posée portait sur l'intérêt de développer des collaborations multidisciplinaires, et non sur l'intérêt d'un modèle particulier de collaboration multidisciplinaire.

répond à un appel à projet de l'IEFH. Son objectif est d'effectuer, en association avec la Ville de Namur, une étude de faisabilité d'un «*Family Justice Center*»¹⁵. Un peu après, Liège et Bruxelles mettent en place des plateformes de discussions sur la «prise en charge multidisciplinaire des VIF» sur le modèle des *FJC*, même si le nom n'est pas spécifié. Cette année et la suivante, soit en 2017 et 2018, les coordinatrices et coordinateurs des *FJC* d'Anvers et du Limbourg sont invité·e·s à présenter leurs projets et philosophies, à l'initiative de diverses provinces. Les échos de rencontres autour des «*Family Justice Center*» se font entendre un peu partout sur le territoire francophone, et l'intérêt porté au modèle par le Collège des Procureurs Généraux et son réseau d'expertise «criminalité contre les personnes» ne fait bientôt plus de doute¹⁶.

En décembre 2018, le projet de Namur passe en phase 2, recevant une seconde subside en réponse à un nouvel appel à projet de l'IEFH. Le processus de travail élaboré devait aboutir à la production d'un protocole de collaboration fin juin 2019, en 4 journées de travail seulement, abordant les valeurs clés, le secret professionnel partagé, les collaborateurs centraux, le public cible, etc.¹⁷ Parallèlement, l'année 2019 voit les plateformes portant sur la prise en charge multidisciplinaire se multiplier et commencer à impliquer des acteurs et actrices important·e·s du milieu de l'aide et du soutien aux victimes de VIF, notamment les «Pôles de Ressources» de la Région Wallonne. Ceux-ci regroupent les associations «Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion» (CVFE), «Praxis» et «Solidarité Femmes», chargées notamment de former les intervenant·e·s dans le parcours des victimes et des auteur·e·s de violences conjugales au Processus de Domination Conjugale (PDC) sur le territoire wallon¹⁸. D'autres projets articulés autour de la mise en réseau des savoirs et savoir-faire voient le jour, qui peuvent s'apparenter à d'autres modèles de travail collaboratif intersectoriel. Ainsi, la Fédération Laïque de Centres de Planning Familial (FLCPF) s'associe au «320 rue Haute»¹⁹ et à la «Free Clinic»²⁰ pour lancer le projet DPO, pour «Détection, Prise en charge et Orientation des violences conjugales et sexuelles». «L'objectif final de ce projet est de coproduire des outils pratiques et communs à destination des associations et services de première ligne actifs à Bruxelles et en Wallonie»²¹. Ce projet bénéficie également de l'expertise des Pôles de Ressources et du Centre de Prise en Charge des Violences sexuelles (CPVS) de Bruxelles. **Les associations actives dans l'aide et le soutien aux victimes de violences intrafamiliales sont donc sollicitées de toute part, bénévolement. Aucun budget supplémentaire n'est octroyé pour répondre à la multiplication des demandes de collaborations institutionnelles.**

15. Il s'agissait d'une double subside. Pour la Province : Appel à projet 2017-2018 de l'IEFH : «*Approche multidisciplinaire de la violence basée sur le genre*». Étude de faisabilité – «trajet d'accompagnement» afin de mettre en place une approche multidisciplinaire et de prise en charge intégrées des cas de violences domestiques au sein d'un lieu unique : un «*Family Justice Center*» implanté en Province de Namur, et plus spécifiquement, sur le territoire communal namurois. Pour la Ville de Namur : demande de subside auprès du Cabinet de la secrétaire d'État. Les deux furent octroyés. Voir Isabelle PAUL et Myriam SABRIR – Coordination provinciale pour l'Égalité des Femmes et des Hommes-Direction des Affaires Sociales et Sanitaires – Province de Namur, *Processus d'implantation d'un éventuel modèle de FJC en Province de Namur : forces et faiblesses mises en lumière par l'étude de faisabilité du CERIAS Consultance et pistes d'actions préconisées par le comité de pilotage du projet : Province de Namur/Ville de Namur 2017-2019*, PowerPoint, Namur, 2018. https://www.provincedeliege.be/sites/default/files/media/7780/isabelle_paul151018.pdf

16. On trouve trace de cet intérêt dès 2016 : «De surcroît, le réseau «criminalité contre les personnes» s'est saisi de la question de l'approche en chaîne des violences intrafamiliales développée dans certaines villes de la Région flamande en vue de la développer au niveau national» dans Collège des Procureurs Généraux, *Rapport annuel 2016*, Ministère Public, p.11. https://www.om-mp.be/sites/default/files/u1/rapportannuel_2016_fr.pdf

17. Isabelle Paul et Myriam Sabrir – Coordination provinciale pour l'Égalité des Femmes et des Hommes-Direction des Affaires Sociales et Sanitaires – Province de Namur, *op.cit.*, PowerPoint, Namur, 2018.

18. Le PDC est une grille de lecture des violences conjugales qui permet de mettre en lumière le processus de domination sexué à l'œuvre dans les violences «domestiques» au lieu de se centrer sur des faits isolés.

19. Centre multidisciplinaire de prise en charge des violences sexuelles, planification familiale et santé sexuelle du Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre, Bruxelles

20. Maison médicale, service de santé mentale et centre de planning familial tout à la fois, Bruxelles

21. Présentation du projet DPO, par la Fédération Laïque de Centres de Planning Familial, les Pôles de Ressources spécialisés en violences conjugales et intrafamiliales et le Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles de Bruxelles, 20 juin 2019, PowerPoint.

Face au l'écllosion des initiatives des services publiques en vue de fonder des *FJC*, les associations féministes se sont posé les questions fondamentales que nous avons relevées dans cette introduction. Des interrogations et demandes d'éclaircissements s'expriment dès 2017, notamment, lors des réunions de la «Commission de Lutte contre les Violences», menées par l'Université des Femmes et le Conseil des Femmes Francophones de Belgique (CFFB).

Devant le peu de réponses satisfaisantes obtenues, en avril 2018, l'Université des Femmes, en collaboration avec le CFFB et la Coalition «Ensemble contre les violences», menée par La Voix des Femmes asbl, organise une réunion sur le thème des *FJC*. Cette initiative donne lieu au 1^{er} groupe de travail «*Family Justice Center*» porté par l'Université des Femmes, réunissant de nombreuses associations qui relèveront le manque de communication claire sur les processus en cours, leur origine, leur finalité et les éventuels financements. Ses membres rédigent une question parlementaire et organisent en tout deux réunions avec des femmes parlementaires autour du thème des *FJC*. Toujours à la recherche d'informations pertinentes, il invite en septembre 2018 Pascale Franck, coordinatrice du *FJC* d'Anvers, et Bert Groen, Président et co-fondateur de l'Alliance Européenne des *FJC*. Devant les nombreux points obscurs persistants, d'autres sources d'informations sont recherchées par le Groupe de Travail (GT), aussi Lucie Goderniaux, chargée de projet à l'Université des Femmes, membre du GT et présidente de la commission précitée participe à un «colloque international des *FJC*» qui se tient à Paris en novembre 2018. Elle constate, entre autres, que peu de services concernés en FWB par la potentielle création de *FJC* y sont présents et que les présentations relèvent plus du marketing que de réelles explications et discussions.

Le 11 décembre 2018, Lucie Goderniaux et moi-même, Nathalie Collignon, chargée de projet à l'Université des Femmes, nous sommes rendues au Cabinet du Ministre Madrane, Ministre de la FWB compétent en la matière, pour obtenir des éclaircissements au nom des différents groupes abordant la problématique (commission, coalition, GT). Le Ministre a assuré ses interlocutrices qu'aucun budget n'était prévu pour de tels centres et qu'à l'heure actuelle, il ne s'agissait que de discussions «dans le vide». Les Maisons de Justices ne semblaient pas concernées, contrairement à la Flandre, du moins n'étaient-elles pas officiellement sollicitées.

En cette année 2018, les projets foisonnent, les initiatives se multiplient mais malgré toutes nos démarches et rencontres, aucune des questions posées n'a trouvé de réponse satisfaisante. Les services concernés restent silencieux. C'est pourquoi l'Université des Femmes, grâce au soutien du Ministère des Droits des Femmes de la FWB, a décidé de réaliser un rapport sur le modèle «*FJC*».

OBJECTIFS DU RAPPORT ET MÉTHODOLOGIE

OBJECTIFS DU RAPPORT

L'idée est de présenter une sorte de cartographie succincte :

- Du cadre actuel, légal et contextuel, en Belgique et des raisons supposées de la prévalence du modèle *FJC* sur l'ensemble du territoire ;
- Des différentes réalités que recouvre le modèle « *FJC* », de leurs implications et de sa différence avec l'approche en chaîne ;
- Des avantages à retirer d'une approche multidisciplinaire mais aussi interdisciplinaire, et par conséquent des choix les plus adaptés de méthodes de travail collaboratif en fonction des objectifs visés et des implications inhérentes à ces choix ;
- Des points de vigilances auxquels rester attentives/attentifs lors de la création de tels centres, afin d'assurer leur adéquation avec les exigences de la Convention d'Istanbul.

De là, nous pourrions conclure par **une série de recommandations qui, nous l'espérons, pourront aider à la conception et à la co-construction de centres interdisciplinaires d'aide et de soutien aux victimes de violences intrafamiliales dans le respect de la Convention d'Istanbul.**

Tout au long de ce parcours, nous aborderons succinctement des notions relatives au principe de confiance, à la communication comme outil central et continu, à la grille de lecture des violences, aux moyens d'actions comme la médiation, à l'impact du choix du nom, au secret professionnel partagé ou non, ou encore aux modes de financement, sans toutefois pouvoir entrer dans les détails. Ce rapport a en effet ses limites et n'est en rien exhaustif, d'autant plus que le temps dont nous disposons est court pour un sujet aussi transversal et complexe. Il constitue une première approche permettant une vision un peu plus claire du modèle *FJC*, des processus en cours principalement à Namur et des questionnements qu'il soulève. **Il s'agit d'une invitation à approfondir les sujets effleurés par des recherches, des attitudes réflexives et un esprit critique constructif, afin de profiter de l'occasion qui nous est offerte d'évoluer vers une prise en charge plus holistique et efficiente des victimes de VIF.**

MÉTHODOLOGIE

Pour atteindre les objectifs fixés pour ce rapport, nous avons eu recours à 5 principaux types d'outils et ressources :

- Création d'un (second) groupe de travail « *FJC* » destiné à accompagner la recherche ;
- Des interviews de personnes ressources ;
- Les récits et discussions de femmes victimes de violence, grâce à Vie Féminine Namur ;
- La participation à un colloque et une journée de réunion ;
- Les sources écrites – *cf* bibliographie.

Le Groupe de Travail

Le groupe de travail « *FJC* » a été créé afin de réunir des expert·e·s issu·e·s de différentes disciplines sur le sujet des violences conjugales et/ou des violences intrafamiliales, cela afin de soutenir et orienter l'étude²². Le sujet des FJC touche par essence de nombreuses professions et disciplines, l'aide de spécialistes était donc capitale. Cette instance de concertation a accompagné la recherche durant tout le processus et lui a permis d'aboutir à ce rapport.

Les membres de ce groupe sont :

Miriam BEN JATTOU, juriste et fondatrice de Femmes de Droit – Droits des Femmes ;

Anita BIONDO, inspectrice principale, bénévole de l'Université des Femmes (UF) ;

Nathalie COLLIGNON, historienne du droit, chargée de projet à l'UF ;

Justine DEBAILLEUL, assistante sociale et criminologue, bénévole de l'UF ;

Philippe D'HAUWE, médecin généraliste, expert des violences faites aux femmes et de leur impact sur les enfants, bénévole de l'UF ;

Charlotte DUYSSENS, chargée de projet à La Voix des Femmes, membre de la coalition « Ensemble contre les violences faites aux femmes » ;

Lucie GODERNIAUX, anthropologue, experte de la lutte contre les violences à l'égard des femmes, chargée de projet à l'UF ;

Annie HUBINON, pédo-psychologue, experte des violences faites aux femmes et aux enfants, bénévole de l'UF ;

Valérie LOOTVOET, sociologue, responsable du projet, directrice de l'UF ;

Maria MIGUEL SIERRA, juriste, directrice de La Voix des Femmes et fondatrice de la coalition « Ensemble contre les violences faites aux femmes » ;

Pierre-Guillaume PRIGENT, doctorant en Sociologie à l'Université de Bretagne Occidentale, co-fondateur du *Réseau International des Mères en Lutte*, bénévole de l'UF ;

Gwenola SUEUR, historienne, co-fondatrice du *Réseau International des Mères en Lutte*, bénévole de l'UF.

Entre ces deux réunions, des échanges ont également eu lieu par email et/ou téléphone, et un rapport intermédiaire a été établi le 19/08/2019.

Le groupe de travail s'est réuni à deux reprises, le 03/07/2019 et le 10/09/2019. Vu la distance géographique nous séparant de certains membres du groupe (France), certaines personnes y ont participé par vidéo-conférence.

Les interviews

Durant la recherche, 5 interviews avec des acteurs et actrices clés ont été effectuées²³.

Madame Pascale Franck, coordinatrice du *FJC* d'Anvers ;

Monsieur Dries Wyckmans, coordinateur du *FJC* du Limbourg ;

Mesdames Ghada Hatem, médecin-chef et **Jessica Spraos**, chargée de projet du *FJC* « *La Maison des Femmes de Saint-Denis* » à Paris ;

Monsieur Christian de Valkeneer, Procureur Général de Liège ;

Membres anonymes des groupes de travail des plateformes provinciales de Namur sur la création de *FJC*.

Pour cette dernière interview, le choix de creuser d'avantage le processus d'élaboration d'un *FJC* et le déroulement du projet en cours à Namur plutôt qu'ailleurs est volontaire. Il présente l'avantage d'avoir été lancé officiellement le premier, dès 2017, et d'annoncer clairement ses objectifs, la création d'un *FJC*. D'autre part, il est le plus accessible, les communications publiques existant et les membres des groupes de travail des différentes plateformes étant faciles à identifier.

22. Il s'agit en réalité d'un second groupe de travail « *FJC* », réunissant d'autres bénévoles que le premier groupe lancé en 2018.

23. Vous trouverez la méthodologie utilisée pour les interviews et rencontres en Annexe 1.

En rencontrant certain·e·s membres des groupes de travail des plateformes provinciales de Namur, le but était de recueillir les impressions, ressentis et analyses sans orienter les réponses. Pour ne pas risquer de compromettre l'implication dans le processus en cours de ces personnes, nous leur avons garanti l'anonymat. Les coordinatrices et responsables du projet de Namur comprendront que cette démarche a été faite dans un esprit constructif, visant à donner une évaluation côté « passagers » de leur embarcation, qui pourrait les éclairer éventuellement dans leurs démarches.

Les récits de femmes victimes de violences, Vie Féminine Namur²⁴

Suite à une rencontre en août 2019 avec Manon Voyeux, responsable adjointe de Vie Féminine Namur, nous avons eu accès à trois récits de femmes victimes de violences conjugales ainsi qu'aux notes relatives à la discussion qui a suivi ces récits, sur le thème de la création de *FJC* et de ce que ces femmes souhaiteraient prioriser dans de tels centres.

Après avoir constaté que la parole des victimes n'est pas sollicitée dans le projet en cours dans les différentes plateformes de la Province de Namur, Manon Voyeux lance en juin 2019 un groupe de travail interne à son association. Lors d'une première réunion, elle expose aux femmes volontaires le projet « *FJC* », leur demandant leur participation. Son but est de rapporter un premier travail à la coordination namuroise, afin d'appuyer sur la nécessité et la plus-value d'intégrer les expériences et avis des victimes de violences conjugales dans le processus de création d'un *FJC*.

Grâce à la collaboration du groupe de volontaires et de la responsable adjointe de Vie Féminine Namur, nous avons pu profiter de cette initiative. **Les victimes retirent une expertise de leur propre situation. Se priver de leur éclairage ouvre la possibilité d'une dérive institutionnelle, c'est-à-dire ouvre au risque d'aboutir à un projet qui réponde davantage aux besoins des professionnel·les et des institutions en jeu qu'à ceux des victimes.** Le travail mené par Vie Féminine Namur était pour nous l'occasion de joindre la parole des femmes victimes à notre rapport, de l'inclure dans nos analyses et de rendre hommage à leur courage d'avoir, encore une fois, raconté leur récit et donné leurs avis afin de nous éclairer dans les choix à opérer pour améliorer la situation.

Colloque et journée de réunion

Durant la période d'élaboration du rapport, nous avons assisté à un colloque et une réunion riches en informations, apprentissages et rencontres :

- Le colloque international « *L'impossible rupture. Penser la sécurité des femmes et des enfants en contexte de violences post-séparation* », organisé par Solidarité Femmes - La Louvière, les 15 et 16 octobre 2019 à La Louvière. Nous avons pu notamment y entendre des interventions sur les actions intersectorielles « Carrefour Sécurité Violence Conjugal » du Québec.
- La journée de réunion de la plateforme « *Violence entre partenaires* », rassemblant les trois plateformes de la Province de Namur, le 22 octobre 2019 à Namur. À l'ordre du jour se trouvait le point « *Projet « Family Justice Center » : état d'avancement du projet avec Mme Ramet Charlotte, Chargée de projet FJC* » et une présentation projet DPO, la coordinatrice provinciale faisant également partie du Groupe d'Appui Méthodologique (GAM) de ce projet.

Les sources écrites

La littérature scientifique, les textes juridiques et réglementations, ainsi que les publications relatives aux *FJC* ont bien entendu été consultés.

Une partie des publications relatives aux *FJC* concerne principalement la création et/ou les principes clés de tels centres, tandis qu'une autre partie concerne leurs évaluations. Pour l'ensemble des lectures, l'accent est clairement mis sur les apports positifs et l'enthousiasme de manière appuyée. Même si les diverses évaluations et ouvrages mentionnent des difficultés rencontrées, ou des points de vigilance à améliorer,

24. *Id.*

ces aspects ne sont pas vraiment détaillés. Pourtant, les problématiques résolues ou en cours gagneraient à être partagées, permettant aux lecteurs et lectrices de se faire une opinion réaliste d'un *FJC* et des écueils à éviter pour s'inspirer de la démarche. Aucune comparaison sérieuse avec d'autres modèles de centres multidisciplinaires « VIF » n'a été trouvée. Un sentiment de documents d'auto-promotion ressort de la lecture des différentes publications.

La quasi-totalité des sources trouvées émanent de parties engagées : les auteurs et autrices sont des membres du « *leadership* » des *FJC*, de la « *European Family Justice Center Alliance* » (EFJCA)²⁵ ou de l'*Alliance for Hope International*²⁶. L'évaluation de ces systèmes effectuée par C. Petrucci (2013) échappe à ce constat, puisqu'elle a été confiée à une société extérieure, EMT Associates²⁷. Principalement statistique, elle reprend les données de 7 *FJC* sur la satisfaction des « survivantes » et des professionnel·le·s y travaillant. Les enquêtes de satisfaction des personnes ayant eu recours à un *FJC* sont très systématisées, ainsi que celles concernant le taux de satisfaction des professionnel·le·s. Le taux de satisfaction est globalement très élevé dans tous les cas, les barrières rencontrées peu nombreuses si ce n'est la difficulté émotionnelle pour prendre contact, etc. Cependant, nous ne connaissons pas le terrain et nous ne savons pas ce qui existait auparavant, ni le taux de satisfaction concernant des victimes ayant eu recours à d'autres services que les *FJC*, ni même si d'autres alternatives existent.

L'apport de sources d'informations plus neutres serait nécessaire, notamment d'études et d'évaluations externes. Nous restons coincé·e·s dans les limites posées par des publications dont les auteurs et autrices sont des partis pris sur le sujet.

Une autre partie des sources écrites concerne plus spécifiquement les réglementations : textes juridiques internationaux et nationaux, Plan d'Action National (PAN), notes cadres, circulaires, rapports officiels, questions parlementaires, documents émanant du Collège des Procureurs Généraux, etc.

Enfin, la littérature scientifique concernant les différents concepts abordés a été consultée en fonction des points qui ont suscité nos réflexions.

25. *European Family Justice Center Alliance* : « *Alliance Européenne des FJC* », promouvant le modèle et regroupant les *FJC* en Europe.

26. *Alliance for Hope International* : *Alliance des FJC* des États-Unis. Voir Bibliographie : Pascale Franck et Davy Simons (2017), respectivement fondatrice-coordinatrice et coordinateur du *FJC* d'Anvers ; Bert Groen, Pascale Franck et Davy Simons (2017), respectivement Président de l'*Alliance Européenne de FJC*, coordinatrice et coordinateur du *FJC* d'Anvers ; Chan M. Helleman, Casey Gwinn, Gael Strack, Michael Burke, Jason Featherngill, Natalia Aguire et Yesina Aceves (2017), toutes et tous fondatrices-fondateurs et/ou coordinatrices-coordonateurs de 7 *FJC* aux USA ; Hellman, C., et Feeley, J. (2015), idem ; Jennifer Anderson et Raeanne Passantino (2015) Raeanne Passantino est assistante de direction des programmes nationaux de l'*Alliance for Hope International*.

27. Petrucci, C., *Final Evaluation Results Phase II California Family Justice Initiative Statewide Evaluation*, Alliance For Hope, San Diego, 2013.

CADRE DANS LEQUEL S'INSCRIVENT LES *FJC* ET DÉFINITIONS

D'OÙ VIENT L'ENGOUEMENT POUR LES « GUICHETS UNIQUES » ?

Au niveau international

Comme nous l'avons vu dans l'introduction, la « **Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique** », dite « **Convention d'Istanbul** », est à l'origine de la multiplication actuelle, partout en Europe, des « agences multidisciplinaires » chargées de l'accueil et de la prise en charge des victimes de violences intrafamiliales (enfants compris). Ratifiée par la Belgique en mars 2016, cette convention détermine un cadre réglementaire complet et exhaustif afin de protéger les femmes victimes de violences domestiques et de genre, de gérer et punir les auteurs, ainsi qu'un cadre général afin de prévenir les violences à l'égard des femmes.

Si la Convention d'Istanbul encourage la création de guichets uniques et de collaborations multidisciplinaires, elle le fait dans un cadre précis. Concernant la Protection et le soutien aux victimes, elle stipule de veiller à ce qu'il existe des mécanismes appropriés permettant une coopération efficace entre les acteurs suivants : les autorités judiciaires, les procureurs, les services répressifs, les autorités locales et régionales, les organisations non gouvernementales et les autres organisations ou entités pertinentes. **La coopération avec les associations présentes sur le terrain ayant développé une expertise dans le domaine est explicitement demandée**²⁸. Pour la Convention d'Istanbul, il ne s'agit pas d'institutionnaliser la question à l'exclusion des savoirs et savoirs-faires développés par les associations civiles, mais bien au contraire de valoriser les acquis de celles-ci en mettant en place les moyens d'une véritable collaboration avec et entre les instances publiques.

Par ailleurs, la Convention d'Istanbul répertorie **un certain nombre d'objectifs et de critères auxquels les services de protection et de soutien doivent répondre**. Il faut que les mesures prises :

- soient fondées sur une compréhension fondée sur le genre de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique ;
- soient fondées sur une approche globale, qui prenne en considération la relation entre les victimes, les auteurs des infractions, les enfants et leur environnement social plus large ;
- visent à éviter la victimisation secondaire ;
- visent l'autonomisation et l'indépendance économique des femmes victimes de violence ;
- permettent, le cas échéant, la mise en place d'un ensemble de services de protection et de soutien dans les mêmes locaux ;
- répondent aux besoins spécifiques des personnes vulnérables, y compris les enfants victimes, et leur soient accessibles.

L'accès aux services ne doit pas dépendre d'un dépôt de plainte ou d'un témoignage en justice contre un auteur²⁹.

28. *Rapport explicatif de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique* (2012), Istanbul 11.V.2011, STCE n° 210, chapitre 2 article 7, p. 13 et article 18, p. 23-24. <https://rm.coe.int/16800d38c9>

29. Article 18 de la Convention du Conseil de l'Europe (...) *op.cit.*, Istanbul, 11.V.2011.

La Convention d'Istanbul est « juridiquement contraignante », ce qui signifie que les États, en ratifiant la Convention, se soumettent au caractère obligatoire du texte juridique international. La Belgique est donc tenue de mettre son droit national en accord avec la convention, mais également de mettre en place les moyens nécessaires à l'application concrète de la loi en accord avec le Droit international. À ce titre, comment la Belgique décline-t-elle l'exigence de la Convention d'Istanbul de mettre en place des coopérations entre les différents secteurs de l'aide et du soutien aux victimes de VIF, et de favoriser l'émergence de « guichets uniques » dans le cadre fixé ?

Au niveau national

Du point de vue national, la Belgique concrétise sa politique de lutte contre les violences basées sur le genre au travers de **Plans d'Actions Nationaux (PAN)** depuis 2001. Ces Plans sont coordonnés par l'IEFH et associent l'État fédéral, les Communautés et les Régions. Les obligations et conseils émanant de la Convention d'Istanbul servent de fil conducteur aux mesures édictées dans ces plans d'actions.

Côté francophone, depuis 2009, les mesures des PAN sont traduites et adaptées selon les compétences des entités fédérées au travers de « Plans intra-francophone de lutte contre les violences sexistes et intra-familiales ». Ces Plans associent les Gouvernements de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Région Wallonne et de la Commission Communautaire Française afin de coordonner leurs actions et de les inscrire dans un cadre commun.

Le développement de l'approche multidisciplinaire et holistique figure parmi les lignes directrices du PAN 2015-2019³⁰. Le rapport officiel de la Belgique pour l'évaluation de son application de la Convention d'Istanbul, rendu par l'IEFH en février 2019 au GREVIO³¹, fait mention de 5 modèles différents de travail collaboratif dans le cadre de la protection des victimes et de la poursuite des auteurs de VIF mis en place et testés au travers de la Flandre depuis 2015. Deux modèles bénéficient d'une attention particulière : l'approche en chaîne, développée d'abord à Anvers sous le nom de « *CO3 Veilig Thuis* »³² puis étendue à d'autres provinces flamandes, et le « *Family Justice Center* », également développé sous le nom de « *Veilig Thuis* » à Anvers comme une évolution logique de l'approche en chaîne. C'est sur base de l'expérience mise en œuvre à Anvers que le Gouvernement Flamand a décidé de généraliser le type de dispositif « *FJC* » à l'ensemble de son territoire³³. En 2016, Jo Vandeurzen, ministre flamand du Bien-être et de la Famille affirmait qu'il désirait déployer à terme ce projet-pilote dans toutes les provinces flamandes³⁴.

Côté communauté francophone, l'émergence de guichets uniques basés sur un travail en multidisciplinarité semble, à l'évidence, constituer l'évolution logique des PAN successifs en accord avec la Convention d'Istanbul. **Mais contrairement à la Flandre, si les coordinations provinciales ont mis en place des plateformes de travail associant les différents services et des organisations issues de la société civile sur leurs territoires respectifs, avec plus ou moins de succès et de collaborations, il ne semble pas y avoir eu d'expérimentations de différents modèles de « multidisciplinarité » plus poussés sur le territoire.**

30. *Plan d'action national de lutte contre toutes les formes de violence basée sur le genre 2015-2019*, version longue, IEFH, 2015. https://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/plan_daction_national_de_lutte_contre_toutes_les_formes_de_violence_basee_sur_le_genre

31. GREVIO : comité d'expert·es indépendant·es du Conseil de l'Europe pour l'évaluation de l'application de la Convention d'Istanbul.

32. CO pour « *Cliënt Centrale Organisatie* » et 3 pour « *3 partner* », 3 partenaires. Voir le point « Qu'est-ce que l'approche en chaîne » pour plus d'informations, p. 17. Veilig Thuis, le nom du centre multidisciplinaire d'Anvers, peut être traduit par « *En sécurité à la maison* ».

33. *Rapport soumis par la Belgique donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique conformément à l'article 1, paragraphe 68 (Rapport de référence)*, Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH), 19 février 2019, p. 43-45. https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/grevio-inf-2019-4_fre.docx.pdf

34. Mélanie Latiers, *Réflexion sur la prise en charge multidisciplinaire des violences intrafamiliales*, PowerPoint, Cérias Consultance, Namur, 15 janvier 2018.

En outre, l'historique de collaboration entre services psycho-sociaux d'une part, et Justice-Police de l'autre, est relativement pauvre³⁵. Il n'y a pas eu de demande émanant du terrain en ce qui concerne la création d'un *FJC*, inconnu du côté Sud du pays jusqu'à l'étude de faisabilité de Namur et les différentes interventions des leaders d'Anvers et du Limbourg, mais bien une volonté Fédérale d'étendre le système tel que conçu en Flandre.

Puisqu'il apparaît que le modèle « *FJC* », tel que développé en Flandre, bénéficie d'un soutien fédéral en vue de son déploiement sur l'ensemble du territoire belge, définir clairement ce qu'est un « *Family Justice Center* » est essentiel. Selon le rapport de l'IEFH, au moment de sa parution en février 2019, la Flandre aurait développé 3 centres multidisciplinaires de type « *FJC* » : celui de Turnhout, celui de Malines et celui du Limbourg³⁶. Mais quelle est la différence entre un *FJC* et une *approche en chaîne*, présentés tous deux comme modèles d'intervention multidisciplinaire dans le cadre des VIF ? Les centres multidisciplinaires de Flandre accrédités en tant que *FJC* présentent-ils les mêmes caractéristiques ? Pour le savoir, une analyse plus en profondeur de ces deux modèles s'avère nécessaire.

QU'EST-CE QUE « L'APPROCHE EN CHAÎNE »³⁷ ?

Historiquement, la méthode de travail collaboratif en équipe dite « approche en chaîne » est inspirée de la méthode *Multi Focus*, développée par la Fondation Mutsaers à Venlo (NL) dans les années 2000. **Elle s'adresse principalement aux familles à problèmes multiples et complexes, à risque de récurrence élevé et pour lesquelles d'autres aides ont déjà été tentées en vain.** Chaque cas est suivi par une *Case Manager* qui prend en compte les 3 parties (auteur, victime, enfants) et adopte une attitude dite « délibérément partielle : travailler de façon neutre tout en donnant l'impression à chaque partie d'être de son côté ». Le but est d'installer une confiance et d'amener chaque partie à retrouver du pouvoir sur sa vie.

En Flandre, l'approche en chaîne a constitué la première étape de la création des *FJC*. La première initiative d'adaptation d'une approche en chaîne aux cas les plus « complexes et dangereux » de VIF date de 2012 à Anvers, sous le nom de CO3, pour « *Client Centrale Organisatie - 3 partners* »³⁸. Les trois partenaires institutionnels, administration communale – police & justice – services médico-sociaux³⁹, ont signé un accord afin de coordonner les différentes tâches effectuées au sein d'un plan d'approche commun basé sur une évaluation des risques, des discussions sur les cas et une coordination des cas⁴⁰.

L'approche en chaîne est une méthode de travail collaboratif basée sur la volonté de travailler ensemble sur des situations complexes (où de multiples domaines de la vie sont impactés – au moins 3) **et potentiellement dangereuses**. Des affaires nécessitant donc une approche holistique de la situation. Le processus consiste à découper le travail en étapes, tâches, rôles et résultats. L'objectif : faire cesser les violences, éviter la récurrence et améliorer la protection des victimes (partenaire et enfants) en tenant compte de l'entière des besoins (logement, assuétudes, situation de séjour précaire, stress...). Pour cela, les services vont travailler avec toutes les parties : victimes, auteurs, enfants, témoins. Les proches peuvent aussi être impliqués dans le projet : beaux-enfants, grands-parents, ...

35. Mélanie Latiers, *Réflexion sur la prise en charge multidisciplinaire des violences intrafamiliales : étude de faisabilité d'un « Family Justice Center*, Cérias Consultance, Namur, mars 2018.

36. *Rapport soumis par la Belgique (...), op. cit.*, IEFH, 19 février 2019, p. 44.

37. Les informations sont tirées de Pascale Franck et Davy Simons, *Dromen, denken, doen. Een praktijkhandboek over ketenaanpak intrafamiliaal geweld en het family justice center*, Politeia, Brussel, 2017, p. 74-95.

38. Organisation centrale du Client – 3 partenaires.

39. Les services institutionnels présents comprenaient le CAW (*Centrum Algemeen Welzijnswerk* - centre d'aide sociale), le parquet, la police locale, le CPAS, le VAGGA (*Vereniging voor Ambulante Geestelijke Gezondheidszorg* - centre de santé mentale), le VKA (*Vertrouwenscentrum Kindermishandeling* - maltraitance sur mineurs), l'Agence jeunesse & bien être, le centre familial *De Stobbe*, la Maison de justice, la Ville et la Province d'Anvers. Pascale Franck et Davy Simons, *Dromen, denken, doen (...), op.cit.*, p. 82.

40. *Plan d'action national (...), op.cit.*, version longue, IEFH, 2015, p. 19.

Le terme « chaîne » fait donc référence aux différentes séquences de travail, et non à une expertise suivie d'une autre, les différents partenaires travaillant ensemble à l'élaboration du plan de suivi et de soutien des victimes et auteurs. La chaîne est adaptée au cas par cas mais la philosophie reste de diviser le travail en plusieurs étapes⁴¹.

- Tout d'abord, les « clients » arrivent au CO3 par la demande d'un-e professionnel-le qui, suite à l'accueil d'une victime dans son service, estime que l'approche en chaîne pourrait être nécessaire. Elle-il en informe la famille, ainsi que l'auteur, et se fera le relais de leurs souhaits et besoins. Si l'auteur refuse de collaborer, le CO3 poursuivra son travail avec la victime, et verra plus tard si un autre service peut prendre l'auteur en charge. Si la situation nécessite une intervention de crise ou l'appel à d'autres services, la-le professionnel-le qui a amené la situation en reste décideur et responsable.
- Un-e gestionnaire de dossier est désigné-e, qui sera chargé-e de récolter les informations supplémentaires utiles aux différent-e-s intervenant-e-s et de la réponse aux besoins immédiats exprimés par la famille. Elle-il réalise **une évaluation des risques grâce au RSI (instrument de screening du risque)** selon trois critères : la gravité de la situation, les domaines concernés (violence, addictions, pauvreté...) et le risque d'escalade. Les facteurs protecteurs (comme l'aide des proches, les ressources disponibles, etc.) sont également cartographiés. **Aucune indication d'une quelconque prise en compte d'une grille d'analyse genrée dans l'élaboration de cet outil n'apparaît. Il serait nécessaire de creuser la question des outils d'évaluation des risques pour voir ce qu'il en est.**
- La-le gestionnaire de dossier se joint alors au comité d'évaluation, qui se réunit en table ronde deux fois par semaine et est composé de divers-e-s expert-e-s des services affiliés à CO3, pour y présenter le dossier. Le RSI sert de base pour l'évaluation du risque. Des objectifs sont fixés et les services à même de les atteindre sont désignés.
- Un-e gestionnaire de cas est désigné-e au sein des partenaires de la chaîne. Elle-il sera chargé-e de centraliser et coordonner toutes les actions entreprises. Chaque service peut se référer à elle-lui pour obtenir des informations utiles. Pour la-le « client-e⁴² », la-le gestionnaire est une personne-ressource neutre privilégiée, qui peut agir en médiateur si les relations avec un service ne fonctionnent pas bien. Elle-il crée un réseau et informe les client-e-s du plan et des objectifs concrets fixés, ainsi que du *timing* estimé. C'est également cette personne qui convoque régulièrement des tables rondes de suivi, afin d'évaluer les progrès, changements, éventuels problèmes et réajuster le plan en fonction.
- Si la violence s'arrête, un des objectifs majeurs de CO3 est atteint et le dossier peut être clos. Après un délai de 6 mois, la-le gestionnaire reprend contact avec les services et la famille. Si la situation est sous contrôle, CO3 se retire, ce qui ne veut pas dire que tel ou tel service ne continue pas son travail, en dehors de la chaîne. Si des problèmes persistent, la chaîne reprend au stade du comité d'évaluation.

Le projet CO3 s'est clôturé à Anvers fin 2014, pour évoluer vers le concept de FJC. **Le choix de continuer à évoluer vers un FJC, où les partenaires sont réunis sur un seul site et les services présents plus nombreux, incombe aux partenaires régionaux et dépend fortement des subsides obtenus, principalement au niveau local (Villes et Provinces). Ce n'est pas imposé par la Flandre, puisque les moyens financiers suffisants ne sont pas garantis, et nombre de projets en Flandre concernent l'approche en chaîne uniquement⁴³.**

41. Pascale Franck et Davy Simons, *Dromen, denken, doen (...)* op.cit., p. 74-95.

42. En Flandre, tout comme dans les pays anglo-saxons, le terme « client » n'a pas la même connotation commerciale qu'en français, mais se traduirait plutôt par « bénéficiaire ».

43. *Évaluation de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique par la Belgique - Rapport alternatif de la coalition « Ensemble contre les violences »*, Février 2019, p. 108. <https://rm.coe.int/rapport-alternatif-belgique-shadow-report-belgium/1680931a73>

QU'EST-CE QUE LE MODÈLE « *FAMILY JUSTICE CENTER* » ?

Le modèle « *FJC* » vient des États-Unis, plus précisément de Californie. En 2002, Casey Gwinn et Gaël Strack fondent le premier *Family Justice Center* à San Diego⁴⁴. Casey Gwinn est un avocat américain qui a été élu procureur de la ville de San Diego de 1996 à 2004, et Gael Strack était à l'époque Procureure adjointe, avant de devenir directrice du *FJC* puis de fonder et diriger le « *Training Institute on Strangulation Prevention* »⁴⁵ de San Diego. Ils ont également co-fondé l'« *Alliance for HOPE International* », qui diffuse le modèle « *Family Justice Center* » et rassemble les différents centres⁴⁶. Figures fortes du *leadership* des *FJC*, leur travail s'appuie sur la « *Psychology of Hope* »⁴⁷ développée par le Dr Chan Hellman. Ce dernier est directeur-fondateur du « *Center of Applied Research for Nonprofit Organizations* »⁴⁸ de l'Université d'Oklahoma-Tulsa. Il est la troisième figure emblématique du développement des *FJC*⁴⁹.

« Un *Family Justice Center* est une agence multidisciplinaire et un centre de service où des organismes publics et privés assignent des membres du personnel, à plein temps ou à temps partiel, à fournir des services aux victimes (et leurs familles) de violence domestique, violence envers les enfants et violence sexuelle au départ d'une seule location »⁵⁰. C'est donc un lieu d'accueil et de prise en charge unique, où les services présents échangent de l'information. Parmi ces services, il faut l'implication minimum des professionnel·le·s de la police, de la justice et de l'aide aux victimes. Les victimes et leurs besoins sont placés au centre du projet, en priorisant la sécurité et la protection. L'approche psycho-sociale y est axée sur l'émancipation et l'augmentation du pouvoir d'agir (« *Hope* » et « *empowerment* »). Les principes de bienveillance, de non-jugement et d'empathie y sont centraux et le soutien, la reconnaissance des professionnel·le·s et la valorisation des collaborations assurent la cohésion de l'équipe⁵¹.

En Belgique, le projet financé par la commission européenne entre 2013 et 2015 dans le cadre du programme Daphné⁵² a été l'occasion, pour Anvers, de développer ses activités et de passer de l'approche en chaîne au modèle plus large de *FJC* en 2014. Le modèle anversoïse propose de l'aide en un seul et même endroit aux victimes et co-victimes de Violence Intrafamiliale (VIF) afin de leur apporter de la sécurité « en offrant une aide rapide et adéquate à la demande ». Tous les services pertinents sont rassemblés au même endroit : le parquet, la police, le CPAS, l'aide psycho-sociale, l'aide à la jeunesse, les médecins, les psychologues⁵³. Les trois axes de fonctionnement d'un *FJC* sont l'information, l'accompagnement psycho-social et l'approche en chaîne. Ses objectifs sont la proactivité, la prévention de la récidive, l'évaluation des risques⁵⁴. Au niveau organisationnel, à Anvers, le changement a surtout consisté en un élargissement à des partenaires qui ne faisaient pas partie du *CO3* originel⁵⁵.

44. Mélanie Latiers, *Réflexion ... op. cit.*, PowerPoint, Cérias Consultance, Namur, 15 janvier 2018.

45. Institut de formation sur la prévention de l'étranglement. <https://www.strangulationtraininginstitute.com>

46. Alliance pour l'Espoir International <https://www.allianceforhope.com>

47. Psychologie de l'Espoir.

48. Centre de recherche appliquée pour les organisations à but non lucratif

49. Site du Dr Chan Hellman <https://chanmhellman.com/bio/>. Pour en savoir plus sur la notion de « *Hope* » telle que conçue dans les recherches du Dr Chan Hellman et appliquée dans les *FJC*, voir le Point 7.3 : « Les concepts de *Hope* et d'*Empowerment* », p. 66.

50. Prospectus de présentation de l'Alliance Européenne des *FJC*, <https://www.efjca.eu/doc/factsheet-A4-v06-Franse.pdf>

51. Mélanie Latiers, *Réflexion ... op. cit.*, PowerPoint, Cérias Consultance, Namur, 15 janvier 2018.

52. Le programme Daphné, lancé pour la première fois en 2000 par la Commission européenne, est un programme de subvention qui vise à combattre toutes les formes de violence envers les enfants et les femmes en Europe.

53. *Rapport soumis par la Belgique (...)*, *op.cit.*, IEFH, 19 février 2019, p. 43.

54. Isabelle Paul et Myriam Sabrir – Coordination provinciale pour l'Égalité des Femmes et des Hommes-Direction des Affaires Sociales et Sanitaires – Province de Namur, *Processus d'implantation d'un éventuel modèle de FJC en Province de Namur : forces et faiblesses mises en lumière par l'étude de faisabilité du CERIAS Consultance et pistes d'actions préconisées par le comité de pilotage du projet : Province de Namur/Ville de Namur 2017-2019*, PowerPoint, Namur, 2018. https://www.provincedeliege.be/sites/default/files/media/7780/isabelle_paul151018.pdf

55. Pascale Franck et Davy Simons, *Dromen, denken, doen (...)* *op.cit.*

Pascale Franck, coordinatrice du *FJC* d'Anvers et co-fondatrice du *CO3* de départ, insiste lors de son interview sur la différence entre une approche en chaîne et un *FJC*. La méthode de travail *CO3* est intégrée dans un ensemble plus large qu'est le *FJC*, et activée uniquement pour les cas les plus complexes, les plus dangereux ou présentant un haut degré de risque d'escalade. Dans ces cas-là, les décisions se prennent en équipe afin de proposer un plan d'action global et relèvent principalement du suivi par la police et la justice. Un *FJC* concerne une large palette de services, de la recherche d'emploi à l'aide psychologique, des conseils juridiques à la consultation médicale, etc. À Anvers, des cours de self-défense et de théâtre sont proposés aux femmes comme techniques d'*empowerment*. Ces services sont présents au maximum dans les locaux, et quand ils ne le sont pas, il s'agit de collaborations avec des services existants sur le territoire. La finalité du *FJC* d'Anvers est l'accompagnement de toutes les victimes de violences conjugales et intrafamiliales, pas uniquement de celles qui portent plainte⁵⁶.

Actuellement, les « clients » sont orientés vers la « *Veilig Thuis* » (nom du *FJC* d'Anvers) par des professionnel·le·s : médecins, professionnel·le·s de l'assistance, agents de police... . Le centre n'est donc pas accessible directement pour les victimes et co-victimes de violences domestiques. Il est perpétuellement en cours de développement, c'est un processus continu, l'idée est de l'améliorer en permanence. Dans ce but, des entretiens avec les victimes sont réalisés systématiquement pendant et après leur passage, lorsqu'elles sont d'accord, ainsi que des concertations régulières auprès des professionnel·le·s⁵⁷.

Pour chaque approche en chaîne fondée, première étape vers le *FJC* selon le modèle flamand, le canevas d'élaboration est identique. À chaque fois on trouve à l'origine le binôme Ville/Province⁵⁸. « La Province assure l'expertise de coordination des acteurs de terrain, favorise par des concertations intersectorielles une prise en charge intégrée des cas de violences intrafamiliales et veille à parvenir à des protocoles de collaborations. La Ville a pour mission d'investiguer sur un lieu potentiel pour implanter le *FJC*, sur les logements d'urgences qui pourraient y être rattachés (intérêt majeur) mais également d'évaluer, par un réel business plan, les charges relatives à la pérennisation d'une telle structure (fonctionnement, maintenance etc.) »⁵⁹. **Depuis 2015, les coordinations de lutte contre les VIF flamandes ont disparu, ou plutôt se sont transformées en *FJC*, et les coordinatrices et coordinateurs dépendent aujourd'hui directement du gouvernement flamand.**

56. Interview de Pascale Franck, 24 juillet 2019.

57. *Idem*

58. Province d'Anvers et Ville d'Anvers, Province du Limbourg et Ville d'Hasselt, Province de Flandre orientale et villes de Gent et Oudenaarde, Province de Flandre occidentale et Ville d'Ostende, Province du Brabant flamand et Ville de Leuven, Province d'Anvers et Ville de Malines.

59. Isabelle Paul et Myriam Sabrir, *Processus d'implémentation (...)*, op. cit., PowerPoint, Namur, 2018.

LES ENJEUX ET DÉFIS DE LA GÉNÉRALISATION DES *FJC* SUR LE TERRITOIRE BELGE

UNE IMPORTATION « CLÉ SUR PORTE » QUI INSTAURE UN PRINCIPE DE MÉFIANCE

Le rapport officiel de la Belgique à la Convention d'Istanbul, rédigé par l'IEFH, stipule que la communauté francophone s'intéresse au modèle *FJC* depuis 2016, sans préciser de quelle manière, ni selon quelles compétences⁶⁰. En 2017 pourtant, suite à l'appel à projet de l'IEFH, une seule province (Namur) a répondu avec une étude de faisabilité d'un *FJC*, tandis que la Ville de Namur, selon le binôme mis en place en Flandre, demandait un subside auprès de la Secrétaire d'État à l'Égalité⁶¹. Réticentes donc au départ, les coordinations provinciales semblent considérer aujourd'hui que, de toute manière, « elles n'ont pas le choix ». C'est le sentiment laissé par la politique de subsidiation de l'IEFH, par la diffusion en masse de présentations des modèles d'Anvers et du Limbourg en Fédération Wallonie-Bruxelles, par la publication des ouvrages des fondateurs de *FJC* et par la force de marketing de la toute jeune « *European Family Justice Center Alliance* » fondée en 2014⁶². À tel point qu'une coordinatrice provinciale décrit le modèle *FJC* comme un « mastodonte européen », alors que, malgré la mention de la création de centres un peu partout (Albanie, Croatie, Chypre, France, Allemagne, Grèce, Italie, Malte, Pologne etc.), le site de l'Alliance Européenne n'identifie clairement que 11 centres en Europe, dont 4 en Flandre.

D'un côté, les services et associations d'aide et de soutien aux victimes de VIF sont submergés par les interventions qui visent la promotion du modèle, de l'autre, ils ne savent au final pas grand-chose sur le modèle en lui-même. Comme expliqué dans la partie 1.2.5 consacrée aux « sources écrites », les ouvrages et publications diffusés dès qu'on tente de se renseigner ont tous des auteurs et autrices qui sont leaders de *FJC* et parfois des Alliances (européenne ou étasunienne). Ces publications sont par ailleurs peu critiques, laissant une impression d'auto-promotion plus que d'études ou évaluations critiques. Cette amplification du phénomène « *FJC* » en Europe par une communication très forte mais sans grand contenu laisse perplexe. Aux États-Unis, le mouvement a également pris de l'ampleur très rapidement et aujourd'hui compte plus d'une centaine de centres. Prendre le temps d'avoir un peu de recul par rapport au modèle nous semble cependant gage de sérieux, afin de ne pas se faire piéger par l'illusion d'avoir trouvé LE modèle qui correspondrait à toutes les situations et résoudrait tous les problèmes. D'autant plus que d'autres modèles offrent une expérience probante depuis de longues années, comme « Carrefour Sécurité en violence conjugale »⁶³ au Québec, ou plus récente mais encourageante, le « 320 rue Haute »⁶⁴ à Bruxelles pour la prise en charge des violences sexuelles.

60. Rapport soumis par la Belgique (...), *op.cit.*, IEFH, 19 février 2019, p. 44.

61. Isabelle PAUL et Myriam SABRIR, *Processus d'implantation (...)*, *op.cit.*, PowerPoint, Namur, 2018.

62. *European Family Justice Center Alliance*, l'Alliance Européenne des Family Justice Center, regroupe les différents centres de ce modèle afin d'échanger, partager et informer. <https://www.efjca.eu/the-alliance/our-history>

63. Il s'agit d'un modèle intersectoriel qui a pour but d'améliorer la sécurité des victimes de violence conjugale (adultes et mineures) et des proches, incluant le conjoint (risques suicidaires). Il résulte de la mobilisation d'une vingtaine d'organisations issues des secteurs d'intervention suivants : psychosociale, policière, judiciaire et correctionnelle. Il a été expérimenté sous la forme d'un projet pilote dès 2008. <http://csvc.ca>

64. Le « 320 rue Haute » est un Centre pluridisciplinaire de Planification familiale et de Santé sexuelle, ouvert le 9 novembre 2017. Pour en savoir plus sur ce centre, <https://www.320ruehaute.be>

On l'aura compris, le choix du modèle *FJC* est fortement promu par la Flandre, mais aussi par les instances fédérales, notamment par l'IEFH. Parmi les fondateurs et membres des divers conseils de l'Alliance Européenne des FJC, on trouve nombre de personnalités belges : Mme Marijke Weewauters (chef de service à l'IEFH et coordinatrice des PAN) est Présidente du Comité Consultatif; Mme Magda De Meyer (Présidente du Conseil des Femmes en Flandre - Vrouwenraad) est membre de ce même comité, ainsi que Geert Vervaeck (professeur au Leuven Instituut voor Criminologie de la KU Leuven) ; Mme Pascale Franck (coordinatrice du *FJC* d'Anvers) est Vice-présidente de l'Alliance, et le Secrétaire est Davy Simons (ancien coordinateur du *FJC* d'Anvers) ; M. Dries Wijkmans (coordinateur du *FJC* du Limbourg) fait quant à lui partie du Conseil de Surveillance. La Flandre est sans aucun doute au centre du processus de l'Alliance Européenne des *FJC* et pionnière dans l'implantation du modèle en Europe⁶⁵.

La Belgique pourrait présenter une image forte en se plaçant comme leader de l'implantation des FJC en Europe, mais cette volonté d'imposer un modèle par le haut, tout en fédéralisant la matière, peut être perçue comme une forme d'ingérence par les travailleurs et travailleuses de terrain. À Anvers, Pascale Franck, alors qu'elle était coordinatrice provinciale, a amorcé dès 1998 un long processus impliquant divers professionnel·le·s de terrain, dans un paysage institutionnel et civil qu'elle connaissait très bien de par sa position. Il s'agit d'une co-construction d'un projet. À Paris, la Maison des Femmes est née d'une toute autre manière et présente des particularités fort différentes de celles d'Anvers ou du Limbourg, pour ne prendre l'appellation de *FJC* qu'il y a environ un an⁶⁶. À l'inverse, en communauté francophone, l'avis n'est pas demandé sur le modèle, qui est importé, et les Provinces et les Villes sont priées de se mettre à l'œuvre selon le principe développé en Flandre.

Cela alimente un sentiment d'instrumentalisation, qu'aggravent les sollicitations constantes faites aux associations de partager bénévolement leurs outils et savoir-faire tout en diminuant constamment les moyens financiers, donc humains, pour le faire. Le semblant de concertation qui accompagne ces démarches se limite à puiser dans les ressources de la société civile pour remplir le cadre préétabli d'un modèle, sorte de construction « clé-sur-porte » sans fondations. Un principe de méfiance en découle, les fantasmes dus aux mauvaises communications et au travail à l'aveugle vont bon train, les associations étant réduites aux suppositions et conjectures. Ceci va totalement à l'encontre des intérêts d'un travail intersectoriel et interdisciplinaire.

UN BUDGET « AU CAS PAR CAS »

Pour nombre de centres en Flandre, la création a été décidée par les autorités (gouvernement flamand) et non pas par les acteurs et actrices de terrain. Le *FJC* d'Anvers ayant donné de bons résultats, l'idée a été reprise et « désossée », sa partie la plus « fonctionnelle », au sens de solution pour la Justice et la Police, transposée. Même si la volonté est de dépasser l'approche en chaîne pour créer de réels FJC, dans les faits, les budgets ne suivent pas et limitent les possibilités d'intervention aux « cas les plus dangereux et complexes ». On est loin du modèle de la *Maison des femmes* de Paris. Ce dernier est parti d'un service médical hospitalier qui a souhaité une approche holistique des problèmes rencontrés lors de prises en charge gynécologiques, se transformant progressivement en planning familial et bénéficiant de structures de soutien financiers solides pour enfin inclure la police et la justice dans le processus. Le tout complété par la création d'une Asbl, afin de pouvoir bénéficier de subsides, dons et sponsoring privés, et du travail bénévole pour une partie de la prise en charge, mais cela est un autre débat éthique que nous reprendrons plus loin⁶⁷.

Ici, c'est le processus inverse qui est imposé : il s'agit de partir d'une collaboration Justice-Police-Services psycho-sociaux institutionnels principalement, avec un financement des Villes et Provinces⁶⁸. Les frais de protection et d'aide aux victimes de VIF peuvent sortir du budget fédéral en grande partie, tandis que de nouveaux

65. Site European Family Justice center Alliance, <https://www.efjca.eu/index>

66. Interview de Ghada Hatem et Jessica Spraas, *Maison des Femmes* de Saint-Denis, 12 août 2019.

67. Voir le chapitre 9 : « Autres aspects : secret professionnel partagé, *leadership* et bénévolat », p. 76.

68. Du moins selon les propos du représentant de l'IEFH à la présentation de l'étude de faisabilité de Namur, en mars 2018.

centres apparaissent sans nouvelles factures excessives. De fait, étant donné qu'il s'agit d'un remaniement interne aux services concernés dans la méthode de travail et non de la création d'une nouvelle structure, les professionnel·le·s qui travaillent dans un *FJC* sont détaché·e·s par leur service. Il n'y a ainsi pas de fonds propres nécessaires à l'engagement de nouveaux profils par le *FJC* lui-même, si ce n'est pour la coordination. C'est en ce sens qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle structure, mais bien d'une nouvelle manière de travailler en collaboration entre les services existants. Chaque professionnel·le reste attaché·e à son propre employeur.

C'est donc à chaque service, en fonction des résultats obtenus et de la charge de travail qu'il souhaite investir dans la coopération, de faire éventuellement ses propres demandes de subsides. Ce qui constitue un frein certain au passage des approches en chaînes actuelles vers des *FJC*. Dries Wykmans, coordinateur du centre multidisciplinaire du Limbourg, nous répètera à plusieurs reprises durant l'interview que si l'ambition d'être un *FJC* est bien réelle, pour sa part, il estime qu'il est difficile de dépasser actuellement l'approche en chaîne du fait du manque de moyens financiers et humains mis à sa disposition. **L'État Fédéral, en promouvant le modèle *FJC*, se décharge de la gestion financière de la protection et du soutien aux victimes ainsi que de l'accompagnement des auteurs de VIF sur les pouvoirs locaux et provinciaux, dans un mouvement qui va de pair avec la fédéralisation de la Justice.**

Côté francophone, il faut considérer que le milieu associatif est davantage présent et diversifié dans la prise en charge des victimes de VIF qu'en Flandre. Pascale Franck, coordinatrice du *FJC* d'Anvers, déclare dans son interview être « partie de rien », « tout était à créer ». Dans le Sud du pays, il s'agit plutôt d'inclure la richesse préexistante, ce qui n'est pas sans poser plusieurs questions. Comment les associations, très actives sur le terrain, pourraient-elles fournir du personnel alors que leurs propres budgets sont rabotés chaque année et qu'elles plient sous le poids des contraintes institutionnelles liées à leur financement, donc à leur survie ?

Dans la même logique d'économies publiques, Pascale Franck nous apprend que « chacun vient avec son propre matériel ». Les associations sont donc invitées à collaborer à leurs propres frais, en trouvant des moyens de justifier ces collaborations aux yeux de leurs pouvoirs subsidiant. Autant dire que dans une telle perspective, les petites associations auront du mal à trouver leur place dans le processus, seules les plus importantes pourront éventuellement y participer. Ainsi, **l'appréhension de voir les subsides qui sont de plus en plus modestement attribués à ces associations passer dans le financement des *FJC* est grande et semble raisonnable.**

Vu l'absence d'un réel budget spécifique suffisant pour une politique volontaire dans la protection et le soutien aux victimes de VIF, ainsi que dans l'accompagnement des auteurs et la Justice en charge des violences intrafamiliales, l'expertise accumulée au long des années de travail risque bien de « passer à la trappe » et les petites associations d'avoir de la peine à survivre face au « mastodonte institutionnel ». **Dans un contexte où les enveloppes budgétaires des pouvoirs subsidiant sont déjà peu étanches, la lutte contre les VIF fédéralisée et institutionnalisée sans fonds budgétaires propres risque de les amoindrir encore. C'est une inquiétude bien légitime du milieu associatif à laquelle les pouvoirs publics ne répondent pas.** En Flandre, les coordinations provinciales se sont transformées en *FJC* en 2015, et la lutte est très institutionnelle. En Fédération Wallonie-Bruxelles, l'expertise existe aussi au sein du milieu associatif. L'oublier afin de faire des économies, c'est se priver de la force de l'expérience et du fondement historique de la prise en charge des VIF.

LES ENJEUX DE LA JUSTICE ET CEUX DES VICTIMES

Dans la plupart des lieux en Flandre, seule l'approche en chaîne a été mise en place. Le passage, parfois déjà officialisé comme au Limbourg, vers un plus large public et une plus grande diversité de services que représentent les *FJC* semble plus théorique que pratique. Comme vu précédemment, ce n'est pas nécessairement un manque de volonté de la part des coordinateurs et coordinatrices mais une réalité liée au manque de moyens financiers et humains, les *FJC* ne bénéficiant pas d'un soutien budgétaire solide au niveau fédéral et communautaire et dépendant de moyens locaux. **Les victimes semblent avoir été oubliées dans le processus, réduisant le modèle *FJC* à une seule de ses particularités, la plus intéressante en termes de solution pour la Justice : l'approche en chaîne,** concentrée sur l'action de la Justice et de la Police pour les cas « les plus dangereux et complexes », selon un outil de détection des risques laissé au choix de chaque centre.

Afin d'éviter ce piège et d'assumer l'ambition déclarée de répondre aux exigences de la Convention d'Istanbul, en instaurant une politique globale de protection et de soutien des victimes la plus holistique possible, il est donc légitime de se poser plusieurs questions. Celle de la pérennité du financement bien sûr, mais également de

la pertinence de partir du binôme Justice-Police du côté francophone, choix qui engendre un sentiment d'instrumentalisation des associations travaillant avec les victimes au service des besoins de la Justice.

En effet, les enjeux de la Justice ne sont pas forcément les mêmes que ceux des professionnel·le·s du secteur psycho-social travaillant avec les victimes. Actuellement, la Justice se trouve devant la double injonction de solutionner les questions des VIF et de la récidive des auteurs hors des prisons et sans moyens financiers. Une certaine politique d'inexécution des peines inférieures à 6 mois de prison, « envisagée sur la base de circulaires ministérielles, qui semblent évoluer au gré des besoins de l'administration pénitentiaire, habilitent des directeurs de prison à ne pas incarcérer ou à libérer un ensemble de personnes condamnées »⁶⁹. Tant que les Juges de l'application des peines ne seront pas officiellement nommés, les peines d'emprisonnement d'un total inférieur à 3 ans continueront à être gérées par l'administration pénitentiaire qui doit régler la question de la surpopulation des prisons⁷⁰.

Dans ce cadre, la logique qui prévaut tient plus à désempir les prisons qu'à tenir compte de la situation des auteurs et encore moins des victimes. La décision de l'exécution des peines *extra-muros* n'appartient pas à la Justice, mais à l'administration pénitentiaire. Le statut dit « externe », qui regroupe les modalités d'exécution de la peine privative de liberté hors d'une prison, dont la libération conditionnelle, est accordé par des directeurs de prisons sur base de l'État de sa surpopulation, et non sur base des possibilités de réinsertion des détenus, de leur situation ou du travail réalisé. Ce qui va à l'encontre d'une certaine logique « pénologique », davantage centrée sur le condamné et la mesure qui lui est proposée⁷¹.

D'un autre côté, la Justice est actuellement dans une situation difficile, le budget lui étant alloué étant nettement insuffisant, notamment en ce qui concerne les Tribunaux de la Famille et ceux de la Jeunesse, où le manque de personnel se fait criant⁷². **Il en va de même pour la police.** La Justice se trouve donc devant le défi de traiter les cas de VIF sans moyens financiers et sans le recours à la détention, inexécutée en cas de peines de moins de 6 mois (la toute grande majorité dans le cadre de VIF) et inefficaces dans la lutte contre la récidive dans le cas des peines plus lourdes⁷³. Dans ce cadre, le désencombrement des tribunaux est nécessaire, les affaires ne pouvant être traitées dans un délai raisonnable, les juges étant débordés et l'application des peines n'étant pas garantie, ni dans son exécution, ni pour les cas les plus graves dans sa garantie de non-récidive.

69. La gestion du flux pénitentiaire a conduit à ce que nombre de sanctions pénales, et en particulier de peines de prisons, ne sont exécutées que de manière partielle, voire pas du tout. Tout d'abord, sur base d'une circulaire ministérielle, les courtes peines d'emprisonnement égales ou inférieures à 4 mois ne sont plus mises à exécution par le Parquet et ce, de manière automatique. Ensuite, une ancienne formule de libération dite « provisoire d'office » continue d'être mobilisée par l'administration, qui reste compétente pour les peines de moins de 3 ans de prison, de manière relativement automatisée pour les condamnés ayant un total de peine inférieur à 6 mois. M.S. Devresse, *Les aménagements de peine en Belgique. Aperçu des particularités d'un statut dit « externe » en constante évolution*, in *Criminocorpus. L'aménagement des peines privatives de liberté : l'exécution de la peine autrement, comparaisons internationales*, 2013, p. 5 et 6.

70. « Le juge de l'application des peines rend des décisions sur l'exécution des peines privatives de liberté de moins de trois ans (pas encore mis en œuvre - le ministre décide pour le moment). Si les peines sont supérieures à trois ans, le tribunal de l'application des peines décide des modalités ». Site officiel « Cours et Tribunaux », <https://www.tribunaux-rechtbanken.be/fr/competences/tribunal-de-lapplication-des-peines>.

71. M.S. Devresse, *Les aménagements de peine en Belgique (...)*, *ibid*.

72. Selon les derniers chiffres de l'OCDE, le budget alloué à la Justice correspond, en Belgique, à 0,7 % du PNB (Produit National Brut), ce qui place notre pays en bas du tableau des pays européens en matière de dépenses de Justice. Voir l'article de Pauline Ponteville, *Sous-financement de la justice : un dossier classé sans suite ?*, Bruxelles Bondy Blog (BBB), 6 février 2015. Accessible au 31 octobre 2019 à l'adresse <http://www.bxlbondyblog.be/sous-financement-de-la-justice-un-dossier-classe-sans-suite/>

73. Charlotte Vanneste, *La politique criminelle en matière de violences conjugales : une évaluation des pratiques judiciaires et de leurs effets en termes de récidive*, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction opérationnelle Criminologie, Collection des rapports et notes de recherche, n° 41, Bruxelles, mai 2016.

Les enjeux des services et associations qui travaillent avec les victimes sont de l'ordre de la lutte contre les VIF : leur prévention d'un côté, et la protection et le soutien aux victimes de l'autre, en ce compris l'accompagnement des auteurs dans le but de lutter contre la récidive. Du point de vue de l'intérêt des victimes, si la privation de liberté de l'auteur n'est pas la solution la plus efficace pour lutter contre la récidive, elle peut permettre aux victimes de se mettre à l'abri un temps et de se reconstruire. Assortie de mesures de responsabilisation et d'éloignement, le cas échéant, des auteurs, la peur de la sanction et le message clair de la société sur l'intolérance face aux violences conjugales et intrafamiliales restent des moyens dont la protection des victimes ne peut se passer. Comme le soulignent les coordinateurs et coordinatrices de *FJC*, la menace d'une sanction pénitentiaire peut servir de levier de motivation pour l'engagement des auteurs les plus récalcitrants à s'engager dans un processus de changement de la dynamique des violences à l'œuvre⁷⁴.

On le voit, **les intérêts de la Justice et ceux des victimes ne sont pas forcément les mêmes, et peuvent être contradictoires.** Si la Justice et la Police sont des acteurs indispensables à la protection et au soutien des victimes de VIF, selon la finalité des *FJC*, ils ne peuvent en être l'ossature. Sans quoi le risque serait de réduire l'action des centres multidisciplinaires non pas à une prise en charge holistique des victimes, ni même à se donner les moyens de condamner les auteurs, mais bien à une solution pour le désencombrement des tribunaux d'une part, et à celui des prisons d'autre part. Dans un système centré sur la Justice-Police, il semble difficile de placer les victimes au centre et l'inquiétude de voir les *FJC* réduits à de simples approches en chaînes, ne prenant en considération que les cas « les plus dangereux et complexes », donc judiciaires, est légitime. Tout comme celle de voir les services psycho-sociaux et le milieu associatif réduit à une réponse aux besoins de la Justice, et non aux besoins des nombreuses victimes qui échappent, pour la plupart, au système judiciaire. Le manque du travail de prévention dans les approches en chaînes, tout comme dans les *FJC* jusqu'à présent, confirme par ailleurs cette limitation des objectifs à ceux de la Justice.

Comme le souligne le rapport alternatif à la Convention d'Istanbul, « le secteur judiciaire (et exécutif d'ailleurs) n'est qu'un partenaire parmi d'autres. Son pouvoir de décision et d'action ne peut dépasser celui des autres partenaires impliqués »⁷⁵.

74. Interview de Drys Wijkmans, *FJC* du Limbourg, le 2 août 2019 et interview de Pascale Franck, *FJC* d'Anvers, le 24 juillet 2019.

75. *Évaluation de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique par la Belgique - Rapport alternatif de la coalition « Ensemble contre les violences »*, Février 2019, p. 110.

LES *FJC*, DES CENTRES MULTI- OU INTER- DISCIPLINAIRES ?

UNE CONFUSION DANS LES TERMES QUI ALTÈRE LA COMPRÉHENSION DU SENS DES PROJETS

Une des difficultés pour comprendre ce qu'est un *FJC* réside dans la confusion entre les différentes méthodes de *multi- et interdisciplinarité*. Un peu partout, les *FJC* sont décrits comme des centres offrant des services multidisciplinaires. Or, à la lumière des interviews et lectures, il semble évident qu'à tout le moins l'approche en chaîne, au cœur des *FJC*, correspond à une méthode de travail collaboratif en interdisciplinarité. Faire la clarté sur la méthode utilisée n'est pas un détail, mais une donnée capitale qui détermine des finalités, des modalités de travail et des enjeux en communication fort différents, et dont on peut attendre des résultats sans commune mesure. Les responsabilités ne sont pas attribuées de la même manière non plus selon la méthode. **La multidisciplinarité ne peut répondre qu'aux cas les plus simples, tandis que l'interdisciplinarité est indiquée dans la gestion des problématiques complexes aux multiples aspects.**

La multidisciplinarité constitue une association de disciplines en vertu d'un objet qui leur est commun : les disciplines y sont appelées comme techniciennes spécialistes pour résoudre tel ou tel problème⁷⁶. En bref, on découpe l'ensemble du cas en différents problèmes, chaque spécialiste prend en charge et est responsable de sa partie, tout en partageant les informations dont les autres pourraient avoir besoin. Il·elle reste seul·e maître à bord de son expertise, les décisions dans sa spécialité lui appartiennent et ne sont pas prises en commun, tout en se préoccupant de respecter les orientations et les priorités établies par l'équipe dont il·elle fait partie⁷⁷. Ainsi, **chaque discipline reste relativement indépendante par rapport aux autres, tandis qu'un partage d'informations et des discussions sont nécessaires pour que les actions convergent vers un même but.**

« Cette façon d'envisager le travail en équipe reste dans la logique de « morcelisation » disciplinaire : le cas de violence est divisé en problèmes qui sont traités par chacun·e des spécialistes selon sa discipline, tandis que la progression du processus et des actions que ces professionnels entreprendront sera communiquée à l'équipe. Les intervenant·e·s dans une équipe multidisciplinaire établissent des règles de coordination, partagent l'information et identifient des contributions spécifiques »⁷⁸. **Il s'agit d'une solution bien pauvre dans le cadre des violences conjugales et/ou intrafamiliales qui impactent de nombreux domaines de la vie et s'avèrent complexes.** Ses avantages sont sa rapidité et la facilité de sa mise en œuvre : nul besoin de se mettre d'accord sur chaque action à entreprendre, un simple partage d'informations suffit. Les situations les plus simples, qui ne nécessitent pas l'intervention de nombreux/nombreuses spécialistes, peuvent être abordées efficacement en multidisciplinarité.

76. E. Morin, *Sur l'interdisciplinarité, dans Carrefour des sciences, Actes du Colloque du Comité National de la Recherche Scientifique Interdisciplinarité*, Éditions du CNRS, 1990.

77. M. Payette, Interdisciplinarité : clarification des concepts, *Interactions*, vol. 5, n° 1, 2001, p. 17-33.

78. N. Collignon, *Rapport final « Alter Égales ». Agir pour ne plus subir*, Synergie Wallonie pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, mai 2018, p. 8.

L'interdisciplinarité va plus loin et implique quant à elle des interactions et un enrichissement mutuel entre plusieurs spécialistes. L'interdisciplinarité peut être définie selon les concepts de la coopération et de l'intégration : elle implique un réel échange de points de vue dans un objectif commun et nécessite une intégration des pratiques⁷⁹. Cela signifie que les pratiques mises en place par l'un.e des spécialistes sont susceptibles d'être intégrées dans la pratique professionnelle d'un.e autre expert.e, issu.e d'une autre discipline, afin d'enrichir chacune des manières de faire grâce au savoir-faire des autres. Les bénéfices ne sont plus la somme des apports de chaque spécialité, comme dans la multidisciplinarité, mais ils sont multipliés par la naissance d'une vision plus large et par l'intégration dans sa propre expertise d'outils propres à d'autres disciplines, enrichissant chacun.e et ouvrant la voie à la création de nouvelles idées et pratiques.

L'interdisciplinarité exige une synthèse et une concertation entre les points de vue qui s'intègrent en un tout cohérent⁸⁰. Les décisions sont prises ensemble et la responsabilité de l'avancement global vers l'objectif défini ensemble est partagée. Ceci implique que si un.e expert.e ne fait pas la partie du travail qui lui revient, sa responsabilité envers ses collègues est engagée, tandis que la responsabilité globale du plan de protection et de soutien à la victime est partagée entre toutes et tous. Ainsi, si par exemple un policier n'intervient pas à la demande d'un.e collègue qui prévient d'un potentiel danger, la mise en danger de la victime mais également des membres de l'équipe sera de sa responsabilité, alors qu'il connaît ses collègues et travaille en confiance avec eux. **L'interdépendance étant grande, les liens de connaissance et de confiance sont fondamentaux pour le bon fonctionnement d'une équipe interdisciplinaire.**

« Face à des problématiques complexes, les intervenants se retrouvent dans une situation d'interdépendance et de partenariat nécessitant une convergence des approches. Cette convergence des soutiens et protections signifie que l'interdisciplinarité nécessite un niveau de collaboration et de complémentarité qui oblige à s'ouvrir à la vision des autres intervenants. Cette coopération devient possible dans le cadre d'un objectif commun centré sur les besoins de la victime. L'interdisciplinarité est essentielle dans les cas les plus complexes, nécessitant l'intervention de nombreux spécialistes. Elle est un pas supplémentaire nécessaire à l'élaboration d'une prise en charge plus efficiente des victimes et des co-victimes, car elle ouvre à la possibilité d'une perception d'avantage transversale et holistique de la situation »⁸¹.

Au vu de ces éléments, il apparaît que **les FJC sont des centres non pas multidisciplinaires, mais bien interdisciplinaires**. La méthode centrale est interdisciplinaire, tandis que les activités connexes peuvent être traitées en multidisciplinarité. Il s'agit donc de débiter la fondation de tout FJC avec une méthode interdisciplinaire, l'élargissement à des méthodes plus simples de multidisciplinarité ne peut s'envisager que lorsque le centre s'agrandi et s'ouvre à une multitude d'activités jointes, ou lorsque ces activités sont externalisées.

79. M. Payette, Interdisciplinarité : clarification des concepts, *Interactions*, vol. 5, n° 1, 2001, p. 17-33.

80. R. Hébert, *Définition du concept d'interdisciplinarité*, Sherbrooke, Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, Colloque De la multidisciplinarité à l'interdisciplinarité, 4-5 avril 1997.

81. N. Collignon, *Rapport final « Alter Egales »*. Agir pour ne plus subir, Synergie Wallonie pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, mai 2018.

LES CENTRES ET PROJETS EN COURS SONT-ILS MULTI- OU INTER- DISCIPLINAIRES ? QUELLES IMPLICATIONS ?

La méthode de travail centrale des équipes dans les FJC existants

Le modèle FJC implique, si on l'observe de près, l'obligation de l'interdisciplinarité. Quels que soient les choix posés pour l'accueil ou les collaborateurs et collaboratrices formant le noyau de base, il faudra en arriver à une certaine interdépendance dans le travail et à des partenariats nécessitant une convergence des approches. Plus la situation sera complexe, plus une réelle coopération ciblée sur un objectif commun, la protection et le soutien aux victimes, sera nécessaire. De manière très claire, les FJC d'Anvers et du Limbourg ont créé des équipes interdisciplinaires. Le fait de rassembler les collaborateurs dans un seul lieu est stratégique du point de vue de l'efficacité de la coopération, tout autant que pour l'accessibilité des victimes et l'opportunité de réduire leurs déplacements et la répétition exténuante de leur histoire. Celui d'Anvers est un exemple en la matière, sa coordinatrice Pascale Franck est très claire sur le sujet :

« C'est interdisciplinaire, vraiment. Moi je l'appelle aussi comme ça mais souvent... – oui, dans le livre on le voit. On est interdisciplinaire. C'est une team ici ».

Mme Pascale Franck maîtrise parfaitement la notion de « coopération » et les principes fondamentaux qui régissent le travail en interdisciplinarité, intégrés dans sa gestion d'équipes depuis son apprentissage au sein du FJC de San Diego, comme le démontrent les propos recueillis lors de son interview :

« Des buts communs, la mission est la même, on utilise la même langue, les mêmes définitions et it's a long work, we put a lot of effort in the beginning but we always have to repeat it, and repeat it etc, new people come in, we started with 12 now we are 44 here, so it's a bigger team and we have to train everyone but it's an ongoing training and we do a lot of team building. Quite a lot. And I will walk you around to see how everyone is sitting together as well. It's not that we all have separate rooms, no, we are sitting together, and we work together, we eat together, we train together. Yes! It's really interdisciplinary and then that's where it started working. That's the difference. There really has to be this we-culture and that's what we learned from the Americans. The most, most, most important! Three most important things to start a family justice center is to have a we-culture, we-together, with the same language, the same mission, to do everything to empower victims. That's the basic idea. The second is you have to have a really good leadership. Really, leadership makes or breaks the family justice center. I saw it in different places, we had two really good family justice center in the Netherlands and they broke down because the leaders left and there was no replacement and the Americans have the same experience, the leadership is very important. The third one is you have to work in a family justice center with people wanting to work there. So in the beginning we didn't start with an organisation that was (?) because they were not engaged. You better start with 3 or 4 people engaging to have this same mission and this we-culture and to make a difference than to take in one or two because "oh it will be good to have them in" but they will hit the brakes every time and you don't go further »⁸².

82. « Des buts communs, la mission est la même, on utilise la même langue, les mêmes définitions et c'est un long travail, qui demande beaucoup d'effort au début mais que nous devons toujours répéter, et répéter, etc. De nouvelles personnes viennent, nous avons commencé à 12, maintenant nous sommes 44 ici, donc c'est une plus grande équipe et nous devons former tout le monde mais c'est une formation continue et nous faisons beaucoup de team building. Beaucoup. Et je vous expliquerai comment tout le monde est assis. Ce n'est pas que nous ayons tous des salles séparées, non, nous sommes assis ensemble et nous travaillons ensemble, nous mangeons ensemble, nous nous entraînons ensemble. Oui, c'est vraiment interdisciplinaire et c'est là que ça a commencé à fonctionner. C'est la différence. Il doit vraiment y avoir cette culture du « nous » et c'est ce que nous avons appris des Américains. C'est le plus, le plus, le plus important ! Trois choses sont les plus importantes pour créer un FJC, c'est d'avoir une culture du « nous », nous-ensemble, avec le même langage, la même mission, de tout faire pour autonomiser les victimes. C'est l'idée de base. La seconde est que vous devez avoir un très bon leadership. Vraiment, le leadership fait ou défait le centre de justice familiale. Je l'ai vu à différents endroits. Nous avons deux très bons centres de justice familiale aux Pays-Bas. Ils se sont effondrés parce que les dirigeants sont partis. Ils n'ont pas été remplacés et les Américains ont vécu la même expérience. La direction est très importante. La troisième est que vous devez travailler dans un centre de justice familiale avec des personnes qui souhaitent y travailler. Donc au début, nous n'avons pas commencé avec une organisation qui était (?) parce qu'ils n'étaient pas engagés. Vous feriez mieux de commencer avec 3 ou 4 personnes engagées pour avoir la même mission et cette même culture, pour faire la différence, que d'en accepter une ou deux parce que "oh, ce sera bien de les avoir dedans" mais elles vont mettre des freins tout le temps et tu n'iras pas plus loin ».

Ainsi, selon Mme Franck, les trois points essentiels à prendre en considération lors de la création d'un *FJC* sont :

- La culture du « nous », avec un langage commun, une mission commune, avec comme objectif l'*empowerment*⁸³ des victimes ;
- Un *leadership* fort ;
- La volonté de collaborer.

De même, dans les principes clés qui définissent un *FJC*, on trouve des notions centrales du travail interdisciplinaire : Bienveillance, non jugement, empathie entre collègues ; Soutien, reconnaissance des professionnels, et valorisation de leurs relations collaboratives⁸⁴.

Les *FJC* existant travaillent donc en interdisciplinarité. Cela induit des modèles d'organisation et des modèles de communication spécifiques, nécessitant des outils et attitudes particulières, qui doivent être développés.

Implications du choix interdisciplinaire

Mettre en place une méthode interdisciplinaire implique l'usage d'outils spécifiques et une attention à respecter certains facteurs déterminants⁸⁵. **La communication est l'outil central de l'interdisciplinarité.** Celle-ci exige que le travail soit orchestré afin de faciliter la communication à tous les niveaux : l'échange d'information sur la victime et son contexte, la (re)connaissance du champ d'expertise de tou·te·s les intervenant·e·s et une meilleure collaboration dans l'élaboration du plan d'intervention, avec tout ce que cela suppose en termes de partage dans la prise de décision⁸⁶. **L'intégration des pratiques et des outils issus des diverses disciplines, afin de les réunir en un tout cohérent, exige un cadre de référence commun, ou « langage commun ».** Les intervenant·e·s doivent percevoir une finalité commune. Elle requiert également **la reconnaissance des intérêts de chacun·e, donc une ouverture aux autres et l'établissement d'une relation de confiance**⁸⁷.

Comme chaque professionnel·le détient une partie de l'expertise nécessaire au traitement des violences, il faut prévoir des modalités qui facilitent la mise en commun et la complémentarité de ces compétences diverses, sans chevauchement ni incohérence, tout en respectant des standards de qualité⁸⁸. **Les facteurs favorisant un travail de coopération entre de nombreux/nombreuses professionnel·le·s issu·e·s de disciplines différentes sont liés à la nécessité d'une communication optimum, soit au niveau interpersonnel (mico), soit au niveau organisationnel (méso)**⁸⁹:

83. Il faut entendre « *empowerment* » au sens donné par la psychologie positive, c'est-à-dire d'autonomisation, de permettre de se réapproprier le pouvoir d'agir soi-même sur sa vie et les événements.

84. Mélanie Latiers, *Réflexion sur la prise en charge multidisciplinaire des violences intrafamiliales*, PowerPoint, Cérias Consultance, Namur, 15 janvier 2018.

85. La littérature scientifique consacrée au sujet dans le domaine médical a servi de base. La recherche et les équipes interdisciplinaires existent depuis plus de 20 ans en médecine (psychiatrie, oncologie, service prénatal, gériatrie, etc.). Le secteur médical, dans nombre de ses spécialités, présente des points communs intéressants avec celui de la protection et du soutien aux victimes de VIF. La souffrance et la complexité des situations des patient·e·s affecte parfois non seulement de nombreux domaines de leur vie, mais également nombre de leurs proches. Une approche systémique et globale de la personne, des soins mais aussi de l'ensemble de ses besoins et de ceux de ses proches (enfants, parents, partenaires...) est nécessaire. La perte de l'emploi, le logement devenu inaccessible (escaliers, éloignement du lieu de soins, etc.), la peur, les coûts financiers engendrés par la situation, les douleurs... sont autant de phénomènes qui peuvent affecter le parcours de ces patient·e·s et celui de leurs proches. C'est pourquoi se pencher sur les études scientifiques qui ont marqué le développement des méthodes interdisciplinaires dans ce domaine présentait un intérêt certain.

86. CEILCC, *Les équipes interdisciplinaires en oncologie*. Avis. Direction de la lutte contre le cancer, Comité des équipes interdisciplinaires de lutte contre le cancer (CEILCC), 2005, Québec.

87. I. Fortier, Le défi humain de la multidisciplinarité et la quête de l'interdisciplinarité, *Sources*, ENAP, vol. 17, n° 1, 2002, p. 1-2.

88. Fallowfield L., et Jenkins, V., Effective communication skills are the key to good cancer care, *European Journal of Cancer*, vol. 35, n° 11, p. 1592-1597, 1999.

89. Henneman *et al.*, 1995 ; D'amour, 1997 ; Morin, 1994 ; Hébert, 1997 ; Le Boterf, 2002, Formarier, 2004, Carson et coll., 2001.

- La volonté de collaborer ;
- La confiance mutuelle ;
- Une attitude d'ouverture, de souplesse, d'écoute, de collaboration, de respect à l'égard de l'expertise des autres membres de l'équipe. Le partage du pouvoir et une attitude d'humilité, traduite notamment par une visibilité de la contribution attendue de chacun au rendement collectif ;
- Une structure plate est préférable. La structure hiérarchique ne facilite pas la mise en place d'une prise de décision partagée et une communication ouverte ;
- Une philosophie de l'organisation qui favorise la participation, l'équité, la liberté d'expression et l'interdépendance ;
- Un travail de formation et de « *team building* » continu.

Toujours afin de faciliter une communication fluide et efficace, la mise en place de principes organisationnels est recommandée :

- La stabilité des équipes, qui facilite le lien de confiance et l'interconnaissance, donc l'échange d'information ;
- Un·e animateur/animateur·rice de réunion formé·e et compétent·e est essentielle. 80 % de l'énergie de l'animateur/animateur·rice est consacrée à prendre soin du groupe et à veiller au bon déroulement de la réunion⁹⁰. Cette personne est garante du cadre clair au déroulement de la réunion, en annonçant la méthodologie utilisée dès le départ si celle-ci diffère du cadre habituel ;
- Un *leadership* capable de créer un environnement propice à la collaboration interprofessionnelle ;
- Un·e « gestionnaire de cas », qui établit un lien privilégié avec les victimes et leurs proches et qui assure la coordination des interventions⁹¹ ;
- Un organigramme clair. Le rôle de chacun·e doit être le plus clair possible et connu de toutes et tous. On diminue ainsi les zones grises inévitables entre les professionnel·le·s et, par le fait même, on réduit les conflits et les délais indésirables pouvant en découler ;
- Des règles de fonctionnement claires et précises pour chaque étape/procédure : le déroulement des rencontres, l'animation, les modalités de présentation des cas, le respect de la confidentialité des informations partagées, etc.

Ce qui crée le lien entre les différent·e·s intervenant·e·s, c'est la cible, l'objectif commun : la protection et le soutien aux victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales. C'est ce qui va unir les professionnel·le·s dans le parcours, ce qui va donner un sens à leur travail et au partage des informations et pratiques. Ce qui va les soutenir, c'est le sentiment d'appartenir à une équipe, de ne pas être isolé·e. Le partage de la responsabilité qui en découle réduit la charge qui peut être lourde devant des décisions parfois difficiles à prendre éthiquement. Enfin, la continuité dans le soutien et la protection apportés fournit une plus grande satisfaction dans le travail, la vision plus globale de la situation permettant de mieux cibler les actions à entreprendre et de mieux évaluer les risques et les besoins.

Les FJC correspondent parfaitement à ces outils et mettent en avant des éléments clés en adéquation avec les facteurs déterminants de l'interdisciplinarité. Il semble que le modèle « *Family Justice Center* » soit, en théorie, une transposition des principes fondateurs de l'interdisciplinarité, étudiée et expérimentée dans d'autres domaines depuis de longues années.

90. Selon Y. St-Arnaud, *L'interaction professionnelle, efficacité et coopération*, Presses de l'Université de Montréal, 2003.

91. Transposition du concept d'infirmière pivot décrit dans les études suivantes : Haggerty et coll., 2003 ; Gerteis et coll., 1993 ; cités par CEILCC, *Les équipes interdisciplinaires (...), op. cit.*

Implications dans le processus en cours à Namur

L'illusion créée actuellement en Fédération Wallonie-Bruxelles est qu'il faut devenir un FJC pour faire de l'interdisciplinarité. La privatisation d'une méthode interdisciplinaire, avec dépôt de marque, nous semble limiter les possibilités d'appropriation et d'exploration des méthodes interdisciplinaires en la réduisant à un modèle unique. Surtout si on la qualifie de « multidisciplinaire », ce qui induit en erreur et réduit d'autant plus les possibilités de s'inspirer d'autres modèles qui soient équivalents.

En fait, le principe même du *FJC* consiste essentiellement en l'introduction des méthodes de travail interdisciplinaires adaptées au secteur de la prise en charge des victimes et des auteurs de VIF, ces derniers dans le but de protéger les victimes et d'éviter les récidives, du moins idéalement. Méthodes qui, s'il est largement temps de les introduire dans le domaine des violences conjugales et intrafamiliales, n'ont en soi rien de révolutionnaires, puisque développées depuis les années 1960 par les théoricien·ne·s, et expérimentées depuis presque 30 ans en médecine. **L'approche interdisciplinaire et intersectorielle est essentielle à développer, les recherches actuelles mettent en évidence son efficacité⁹², mais ses formes et intentionnalités doivent faire l'objet d'une grande vigilance.**

Dans le processus en cours à Namur, de nombreux points posent questions quant à l'implémentation d'un projet interdisciplinaire tel qu'un *FJC*.

Tout d'abord, **les victimes ne sont pas présentes dans le processus**, leurs voix ne sont pas entendues. Le ciment de l'équipe interdisciplinaire, ce qui donne sens au travail fourni par les collaborateurs et collaboratrices, c'est l'objectif commun : la protection et le soutien de la victime. Or, comment considérer que la victime est au centre du processus actuel, quand tout se passe sans elle ? Les victimes de VIF demandent à être entendues dans leur parcours, mais également dans l'expertise qui va déterminer ce qui leur sera proposé comme soutien et protection. Il est temps de reconnaître qu'elles sont elles-mêmes des expertes de leur propre vie. S'il s'agit d'une vision interdisciplinaire à mettre en place, comment accepter l'idée que le projet se définisse sans elles tout en les plaçant au centre ?

Cette regrettable absence des victimes dans le processus n'a pas échappé à Manon Voyeux, responsable adjointe de Vie Féminine à Namur. Sa décision d'entreprendre un premier groupe de travail sur la question des *FJC* avec quelques femmes volontaires, membres de son association d'éducation permanente, démontre que **la démarche est non seulement essentielle, mais aussi tout à fait réalisable⁹³**. Les plateformes de Namur et de Dinant disposent en leur sein de professionnel·le·s de première ligne en contact avec les victimes. On y trouve des services et associations ayant les compétences nécessaires à l'élaboration d'un questionnaire pertinent, afin d'évaluer la situation du territoire, les problèmes rencontrés par les victimes, leurs priorités et leurs souhaits d'améliorations. Ils disposent également de l'accès au public auprès duquel diffuser la demande. Reconnaître les ressources présentes au sein des groupes de travail et se répartir les tâches de la manière la plus efficiente, c'est déjà faire preuve d'une attitude favorable à l'interdisciplinarité et à la co-construction d'un projet commun. La première séance de travail aurait pu être consacrée en partie à cette enquête fondamentale, ce qui aurait fourni une matière de base à partir de laquelle travailler.

Inclure la parole des victimes permettrait d'engager le processus dans le sens de son objectif, et contribuerait efficacement à placer les priorités. Les discussions en vue de poser des choix décisifs comme l'orientation des services d'accueil, le secret partagé ou les services qui seront impliqués dans le processus interdisciplinaire auraient une base solide sur laquelle s'appuyer. Une enquête pourrait également être faite auprès des enfants, avec toutes les précautions que cela demande. Ce serait une première inscription du projet dans une finalité énoncée clairement, accordant la démarche sur la volonté de placer la victime au centre, mais aussi un premier pas dans l'appropriation des principes fondamentaux de l'interdisciplinarité : l'ouverture aux autres expertises, l'empathie et le respect.

92. John M. Bryson and Melissa Middleton Stone, *Designing and Implementing Cross Sector Collaborations : Needed and Challenging*, 2015.

93. Travail réalisé par Manon Voyeux, responsable adjointe à Vie Féminine Namur, qui a recueilli trois récits de victimes ou co-victimes de violences conjugales, ainsi que les réflexions du groupe qui ont suivi.

Le manque de clarté sur la finalité du projet et les moyens disponibles pour y arriver ressort également des discours entendus lors de l'interview. Cela abouti à insécuriser certain·e·s partenaires potentiel·le·s. Les personnes interviewées ne maîtrisent pas les tenants et aboutissant du processus dans lequel elles sont engagées. **Cet état de confusion engendre des inquiétudes et des projections, facteurs défavorables à la création d'une équipe interdisciplinaire**⁹⁴:

« J'essaie de recomposer. C'est flou. C'est flou pour moi. Pourquoi on fait ça ? (...) C'est flou parce que je me dis mais il y a quand même des choses sur lesquelles on peut se baser et par rapport à ce qui est soulevé dans la Convention d'Istanbul par exemple. Je me dis parfois qu'on n'y fait pas du tout référence là-dedans, alors que moi je trouve que ça fait aussi partie intégrante des enjeux et de la manière dont on les place pour construire ce genre de dispositifs-là ».

« Mais après, qu'est-ce qui sera fait de ça ? Comment ? Par qui ? On n'a pas d'infos. Il y a une cheffe de projet qui a été désignée et qui a rejoint le processus en cours de route. Elle a été engagée par la ville sur des fonds de la région Wallonne. Je sais qu'elle a introduit une demande de subside au niveau Européen, mais après qui va finaliser, coordonner, etc. ? On ne sait pas. En fait ce qui me pose question c'est du coup est-ce qu'on était juste consultés ? Est-ce qu'on était l'alibi ? »

« Peut-être que j'ai une méfiance comme ça mais oui il y a un peu cette question-là : quel est leur objectif à eux en ayant fait appel à nous ? En tout cas j'ai envie de dire qu'en terme de méthodologie j'ai rarement vu des trucs aussi fous ».

Si des règles de fonctionnement claires et précises pour chaque étape/procédure sont requises dans le travail en coopération, il en va de même pour le processus de sa mise en place. Ce sont là des principes fondamentaux de communication, qui permettent de travailler non seulement plus efficacement mais aussi en confiance. La présentation d'une méthodologie claire, avec ses finalités, enjeux et les étapes qui jalonnent le projet dans sa globalité, ainsi que l'usage que l'on fera des résultats, sont nécessaires à présenter lors de chaque rencontre. Un compte-rendu de la réunion précédente constitue la possibilité de commencer une rencontre sur une base commune stable, en évitant les redites et en fixant les décisions déjà prises. L'insécurité que l'on perçoit dans les propos de certaines personnes interrogées vient sans doute en partie du manque de transparence et de suivi dans la méthodologie employée, ajouté au manque de clarté sur la finalité du projet et les moyens disponibles, comme cette intervention le souligne :

« Ce qui est un peu particulier, c'est que jusqu'à la quatrième séance on n'avait pas de PV. On n'a jamais eu aucun PV des séances qui ont été organisées jusqu'à la quatrième journée d'intervention. Moi en termes méthodologiques, c'est une chose qui me dérange un peu, parce que on est parfois revenu sur des trucs qui avaient été dit et donc qui ont été redébattus, en gros on nous demande de bosser sur une enveloppe vide. On nous dit "ok ce sera type Family Justice Center, il ne faut pas se focaliser là-dessus" mais en même temps on nous a quand même annoncé que c'était un protocole vers ce type de modèle-là, donc déjà ça rajoutait au flou global, parce que c'est ça mais en même temps ce ne sera pas ça, ce sera différent, ce sera ce que vous allez mettre dans l'enveloppe. En gros on nous propose de remplir une enveloppe vide. En fonction de qui se trouve autour de la table mais en sachant aussi qu'il y a des lacunes parce que tout le monde, tous les interlocuteurs pertinents pour ce type de mise en place, pour ce protocole ne sont pas présents non plus. Il n'y a pas le parquet ou il n'y a pas les médecins par exemple où d'autres acteurs pertinents. À ce stade-ci on nous dit "rêvez", rêvez le protocole. »

Les définitions et les concepts de base ne sont pas redéfinis, ajoutant à la confusion :

- « Donc les enfants sont inclus mais les autres types de violences intra-familiales, pas nécessairement ?
- Non pas nécessairement C'est plus un « fourre-tout » on va dire ; on ne définit pas précisément ce qu'on entend par violences intra-familiales ».

94. Interview de membres des groupes de travail de la Province de Namur, le 29 juillet 2019.

Certaines orientations se dessinent, mais les personnes ne savent pas très bien ni pourquoi, ni comment, ni par qui.... Par exemple, s'il semble que le choix soit posé de commencer le travail du futur centre interdisciplinaire « FJC » par la gestion des situations à haut risque. Or, les personnes interviewées ne savent pas dire si ce choix a été décidé par elles-mêmes ou s'il a été induit :

« L'idée à très vite été aussi de travailler sur des situations complexes, des situations d'urgences. Situations complexes et de dangerosité. On est branché là-dessus. On a été un peu orienté là-dessus ».
« À Dinant il y a un groupe qui travaille sur la philosophie d'un protocole type collaboration multidisciplinaire autour des violences intra-familiales, en se disant qu'on part sur effectivement dangerosité et complexité (...) »

En mettant ces constats en parallèle des outils et facteurs déterminants pour l'efficacité d'une méthode interdisciplinaire, force est de constater qu'un sérieux effort est à faire pour améliorer la communication interne au projet. De même, la communication externe souffre tout autant de manquements. Il est en effet difficile de se renseigner correctement sur le processus en cours. Peu d'informations sont disponibles sur le projet et les rencontres avec les personnes responsables s'avèrent compliquées à obtenir. Certainement, le manque de moyens supplémentaires en suffisance, financièrement et humainement, joue un rôle important dans cette communication défectueuse. Il semble que la volonté des personnes en charge du projet soit d'ailleurs d'améliorer cet aspect des choses, ce qui s'avère primordial au vu des constats émis.

Les informations disponibles ou exposées dans le cadre des autres projets en Fédération Wallonie-Bruxelles sont bien souvent encore plus floues, voire inexistantes. À Liège par exemple, le Procureur Général Christian de Valkeneer a émis le même constat, regrettant ne pas avoir été associé au moment de l'interview au projet autour de la création d'un FJC en discussion à Liège⁹⁵. Le projet de la DPO⁹⁶ à Bruxelles et en Wallonie, quant à lui, est plus récent et sollicite à nouveau les associations pour une mise en réseau des outils utilisés par les différents spécialistes dans le cadre des VIF. Il semble ambitieux et prévu sur très peu de temps de travail collaboratif. Toutefois, sa finalité n'est pas très claire non plus : qui va bénéficier des résultats ? Que va-t-on en faire ? quel est l'intérêt des associations ?... L'impression d'une sorte de pillage des savoirs et savoir-faire de l'associatif est omniprésente dans les divers projets, tandis que les communications autour des finalités et enjeux font foncièrement défaut.

Pourtant les enjeux d'une communication efficace et claire sont fondamentaux. En interne, ils s'apparentent à la fluidité du processus, à ses chances de succès et à la garantie d'une relation de confiance entre les participant·e·s. En externe, la transparence du processus est garante de la clarté du projet et de la volonté sincère des pouvoirs publics en jeu de créer un lieu en accord avec la Convention d'Istanbul, comme indiqué dans le PAN 2015-2019. Soit un lieu pour la protection et le soutien des victimes, qui garantisse la collaboration avec les services en charge de la poursuite des auteurs, de leur éloignement quand c'est nécessaire et du travail important de responsabilisation qui doit accompagner ces sanctions. Et au final, dans une volonté de traiter les violences envers les femmes globalement, un lieu qui traiterait également de prévention et des autres formes de violences.

95. Interview de Christian de Valkeneer, Procureur Général de Liège, le 11 septembre 2019.

96. DPO : « Détection, Prise en charge et Orientation des violences conjugales et sexuelles ». Projet de la Fédération Laïque de Centres de Planning Familial (FLCPF) associée au « 320 rue Haute » et à la « Free Clinic ».

UNE MÉTHODE DE TRAVAIL COMMUNE DANS UN MODÈLE MULTIFORME

LES DIFFÉRENTS MODÈLES DE *FJC* ET LEURS MODES DE FINANCEMENTS

Un *FJC* est **une méthode de travail interdisciplinaire**, qui a pour objectif la protection et le soutien aux victimes de VIF et qui associe dans un même lieu les services publics et associations qui leur sont voués. Ce qui ne présume en rien de la forme qu'il doit prendre. Qui pourra y faire appel, sous quelles conditions, comment se définira l'accueil, y fait-on de la prévention, ... tout cela n'est pas prédéterminé. Parce que les violences conjugales et les VIF ne sont pas du ressort d'une discipline particulière, mais une matière transversale qui peut être abordée par de nombreux aspects.

Le modèle mis en avant par l'IEFH est spécifique, puisqu'il restreint le champ de vision à une approche centrée sur la Justice et la Police en se concentrant sur les affaires « les plus dangereuses et complexes », soit les affaires qui concernent en premier lieu ces institutions. C'est donc un modèle particulier de *FJC* qui nous est présenté, tel que développé en Flandre. Si le modèle d'Anvers sert de référence, du fait qu'il soit le seul à être parvenu à un stade de développement important, comprenant des ateliers de self-défense, de théâtre, etc., c'est surtout sa méthode d'approche en chaîne qui est proposée pour débiter. Sans garantie d'obtenir les fonds nécessaires à son développement vers un centre plus exhaustif comme la *Veilig Thuis*⁹⁷. Nés des coordinations provinciales en partenariat avec les villes, la majorité des *FJC* de Flandre sont orientés vers la gestion et la résolution d'un problème de police et de justice et disposent de très peu de fonds propres⁹⁸.

En Californie, à l'origine du modèle, c'est également la Justice qui se trouve au centre du processus. L'idée et la fondation du modèle ont été portées par des Procureur·e·s. Une grande partie du travail repose sur le volontariat, pour tous types de postes, de la coordination de service au support administratif, en passant par l'accueil ou la « garderie » des enfants dans une pièce qui leur est dédiée⁹⁹.

À Paris, la *Maison des Femmes* est née d'une toute autre manière et s'est développée autour de l'axe médico-psycho-social, accueillant toutes les femmes victimes de violences ou vulnérables. La vision y est intégrative et globale, conformément à celle de la Convention d'Istanbul. Ghada Hatem est gynécologue-obstétricienne. Cheffe du service maternité à l'hôpital Delafontaine de Saint-Denis, sa profession l'a amenée à rencontrer

97. Nom du *FJC* d'Anvers

98. Pascale Franck, dans son interview, nous apprend que le budget de départ alloué au projet était très faible : « Nous avons commencé avec très peu de budget. Nous avons au début 30.000 euros par an par la province et un local gratuit à la maison de justice car la maison de justice à Anvers avait un nouveau bâtiment et ils avaient des espaces libres et nous n'avions pas de sous et pas de place ». Dries Wijkmans, quant à lui, répètera à diverses reprises que le manque de moyens financiers et humains freine le passage de l'approche en chaîne à celui de véritable *FJC*.

99. Sur le site du *FJC* de San Diego, on peut lire « Our volunteers are the heart of our program. They meet and welcome our clients, conduct intakes, coordinate services and ensure that our clients' needs are met at the San Diego Family Justice Center » (*Nos bénévoles sont au cœur de notre programme. Ils rencontrent et accueillent nos clients, effectuent des prises, coordonnent les services et s'assurent que les besoins de nos clients sont satisfaits au San Diego Family Justice Center*). Site accessible au 31 octobre 2019 à l'adresse <https://www.sandiego.gov/sandiegofamilyjusticecenter/support>

tout au long de sa carrière des femmes ayant un parcours marqué par les violences : sexuelles, mutilations génitales féminines¹⁰⁰, mais aussi violences conjugales, maltraitances, etc. Pour répondre de manière optimale aux besoins de ces femmes, elle crée la *Maison des Femmes* qui sera inaugurée en juin 2016, adjoignant le centre de planning familial déjà présent dans l'hôpital à son service hospitalier, devenu *extra-muros* (mais restant sur le domaine de l'hôpital). Le planning familial permet de justifier d'une mission plus large comprenant l'éducation, la prévention, mais également les violences entre partenaires, envers les enfants, l'inceste, etc. et de bénéficier d'un financement lié au statut¹⁰¹.

En parallèle, la création d'une Asbl permet d'autres types de financements, comme les donations de fondations et entreprises privées. La recherche de ressources financières supplémentaires est un travail continu, comme le souligne Jessica Spraos, chargée de projet à *La Maison des Femmes* de Saint-Denis, lors de l'interview :

« Le budget du planning familial est venu du conseil départemental. Elle (Ghada Hatem) avait un budget, elle et d'autres professionnel-le-s sont salariés de l'hôpital et donc il produit ses actes médicaux (...). Pour les autres postes on n'a pas commencé avec soixante personnes, on a commencé plutôt avec quinze je crois ? Ou vingt ? (...) Mais même pour payer ces cinq ou dix personnes supplémentaire, c'était nécessaire de chercher des fonds, notamment privés, des fondations (Kering¹⁰², Raja-Danièle Marcovici¹⁰³) qui nous ont suivi depuis le début, et surtout de chercher un budget pour construire le bâtiment parce que ça n'existait pas avant. Donc Rada s'est appuyée sur tous ses amis, sur toutes les fondations privées, sur toutes les entreprises, sur les sources publiques. Au début les bailleurs publics n'étaient pas très enthousiastes pour le projet parce que c'était un modèle qui n'existait pas ailleurs en France, donc ils hésitaient à soutenir quelque chose de novateur, mais depuis 2019 on a le soutien de l'agence régionale de santé, on a un budget de 260.000 euros par an, ce qui est formidable ! Ça ne couvre pas tous nos besoins mais ça aide énormément, ça fait à peu près un quart de notre budget annuel donc ce n'est pas rien, et entre temps on a dû chercher un peu partout pour le financement nécessaire ».

La *Maison des Femmes* de Saint-Denis est donc une institution originale à part entière. Elle bénéficie d'un statut mixte (à la fois service hospitalier, centre de planning familial et asbl) allant de pair avec une diversité de financements possibles. Ce qui lui permet de s'adresser à toutes les femmes qui le souhaitent, avec une approche centrée sur le médico-psycho-social, et de proposer une large panoplie de soins dépassant la prise en charge médicale habituelle, dont Jessica Spraos nous parle lors de l'interview¹⁰⁴:

100. À Saint-Denis, les populations sont issues de nombreux pays et les femmes excisées représentent 14 à 16 % des patientes reçues en consultation à l'hôpital. Interview de Jessica Spraos, Paris, 12 août 2019.

101. Interview de Ghada Hatem et Jessica Spraos, Paris, 12 août 2019. En France, le Planning Familial est un mouvement féministe d'éducation populaire qui milite pour le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception, à l'avortement, à l'égalité femmes-hommes et combat toutes formes de violences et de discriminations. Source : site <https://www.planning-familial.org/fr>. En Belgique, les orientations sont plus diverses mais les missions sont sensiblement les mêmes : « Les Centres de planning ont une expertise dans les matières relatives à la vie affective, relationnelle et sexuelle : contraception, grossesse désirée ou non, prévention et prise en charge des IST dont le SIDA, difficultés à vivre la sexualité, relations de couple, d'amitié, parents-enfants, ... ainsi que toutes les préoccupations traversées dans la construction d'une vie respectueuse de soi et avec les autres ». Source : <https://fcpc.be/planning-familial/pourquoi-centre-planning/>

102. Kering est un groupe de luxe basé en France et spécialisé dans l'habillement et les accessoires. Ses principales marques sont *Gucci*, *Yves Saint Laurent*, *Boucheron*, *Bottega Veneta* et *Alexander McQueen*. Il est le troisième groupe mondial dans le secteur du luxe. Depuis 2005, le groupe est dirigé par François-Henri Pinault, qui axe son engagement autour de 2 piliers : la responsabilité environnementale et les droits des femmes. En 2008, François-Henri Pinault crée la Fondation d'entreprise *Kering* pour défendre et promouvoir les droits des femmes. Celle-ci crée le Prix *Women In Motion* pour le cinéma en 2015, en partenariat avec le festival de Cannes, pour mettre en lumière les femmes dans le 7e art. Le Prix *Women In Motion* pour la photographie suivra en 2019, en partenariat avec les Rencontres d'Arles. Source : *Wikipédia*.

103. *Raja* est un groupe français indépendant fondé en 1954 spécialisé dans la vente à distance et distribution des produits, fournitures et équipements d'emballage. Il est premier de son secteur en Europe et est dirigé par Danièle Kapel-Marcovici. Cette femme d'affaires a créé la Fondation *Raja-Danièle Marcovici* en 2006, qui a pour vocation de soutenir des projets associatifs en faveur des femmes partout dans le monde. Ses actions s'organisent autour de trois axes : Droits des femmes et lutte contre les violences ; Santé et action sociale ; Formation et insertion professionnelle. Depuis sa création, la Fondation Raja a soutenu plus de 200 programmes à travers le monde. Source : *Wikipédia*.

104. Interview de Ghada Hatem et Jessica Spraos, Paris, 12 août 2019.

« On est un service hospitalier ; quand vous étiez à côté vous étiez dans l'hôpital. On est aussi une association, et la partie associative nous permet de mettre en place des activités de soin qui ne sont pas des soins purs, comme par exemple les séances avec l'Ostéopathe. (...) Ou les ateliers ! On anime cinq ateliers hebdomadaires psychocorporels et artistiques et on sait très bien que ces ateliers ne seront jamais remboursés par la santé publique. C'est acceptable, mais il faut les moyens pour le faire parce qu'on sait que ça fait énormément de bien aux patientes et que ça fait partie de leur parcours de soin. On est divisé en trois parties. On a le parcours planning familial où on fait tout ce qui est contraception et avortements. La grande différence chez nous avec notre planning familial, c'est que nos médecins posent systématiquement des questions par rapport aux violences. Donc « madame c'est très bien vous vouliez terminer cette grossesse, est-ce qu'elle est issue d'un viol ? Est-ce que quelqu'un vous a déjà fait mal dans votre vie ? ». Des questions qui ne sont pas, d'après ce que j'ai pu comprendre, posées dans toutes les autres structures semblables, au moins en France. Le deuxième parcours c'est le parcours pour les femmes victimes de violence qui est coordonné par une sage-femme formée dans le psycho-trauma. L'idée c'est qu'après un rendez-vous, soit avec cette sage-femme, soit avec une de ses collègues sages-femmes, la patiente va coconstruire son parcours de soin en s'appuyant sur tous les professionnels qui travaillent ici, donc une petite soixantaine. On a des médecins, des sages-femmes, psychologues, psychiatres, médecins légiste, infirmières, avocats, juristes etc. Ce qui fait comme je vous l'ai dit à peu près soixante professionnels qui interviennent au moins une fois par semaine. Certaines sont là chaque jour et certaines sont là une fois par mois, comme la Kiné ou la pédiatre ou certaines de nos avocates. Le troisième parcours, c'est le parcours dédié aux femmes victimes de violences d'excision. L'excision étant bien sur un type de violence, mais on a mis à part ce parcours parce que Rada, quand elle était cheffe de services de la maternité, a constaté que 16 % des femmes qui sont venues accoucher à cet hôpital étaient victimes d'excision. Ce qui est un chiffre très important vu que l'excision ne se pratique pas sur le territoire français. Il n'y avait pas d'accompagnement global disponible pour ces femmes et elle voulait avoir un réel point de repère pour ce public-là, vu que c'est un public qui est très très présent à Saint-Denis ».

La prévention est un volet également pris en compte ici, contrairement aux FJC de Flandre. Elle se traduit notamment au travers d'interventions en milieu scolaire et de formations destinées aux professionnel·le·s qui travaillent avec les femmes victimes de violences¹⁰⁵. Les formations sont ouvertes à toutes les disciplines, mais en pratique elles sont principalement fréquentées par des professionnel·le·s du secteur médical et paramédical. Le secteur social, lui, se tourne davantage vers d'autres formations existantes par ailleurs.

QUELS SONT LES CRITÈRES DE CHOIX POUR LA CRÉATION DE FJC EN FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES ?

Comme on peut le constater, la Justice et la Police ne sont pas forcément au centre de l'approche des FJC, même si elles en font partie. Les criminologues ne constituent pas forcément le gros des partenaires, comme à Anvers¹⁰⁶, et les cas les plus « complexes et dangereux » ne sont pas obligatoirement la cible privilégiée de ces « guichets uniques ». Les perspectives se sont ouvertes en intégrant dans le modèle FJC La Maison des Femmes de Saint-Denis. On voit par ailleurs que **les possibilités sont directement liées aux modes de financements, qui auront un impact certain sur les choix**. Dans ce cadre, il y a donc deux possibilités : on choisit un mode de financement et en fonction, on détermine le projet de départ ; ou à l'inverse, on détermine le projet que l'on souhaite mettre en place et en fonction, on trouve les partenariats qui offriront les statuts et modes de financements adéquats.

105. Jessica Spraos explique le contenu des formations : « on explique le suivi pluridisciplinaire qu'on propose à la Maison des Femmes, l'intérêt d'un tel suivi et toutes les ressources qui sont disponibles sur le territoire pour les professionnel·le·s. On fait un théâtre-forum, on travaille des cas compliqués et perturbants pour les professionnel·le·s. On considère que ça c'est un acte de prévention, parce que tous les professionnels qui viennent nous voir, parfois ils sont envoyés à la Maison des Femmes pour participer à cette formation pas par leur propre volonté, mais parce que leurs employeurs les envoient chez nous ».

106. Selon Pascale Franck, elle-même criminologue, environ une personne sur quatre travaillant au FJC d'Anvers est issue de cette discipline.

Donc, on peut effectivement « rêver son projet », et pas uniquement les protocoles, comme le proposent les animateurs et animatrices du projet namurois. Dans ce cas, on peut commencer par enlever les œillères induites par la valorisation de modèles très judiciairisés. Ce qui signifie que **les Provinces et les Villes ont le choix de partir sur une autre forme**, axée par exemple sur les facteurs favorisant la venue des victimes, sur un soutien d'avantage psycho-socio-médical, ou sur l'inclusion du volet « prévention », ... à l'instar de *La Maison des Femmes* de Paris. Il faut alors veiller à établir les partenariats les plus adéquats pour servir de bases aux statuts, qui détermineront les financements, la pérennisation du centre et la formule initiale de prise en charge : hôpital, maison médicale, planning familial, centre de services psycho-sociaux, centres judiciaires, etc.

Une fois les situations de prises en charge définies clairement, il s'agit de déterminer la formule de départ¹⁰⁷. Pour ce faire, il semble cohérent de partir des besoins exprimés par les victimes et de leurs priorités. Par exemple, les victimes et co-victimes ayant participé au groupe de travail de Vie féminine Namur privilégient un accueil essentiellement psycho-social, comme c'est le cas dans l'ensemble des infrastructures *FJC*¹⁰⁸:

- Un accompagnement psychologique ;
- Un endroit où on peut déposer son colis ;
- Un accueil humain ;
- Un endroit où on est à l'aise, seule, avec une personne à l'écoute ;
- Le premier contact est primordial.

Pour faire suite à l'accueil, elles ont déterminé quels seraient les services à privilégier pour la composition d'un *FJC*. On y retrouve prioritairement les secteurs psycho-médical, dans le but d'une prise en charge globale de la personne. Ensuite seulement arrive la Police, porte d'entrée éventuelle vers la Justice :

- Un accompagnement psychologique pour réaliser la réalité de la situation (quelqu'un de compétent, de formé aux violences conjugales) ;
 - Un médecin qui examine les violences physiques ;
 - Une écoute empathique et bienveillante ;
 - Après avoir pu parler à quelqu'un, un psychologue, être accompagnée vers la police et de porter plainte, « parce que, d'emblée, devant un policier, on hésite à porter plainte » ;
 - Quelqu'un qui prend en compte une personne dans sa globalité : physiquement et mentalement.
- Qui peut discuter, faire un rapport sur l'état de santé psychologique et physique. Ensuite, renvoie vers des spécialistes médecins ou psychologues, suivant les besoins. Munie du dossier réalisé par la première personne, on peut alors éventuellement aller à la Police et résoudre les questions de logement.

107. Dans le projet namurois, il n'est visiblement question que de victimes de violences physiques graves, principalement dans le cadre de violences conjugales, parfois dans le cadre plus large de violences intra-familiales. Mais ces dernières ne sont pas spécialement définies et la plupart du temps, elles sont restreintes à certaines maltraitances d'enfants et aux parents violentés par un enfant, sans dimension clairement établie de genre. L'inceste, les mutilations génitales féminines, les mariages forcés, les violences sexuelles... ne sont pas abordées. Ce choix découle sans doute directement de l'optique « approche en chaîne » induite, soit de la prise en charge des cas de violences physiques graves pour débiter, ce qui est contradictoire avec l'idée de « rêver son projet » et limite fortement les possibilités. Cependant, même s'il est regrettable de ne pas suivre la voie de *La Maison des Femmes* en travaillant sur toutes les violences à l'égard des Femmes, dans la prévention comme dans la protection et le soutien aux victimes, la forme du *FJC* ne doit pas forcément rester similaire à celle promue en Flandre, centrée sur les besoins de la Justice et de la Police principalement.

108. Une véritable enquête sur l'ensemble du territoire serait nécessaire pour rendre les résultats probants, mais les quelques réponses fournies par Vie Féminine montrent une réelle convergence intéressante. Récits de victimes et co-victimes de violences entre partenaires - discussions de groupes, travail réalisé par Manon Voyeux, Vie Féminine Namur, octobre 2019.

Le deuxième critère pour choisir la forme du modèle *FJC*, pourrait raisonnablement consister à prendre en compte les éléments favorisant la démarche de demande de soutien et de protection des femmes subissant des violences. Une étude sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne signale que les femmes victimes de violence physiques et sexuelles, en ce compris les violences conjugales, se tournent plus facilement vers des services de soins de santé que vers les services spécialisés¹⁰⁹. Ce qui signifie que si le guichet unique se présente sous la forme d'un centre médical ouvert à toutes les femmes vulnérables, d'avantage de femmes risquent de se tourner vers lui. Tandis que s'il se présente sous la forme d'un service spécialisé, seules celles qui s'identifient victimes de violences se sentiront concernées. En outre, dans le premier cas, certaines femmes pourraient s'y rendre sans avoir conscience d'être victimes de violences dans le but de chercher de l'aide et du soutien auprès de médecins. C'est ce qui se passe couramment au sein de La Maison des Femmes à Saint-Denis :

« Les femmes qui se présentent à la maison des femmes au guichet par exemple, si vous vous assoyez avec la dame de l'accueil, vous pourrez entendre 20 femmes qui se présentent au long de la journée en disant "je suis là mais je ne sais pas pourquoi je suis là". Donc on pose des petites questions comme "est-ce que quelqu'un vous a fait mal ?". Et parfois il faut poser plusieurs questions pour comprendre pourquoi elles sont là. Juste pour montrer à quel point des fois, elles-mêmes elles ont du mal à s'identifier comme victime de violences. Par exemple tu as des troubles de l'estomac et tu ne sais pas pourquoi. Là tu auras des médecins qui s'occupent des femmes, qui savent poser les questions ou qui savent que ça pourrait éventuellement être lié à autre chose »¹¹⁰.

Selon l'étude de l'Union Européenne de 2014, « les professionnels de la santé peuvent jouer un rôle accru lors de l'identification et de la prévention des faits de violence à l'égard des femmes. Par exemple, l'enquête indique que les femmes enceintes sont plus vulnérables aux faits de violence. Parmi les femmes victimes de violences perpétrées par un ancien partenaire et tombées enceintes pendant cette relation, 42 % ont subi des violences de la part de ce(te) partenaire pendant leur grossesse »¹¹¹. Ainsi, grâce à une entrée socio-médicale généraliste, le *FJC* pourrait aider les femmes à identifier les violences quand elles y sont confrontées, leur apporter soutien et protection avant que les violences soient si graves qu'elles ne décident à s'adresser à la police....

Enfin, le troisième critère est celui de l'expérience du travail intersectoriel et d'une communication basée sur une relative confiance. Là encore, il semble que les secteurs du social et de la santé (au sens large) soient les mieux équipés. La Justice a un historique très faible en matière de pratiques collaboratives et interdisciplinaires avec les services sociaux externes¹¹². Par contre, le secteur social et le secteur de la santé, qu'elle soit physique ou mentale, peuvent justifier de dizaines d'années d'expérience. Comme mentionné dans la partie consacrée à la méthodologie des *FJC*, les hôpitaux ont développé des services interdisciplinaires dans de nombreuses spécialités (oncologie, psychiatrie, néonatalité, gériatrie, etc.). Ils disposent d'une certaine expérience dans l'établissement des protocoles et structures mixtes alliant de nombreuses spécialités médicales, paramédicales et psycho-sociales. Parmi celles-ci, on trouve des psychologues, des assistants sociaux, des ergothérapeutes etc., selon les besoins. Des structures sociales, paramédicales et médicales sous formes diverses, dont l'associatif, existent également, alliant une grande diversité d'approches et un travail d'équipe interdisciplinaire : Maison de l'Adolescent (MADO)¹¹³, centres de psychiatrie, de désintoxication,

109. Par rapport au nombre de femmes ayant contacté des services de soins de santé suite à des violences, peu sont celles qui ont contacté des associations d'aide aux victimes ou des foyers d'accueil suite à l'incident violent d'ordre physique et/ou sexuel le plus grave qu'elles aient subi. Alors qu'un tiers de ces femmes a consulté un médecin, un centre de santé ou un hôpital suite à l'incident de violence sexuelle le plus grave qu'elles aient subi par un-e partenaire, seulement 6 % ont contacté un foyer d'accueil et 4 % une association d'aide aux victimes ». FRA – Agence des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne, *Violence à l'égard des femmes : une enquête à l'échelle de l'UE – Les résultats en bref*, Luxembourg, 2014, p. 11.

110. Jessica Spraos, Paris, 12 août 2019.

111. FRA- Agence des Droits Fondamentaux (...), *ibidem*.

112. Mélanie Latiers, *Réflexion sur la prise en charge multidisciplinaire des violences intrafamiliales : étude de faisabilité d'un « Family Justice Center*, Cérias Consultance, Namur, mars 2018.

113. La MADO regroupe les services de l'AMO, CPAS, ISP (FOREM), les plannings familiaux, les services de santé mentale, Infor-jeunes, PMS-PSE, Conseil d'Arrondissement d'Aide à la Jeunesse, Service d'Aide à la Jeunesse, Réseau Kirikou, service droit des jeunes...

Free Clinic... Mais aussi, plus spécifiquement, le 320 rue Haute, pour la prise en charge des victimes de violences sexuelles, ou encore Les Pôles de Ressources spécialisés en Violences conjugales et intrafamiliales de la Région Wallonne, qui regroupent deux services d'accompagnement pour victimes (le CVFE Asbl - Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion - et l'Asbl Solidarité Femmes et Refuge pour femmes battues) et un service d'accompagnement pour auteurs (Praxis Asbl).

Il est plus aisé de commencer par renforcer une communication préexistante faisant état d'une relative confiance, et d'y insérer de nouveaux secteurs, que de créer d'emblée une cellule au départ de coopérations inhabituelles et empruntées d'une certaine méfiance. Coopérer en interdisciplinarité avec la Justice et la Police ne va pas de soi pour nombres de services et associations travaillant avec les victimes. Il semble qu'un certain principe de méfiance existe entre ces différents partenaires potentiels. Lors de son interview, le Procureur Général Christian de Valkeneer confirme que, de son point de vue, « *il y a une grande crainte mutuelle* » entre les services sociaux et les services de la Justice et de la Police¹¹⁴. Cette crainte vient en partie, selon lui, de ce que les services sociaux pensent qu'en travaillant avec le Parquet et la Police, ils ne sont plus dans une approche d'aide à la victime. En fait, si la protection de la victime passe par la poursuite des auteurs, la crainte est que travailler ensemble ne décentre la vision de la situation en la faisant passer de l'intérêt de la victime vers celui de l'auteur, intérêts qui peuvent être antagonistes. Le Procureur relève également que le partage du secret professionnel peut poser problèmes.

Sécuriser les partenaires de base, en se centrant sur une approche moins porteuse de tensions, permettrait d'insérer les collaborateurs et collaboratrices de la Police et de la Justice de manière plus sereine. La vision criminologique et « pénologique » est axée sur l'auteur, présentant un discours souvent centré sur l'inefficacité de la prison pour éviter les récidives et sur les possibilités de réinsertion des auteurs. Allier ces intérêts et ceux de la victime n'est pas toujours évident. Par exemple, certains modes alternatifs de résolution de conflits peuvent être perçus comme porteurs pour l'auteur, tandis que pour la victime ils représentent une nouvelle violence. La discussion doit être entamée entre ces deux pôles dans une vision inclusive, comme c'est le cas dans les Pôles de Ressources. Il est de bon augure de retrouver ces acteurs dans les différents processus en cours actuellement. **Mais si ces débats doivent avoir lieu dans l'intérêt de la protection des victimes et de la lutte contre la récidive, créer les partenariats en accordant une large place à la Justice et à la Police au sein des futurs FJC pourrait créer un climat de méfiance inadéquat. Les intégrer dans une équipe plus orientée vers la santé au sens large et le soutien des victimes, à l'inverse, faciliterait à nos yeux la possibilité de trouver un langage commun sans se sentir menacé par un éventuel glissement du centre de la victime vers l'auteur.**

COMMENT ET À QUEL MOMENT INTÉGRER LA JUSTICE ET LA POLICE ?

La plupart des victimes redoutent l'accueil dans les commissariats, ainsi que la mauvaise gestion de la situation qui en découle trop souvent. Le rapport alternatif à la Convention d'Istanbul et l'étude de Vie féminine consacrée aux formes de violences policières et à leurs conséquences sont très clairs sur ce sujet¹¹⁵. Le traitement par la Justice constitue bien souvent, quant à lui, une nouvelle forme de violence pour les victimes, dès lors que le nombre d'affaires classées sans suite ou non traitées est bien trop important, tandis que les Tribunaux des Familles ne tiennent pas vraiment compte des violences dans le cadre du partage de la garde des enfants en cas de séparation¹¹⁶. Ces domaines peuvent être améliorés par la création de guichets uniques « FJC », si on intègre la Police et la Justice dans le processus au bon moment et au bon endroit pour les victimes et que des juristes et avocat·e·s y soient spécialisées et accessibles.

114. Interview du Procureur Général de Liège Christian de Valkeneer, 11 septembre 2019.

115. *Évaluation de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique par la Belgique - Rapport alternatif de la coalition « Ensemble contre les violences »*, Février 2019 ; Vanessa D'Hooghe, *Violences faites aux femmes : pourquoi la Police doit jouer son rôle*, étude de Vie Féminine, avril 2018.

116. *Évaluation de la mise en œuvre (...)*, *ibid.*

Une structure sous une forme d'accueil social, dédiée aux soins, peut servir de soutien à la plainte et de garantie au dépôt de plainte dans un lieu sûr, calme, « protecteur » et bienveillant, avec des policières et policiers formé·e·s spécialement. Ce qui permet de respecter la temporalité des victimes, en leur proposant de porter plainte uniquement quand elles le souhaitent et qu'elles sont prêtes, et de leur éviter l'épreuve du commissariat. À Paris, *La Maison des Femmes* propose deux sortes de permanences dans ce domaine. La première est un « permanence conseil », où deux policiers/policières bénévoles viennent chacun·e une fois par semaine expliquer aux femmes ce qui va se passer lors du dépôt de plainte, les aider à préparer la plainte, leur donner des conseils et les mettre éventuellement en contact avec le commissariat où elles devront se rendre.

La seconde permanence permet de porter plainte directement auprès de deux policiers/policières formé·e·s spécifiquement, un jour par semaine et sur rendez-vous exclusivement. Bien que récente, puisque datant de mai 2019, cette expérience a déjà fait l'objet d'une première évaluation auprès des femmes y ayant eu recours en août 2019. Jessica Spraos explique lors de l'interview :

« Globalement elles étaient 100% satisfaites de l'opération et presque la totalité d'entre elles ont admis que sans ce dispositif, elles ne seraient jamais allées au commissariat pour porter plainte. C'est notre petit effort pour augmenter le dépôt de plaintes. Il y avait des cas où les plaintes avaient été classées sans suite et donc elles recommençaient avec cette antenne-là. Donc ça aide aussi une femme dont la plainte n'a pas abouti de recommencer et de déposer une autre plainte ».

M. Christian de Valkeneer, Procureur Général à Liège, estime également que l'idée d'une structure sous une forme intégrée à une structure hospitalière pourrait s'avérer intéressante, avec la possibilité de porter plainte directement, en s'inspirant des modèles mis en place dans la prise en charge des victimes de violences sexuelles :

« Est-ce qu'il faut le (le FJC) mettre dans des situations hospitalières ? J'ai été victime de violence. Je voudrais aller à l'hôpital parce que je voudrais être soignée. Là, éventuellement je pourrais initier une prise en charge sociale, et éventuellement une prise en charge judiciaire par la police... Il y a quand-même des expériences qui sont menées en matière de viol ici à Liège, pour faire en sorte que la victime qui vient à l'hôpital soit directement prise en charge par avis de police. Ne pas devoir faire la file dans un commissariat... Ça ne veut pas dire qu'il y aura un policier dans cet hôpital 24 heures sur 24, mais qu'il pourrait y avoir une équipe spécialisée qui pourrait intervenir et prendre en charge la personne pour qu'elle ne doive pas, après avoir été à l'hôpital, aller au commissariat de police où elle va faire la file 3h. Donc là je pense qu'en termes d'accueil, il y a des choses qui pourraient être réalisées, même si en réalité ce n'est pas aussi simple que ça... (...) On est parti prenant au projet sur les violences sexuelles avec la police et le milieu médical parce que je pense que ça c'est un élément très important au niveau de l'accueil ».

Comme le souligne M. De Valkeneer, l'avantage d'une structure hospitalière est d'être accessible 24h/24. Le fait de détacher des policiers/policières formé·e·s spécifiquement résoudrait également la question de la difficulté à former tous les membres de la police à intervenir correctement dans toutes les circonstances, alors que les violences conjugales et/ou intrafamiliales doivent se traiter par la police sur le terrain entre deux autres appels :

« Donc ça permet aussi, dans ce type de structure, d'avoir les formes de spécialité au sein même de la police, parce que ça aussi c'est une difficulté (...). Ça (les violences conjugales et VIF) survient à tout moment et c'est le service de garde qui prend ça, donc ce sont des gens qui sont très polyvalents... ce qui fait que ce n'est pas évident de former aux interventions, ça représente énormément de policiers, puisqu'on sait qu'il faut 6, 7, 8 policiers pour en avoir un en permanence (...). Ce n'est pas toujours les gens qui sont les mieux préparés à ce genre de chose qui interviennent, donc si on arrive à une espèce de guichet unique où la police va s'intégrer, vous pouvez très bien faire un système dans lequel intégrer une spécialisation des services de police. Dire qu'il y a une équipe de garde violence intrafamiliale et violence conjugale qui pourrait intervenir, donc des gens qui sont spécialement formés pour ça ».

D'autres cas de figures peuvent se présenter, nécessitant cette fois l'intervention des services de la Justice.

Le comportement abusif et dominant des auteurs, ou des actes violents, peuvent entraîner le besoin d'une action policière directe, mais également d'une demande de suivi auprès du Parquet. Dans le cadre précis d'un suivi exercé dans un FJC avec l'accord de la victime, si danger il y a, la Police et le suivi de la Justice peuvent être sollicités plus directement. En parallèle du travail de soutien à la victime, sa protection peut nécessiter l'intervention de la Police et/ou de la Justice pour éloigner l'auteur, par exemple, et de services spécialisés

pour engager un dialogue avec les auteurs des faits afin de traiter leur comportement violent, en ce compris la violence psychologique et économique. Les femmes dans des situations à haut risque ne peuvent pas être oubliées. **Une réelle concertation avec la Police et la Justice doit être mise en place, mais ne peut être placée « au-dessus » des autres collaborations, ni constituer l'accueil des victimes.**

Lors de son interview, le Procureur Général de Liège Christian de Valkeneer a insisté sur l'intérêt porté par le Collège des Procureurs Généraux dans les projets basés sur le modèle des *FJC*. Cependant, il n'est pas convaincu que les différents partenaires en présence dans les projets actuels aient envie de travailler en coopération étroite avec la Justice et la Police, d'échanger de l'information mais également d'intégrer l'approche de l'autre. S'il constate le principe de méfiance à l'œuvre, il estime néanmoins qu'une approche plus intégrée des différents services serait positive. Le magistrat du Parquet, informé par exemple d'un acte violent d'un auteur, pourrait décider d'ouvrir un dossier sans qu'il n'y ait plainte en fonction des informations fournies par les services psycho-sociaux, si l'équipe interdisciplinaire juge que le risque de récidive est important.

Pour faciliter la communication dans l'autre sens également, à Anvers, des criminologues travaillant au sein du *FJC* ont accès aux dossiers du Parquet. C'est eux qui décident des informations à soumettre à l'équipe si nécessaire¹¹⁷, tout comme les médecins décident de ce qu'il faut transmettre du dossier médical aux autres membres qui n'y ont pas accès, en fonction de la nécessité de la situation. Chaque corps de profession fait de même : psychologues, intervenants sociaux, animatrices et animateurs d'ateliers, etc. Ces décisions se prennent au cas par cas. **Le fait de permettre une meilleure information de la situation globale pour tous les services est foncièrement un avantage non négligeable pour mesurer les risques et identifier les problèmes, et en conséquence prendre les mesures les plus efficaces possibles.**

En termes de créativité, un travail interne à la Justice pourrait être entrepris en parallèle. Le modèle espagnol, qui a créé entre autres de nouveaux Tribunaux spécialisés dans les violences machistes, dotés de compétences civiles et pénales, amène de bons résultats et pourrait inspirer d'éventuelles réformes. Les prérogatives des juges exerçant dans ces Tribunaux sont supérieures à celles des autres magistrats : l'État peut poursuivre un auteur de violences « domestiques » sans dépôt de plainte, et le retrait de la plainte n'arrête pas forcément l'action du Tribunal. La rapidité des procédures est sans aucun doute un de ses principaux atouts : 72 heures maximum pour une instruction, 15 jours pour un procès dit "rapide"¹¹⁸. L'idée d'aller plus loin qu'une intégration des services du Parquet dans un « guichet unique » semble également une piste intéressante à creuser selon M. de Valkeneer. **La Justice pourrait réorganiser sa manière de procéder dans le cadre des violences conjugales et intrafamiliales, afin d'assurer un suivi plus rapide et plus efficient.** La forme de cette réorganisation, selon le Procureur Général de Liège, est à penser : *« Alors est-ce qu'il faut créer un nouveau tribunal, ou est-ce qu'il faut avoir une chambre correctionnelle qui soit plus précisément près de ce type de dossier ? On peut imaginer aussi (...) une autre approche, un peu comme la jeunesse, où le juge prend des mesures provisoires (...). Par exemple pour les toxicomanes c'est la même chose (...) donc avoir une saisine permanente et assurer des suivis de dossiers, je pense c'est une forme intéressante ».*

En attendant, et quoi qu'il en soit, la présence d'un service juridique et de la Police est essentielle. L'aide de policiers/policières et d'avocat·e·s spécialisé·e·s dans les violences envers les femmes est fondamentale, que ce soit en termes de conseils ou d'accompagnement à la plainte puis, le cas échéant, dans le procès.

117. Interview de Pascale Franck, le 24 juillet 2019.

118. Pour en savoir plus sur le système légal espagnol dans son ensemble, voir l'article de Glòria Casas Vila, D'une loi d'avant-garde contre la violence de genre à l'expérience pénale des femmes : le paradoxe espagnol ?, *Champ Pénal*, VOL. XIV | 2017.

LA GRILLE DE LECTURE DES VIOLENCES

LES *FJC* ET LA CONVENTION D'ISTANBUL

Si les *FJC* font l'objet d'une attention spécifique dans le PAN 2015-2019, c'est pour répondre aux obligations générales de la Convention d'Istanbul faites aux États signataires concernant la protection et le soutien aux victimes de violences domestiques et violences envers les femmes¹¹⁹. Dans son rapport explicatif, le Conseil de l'Europe développe l'idée que « certains exemples, dans lesquels les services, dont les agences des services répressifs spécialisées, sont placés dans le même bâtiment ou à proximité les uns des autres et collaborent, ont permis d'augmenter le degré de satisfaction des usagers considérablement, tout comme dans certains cas, la volonté des victimes d'engager des poursuites ou de franchir toutes les étapes du processus judiciaire. À l'origine créés et testés pour les services liés à la violence domestique, ces exemples de bonnes pratiques nommés « Guichets uniques » peuvent aisément être adaptés à d'autres formes de violence. Dans cette perspective, le paragraphe 3 appelle les Parties à regrouper autant que possible les services dans les mêmes locaux »¹²⁰.

La Convention d'Istanbul précise que les mesures prises dans ce cadre doivent être « fondées sur une compréhension fondée sur le genre de la violence à l'égard des femmes et de la violence domestique »¹²¹. C'est-à-dire que ces guichets uniques doivent privilégier une approche en accord avec la grille de lecture des violences selon les rapports sociaux de sexe. Celle-ci est fondée sur la reconnaissance de la nature structurelle des violences, qui s'inscrivent dans un contexte sociétal de relations asymétriques entre les femmes et les hommes. Ces violences sont la manifestation « des rapports de force historiquement inégaux entre les femmes et les hommes ayant conduit à la domination et à la discrimination des femmes par les hommes, privant ainsi les femmes de leur pleine émancipation »¹²².

Les *FJC* sont un modèle de guichets uniques, basés sur des méthodes de travail interdisciplinaires. Au final, ces méthodes peuvent s'axer autour de visions qui n'ont pas grand-chose en commun. Dire si les *FJC* sont en accord avec la Convention d'Istanbul s'avère complexe et ne peut se faire qu'au cas par cas. L'usage de l'interdisciplinarité entre les différents services chargés de la protection et du soutien des victimes est bien en adéquation avec ce que préconise ladite Convention. **Mais l'approche intégrée recommandée pour ces guichets uniques, au sens des droits humains, désignée comme « l'approche des 3P » pour la Prévention, la Protection et les Poursuites intégrées, n'est pas forcément présente. Le volet « prévention » fait en effet souvent défaut. Et surtout, la philosophie et l'approche de ces centres, ainsi que le choix des outils d'évaluation et de traitement qui y sont privilégiés, ne sont pas prédéfinis par ce modèle.** À aucun moment celui-ci n'implique la reconnaissance formelle d'une vision collective de la problématique du contexte sociétal dans lequel s'inscrivent les violences structurelles à l'égard des femmes. Admettre que les violences, même lorsqu'elles sont perçues comme « réciproques », s'enracinent en réalité dans un mécanisme où l'homme et la femme n'occupent pas la même position de pouvoir, est plus de l'ordre de la vision du coordinateur/de la coordinatrice et des pouvoirs subsidiant que du modèle *FJC* lui-même.

119. Article 18 de la *Convention du Conseil de l'Europe (...), op.cit.*

120. Rapport explicatif de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique Istanbul, 11.V.2011, p. 24.

121. Article 18 alinéa 2 de la *Convention du Conseil de l'Europe (...), op.cit.*

122. Préambule de la *Convention du Conseil de l'Europe (...), op.cit.*

Les divers projets en Fédération Wallonie-Bruxelles intègrent les Pôles de Ressources, porteurs des formations sur le Processus de Domination Conjugale (PDC) en Région Wallonne. Ce qui est d'excellent augure sur l'orientation de la grille de lecture des violences qui sera d'usage dans ces futurs *FJC*. Le projet de Namur a pour prérequis à la participation aux journées de travail d'être formé au PDC ou de s'engager à le faire rapidement, assurant une base de langage commun en accord avec la Convention d'Istanbul. Par contre, dans les *FJC* existants déjà, il semble que la lecture dépende des interprétations individuelles des leaders. L'usage de typologies ou d'outils autorisant une interprétation douteuse, ou faisant fi de la grille de lecture selon les rapports sociaux de sexes, existe.

La politique flamande conçoit les violences conjugales et intrafamiliales davantage comme des conflits situationnels au sein de la famille, dans une approche cherchant à réinstaurer « la paix dans les foyers »¹²³. Elle ramène ainsi les violences à ses uniques dimensions systémiques et interpersonnelles, isolées du contexte social qui ne semble pas exister, dans une logique du tiers-exclu¹²⁴. Les conflits survenant dans un cadre privé, familial, y sont perçus comme un dysfonctionnement dans les relations dépendant de facteurs extérieurs, qui servent dès lors de justification à la violence. Si ces facteurs venaient à disparaître et si la communication interne était favorisée, la violence devrait donc disparaître. L'asymétrie dans la relation y est niée, la situation est affirmée comme une mauvaise gestion partagée entre les deux partenaires et les déclencheurs identifiés comme externes. Il n'y a plus d'agresseur et de victime, mais une co-responsabilité dans la dégénérescence de la situation. Les mécanismes internes liés à la position de pouvoir ne sont pas perçus dès qu'ils sont plus insidieux, ne correspondant pas à la caricature de l'homme « *serial killer* » et de la « femme battue », renvoyant dès lors les violences au sens désarmé politiquement de « conflits situationnels » privés. Ce qui logiquement annihile le devoir des autorités publiques de criminaliser les violences dites domestiques et de les inscrire dans un contexte plus large d'égalité entre les femmes et les hommes, comme l'exige la Convention d'Istanbul. La voie de la médiation familiale est dès lors ouverte.

Rien ne garantit donc une approche en accord avec les prescrits de la Convention d'Istanbul, et les dérives peuvent survenir. Le choix des coordinatrices et coordinateurs du projet est dès lors capital. Outre leurs capacités de leaders, ces personnes devraient tout à la fois connaître le terrain et être expertes de la protection et du soutien aux victimes. Elles devraient posséder une vision claire du processus de contrôle coercitif à l'œuvre dans les violences entre (ex-)partenaires et de ses implications sur les enfants et l'entourage. C'est un point fondamental, car la lecture que l'on fait des violences induit la manière dont on peut y répondre efficacement.

123. Voir notamment la vidéo du *FJC* d'Anvers expliquant le CO3 Provincie Antwerpen, *CO3 Cliëntfilm Frans*, 16 décembre 2015 (1 :30) <https://youtu.be/Wh8EMrRV4kI>

124. C'est-à-dire que la violence est soit un conflit impliquant les deux partenaires, soit un processus de domination d'un partenaire sur l'autre, mais pas les deux en même temps.

L'INFLUENCE DES DISCOURS MONTANT SUR LES RELATIONS SYMÉTRIQUES ENTRE PARTENAIRES

Depuis quelques temps, l'asymétrie des relations dans les violences entre (ex-)partenaires est remise en question par certain-e-s auteurs, autrices et discours, privilégiant comme en Flandre une théorie de « situations conflictuelles »¹²⁵. Celle-ci replace les violences conjugales dans le cadre d'un dysfonctionnement de la dynamique familiale, de l'ordre du conflit qui s'exacerbe et non du contrôle et de la domination d'un partenaire sur l'autre. Cette vision réduit les violences entre (ex-)partenaires à des affaires familiales privées qui dégénèrent, et ouvre la voie au chemin logique de la négociation et de la médiation familiale pour résoudre les conflits, en « renouant » un dialogue perçu comme pouvant être « d'égale à égal ». L'argument le plus souvent avancé est que les femmes aussi sont violentes. Ce qui ne va nullement à l'encontre, en soi, de la lecture des violences selon des rapports sociaux asymétriques entre les sexes. La domination historique, sociologique et anthropologique des femmes par les hommes ne signifie pas que toutes les femmes sont gentilles, passives et soumises, comme la société l'attend d'elles¹²⁶. Elles peuvent réagir à la violence par de la violence, et dans certains cas, plus rares, en adoptant le comportement dominant. La réponse violente à un processus de contrôle est ce que Johnson, sociologue américain, appelle « la résistance violente ».

La typologie de Johnson comme outil détourné de ses fondements

Dès les années 1990, le sociologue américain Michaël P. Johnson a mis au point une typologie de la violence conjugale qui depuis lors a eu une influence notoire, jusqu'à s'imposer aujourd'hui comme incontournable¹²⁷. Mentionnée comme base de travail par le coordinateur du FJC du Limbourg, on la retrouve entre autres au cœur de la recherche commandée par le Collège des Procureurs Généraux et effectuée sous la direction de Charlotte Vanneste afin d'évaluer les effets de la circulaire commune COL4/2006 relative à la politique criminelle en matière de violence dans le couple¹²⁸. Or, dans les deux cas, nous pouvons constater les effets pervers d'une typologie pro-féministe à la base, détournée de sa complexité par simplification excessive de ce qu'est le « terrorisme intime » et par omission systématique d'une réelle prise en compte de la « résistance violente » et du traitement adéquat de cette violence.

Dans une volonté d'expliquer la différence entre les chiffres et discours de la violence familiale issue d'enquêtes de population et ceux issus des réflexions féministes, Johnson évoque **3 principales formes de violences conjugales : le terrorisme intime, la résistance violente et la violence de couple situationnelle**¹²⁹ :

125. Théorie portée notamment par Straus en développant le *Conflict Tactic Scale (CTC)*, instrument de mesure de la violence entre conjoints. E. Mélan, *Violences conjugales et regard sur les femmes. Qu'apporte une définition basée sur une construction genrée des victimes ?*, *Champs pénal*, vol. XIV, 2017, p. 3-4.

126. *Idem*, p. 5.

127. Le premier article de Johnson sur le sujet date de 1995, Johnson, M.P., *Patriarchal terrorism and common couple violence : Two forms of violence against women*, in *Journal of Marriage and the Family*, 57, 1995, p. 283-294. Par la suite Johnson ne cessera d'affiner sa typologie pour arriver à une classification de 4 types de violences. Voir par exemple à ce sujet M.P. Johnson, *Conflict and control : Gender symmetry and asymmetry in domestic violence*, *Violence Against Women*, 12 (11), 2006, p. 1-16.

128. C. Vanneste, *La politique criminelle en matière de violences conjugales : une évaluation des pratiques judiciaires et de leurs effets en termes de récidive*, rapport de recherche n°41, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction opérationnelle Criminologie, Bruxelles, mai 2016.

129. L'ensemble de la synthèse de la théorie de Johnson qui suit est tiré de l'article de Simon Lapierre et Isabelle Côté, *La Typologie de la violence conjugale de Johnson (...)*, *op.cit.*, p. 69-79.

• **Le terrorisme intime** s'inscrit dans le cycle de la violence où l'agresseur va recourir à une série de stratégies visant à contrôler sa partenaire, « *incluant les agressions psychologiques, physiques et sexuelles, ainsi que les intimidations et les menaces* ». On peut y inclure l'instrumentalisation des enfants dans le cadre de violences post-séparations. Les agresseurs y sont clairement identifiés comme très majoritairement des hommes. Le terrorisme intime se retrouve plus rarement dans la population en général, mais c'est lui qu'on va retrouver majoritairement dans les « cas cliniques » : ceux qui vont arriver devant la police, la justice, les tribunaux de la famille, les refuges, les services de protection de l'enfance et les hôpitaux. **C'est donc bien ce qui caractérise les violences qui seront prises en charge dans les FJC.**

• **La résistance violente est une stratégie de résistance adoptée par la victime, qui ne reste pas passive face à l'attaque de l'agresseur mais y répond par des gestes et/ou paroles violent·e·s.** C'est un acte de défense, ou de colère (de « décharge », selon les victimes qui passent à la riposte¹³⁰) engendrée par la violence du partenaire. Si elle a tendance à diminuer au fur et à mesure que la peur s'installe, elle peut cependant aller jusqu'au meurtre du conjoint violent, quand le terrorisme intime est sévère et anéanti tout espoir de sortir de l'engrenage de la violence infligée par le partenaire. **Puisqu'il s'agit d'une réponse au terrorisme intime, on la retrouvera également devant la justice et les services spécialisés en charge des violences conjugales et intrafamiliales.**

• **La violence de couple situationnelle est un dysfonctionnement dans la relation intime, s'assimilant à un conflit qui se dégrade pour en arriver à de la violence.** Le plus souvent occasionnelle, liée à une circonstance, elle peut aussi devenir chronique et s'aggraver avec le temps. Elle ne vise pas au contrôle de l'autre, mais s'enracine sur une discorde entre les partenaires. Si ce type de violence est fréquent dans les couples, il arrive rarement devant les services spécialisés, qu'ils soient de répression ou d'aide et soutien aux victimes.

Ainsi, de manière générale au sein de la population, il est fréquent qu'un sujet ou l'autre engendre des conflits entre partenaires ou (ex-)partenaires, qui peuvent éventuellement dégénérer. Par contre, la majorité des cas où le recours à la police, la justice ou les services spécialisés est nécessaire sont de l'ordre du terrorisme intime. **Ces situations de contrôle coercitif peuvent engendrer de la résistance violente de la part de la victime, donnant l'apparence illusoire que les violences sont symétriques.**

Le « terrorisme intime » se distingue de la résistance violente et des situations conflictuelles par une intensité supérieure, suscitant plus de dégâts physiques et psychologiques à long terme, par des actes plus répétitifs, par le pouvoir sur l'autre et par une intentionnalité dans l'acte différent¹³¹. Ne pas prendre en compte ces critères fondamentaux comme indicateurs aboutit à des résultats tendant à la symétrie dans les enquêtes de population, puisque le conflit et la violence ne sont pas dissociés, les actes violents sont comptabilisés hors de tout contexte et vidés de leur signification¹³².

130. E. Mélan, *Violences conjugales et regard sur les femmes. Qu'apporte une définition basée sur une construction genrée des victimes ? Champs pénal*, vol. XIV, 2017, p. 7.

131. Simon Lapierre et Isabelle Côté, La Typologie de la violence conjugale de Johnson : quand une contribution pro-féministe risque d'être récupérée par le discours masculiniste et antiféministe, *Intervention*, Québec, 2014, n° 114, p. 71.

132. Afin d'éviter ce type d'écueil, Emmanuelle Mélan, dans la tradition de Prud'homme (2004), propose d'intégrer ces 4 critères dans un outil qualitatif complémentaire au CTC. E. Mélan, *Violences conjugales et regard sur les femmes. Qu'apporte une définition basée sur une construction genrée des victimes ? Champs pénal*, vol. XIV, 2017, p.4, paragraphe 20. Voir notamment, au sujet de la décontextualisation des actes violents, l'article de P.-G. Prigent, Les mécanismes de violence masculine contre les mères séparées et leurs enfants, *Chronique Féministe*, n°116, juillet/décembre 2015, p. 11-14.

L'intention de contrôle apporte un bénéfice supérieur au passage à l'acte violent pour l'agresseur. Le bénéfice lors du conflit est circonscrit au thème du conflit, alors que celui du terrorisme intime est de l'ordre du contrôle total de la victime et que celui de la résistance violente est de la défense et de la survie. Comme la résistance violente n'aboutit en général qu'à une augmentation de la violence et de la peur, et non à son intention de tentative de se défendre et de rétablir l'équilibre, le bénéfice de la victime au passage à l'acte est bien moindre que celui de l'agresseur, qui instaure sa domination à chaque acte violent¹³³. Ce qui explique pourquoi l'acte violent est plus répétitif et provoque davantage de dégâts quand il émane d'un agresseur instaurant un processus de domination. C'est donc en toute logique que ce type de violence se retrouve le plus souvent dans les services spécialisés et devant la justice.

Les dangers dans l'interprétation de la typologie de Johnson

Le danger de cette typologie tient à ce que le terrorisme intime peut être assimilé, à tort, aux violences conjugales toutes entières, reléguant tous les cas où les deux partenaires font preuve d'une certaine violence à des situations conflictuelles. Le terrorisme intime étant par ailleurs décrit comme peu fréquent dans la population, on pourrait être tenté de retourner à une vision des violences conjugales comme étant un phénomène rare et isolé dans notre société. Si on soustrait de l'équation les situations où la résistance violente donne l'illusion d'une symétrie dans la relation, et que l'on s'en tient aux cas extrêmes d'hommes clairement identifiés comme agresseurs et de femmes correspondant au profil de la femme battue, même dans les situations de prise en charge par les services spécialisés le terrorisme intime risque de passer pour minoritaire. **Plusieurs situations de terrorisme intime peuvent être comprises comme des situations conflictuelles, voire de violences mutuelles. Les mesures mises en place risquent alors de déresponsabiliser les hommes auteurs et d'accabler les femmes victimes, les institutions et services justifiant les violences de l'agresseur par le comportement inadéquat, voire violent de la victime.** « À cet égard, plusieurs études ont démontré que les intervenant·e·s, notamment dans le champ de la protection de l'enfance, ont tendance à minimiser la violence exercée par les hommes à l'endroit de leur conjointe, les définissant souvent comme des chicanes ou des conflits »¹³⁴. En conséquence, le discours sur la symétrie de la violence s'en trouve renforcé.

Les dangers d'une dérive de l'interprétation de cet outil apparaissent dans le discours du coordinateur du *FJC* du Limbourg, M. Dries Wijkman, dont les équipes travaillent avec la typologie de Johnson pour déterminer le type de situation qui correspond à l'affaire prise en charge. Spontanément, M. Wijkman ne parlera que de « terrorisme intime » et de « violence situationnelle de couple », oubliant la résistance violente. Il expliquera en outre que le terrorisme intime est minoritaire. Or, le *FJC* du Limbourg travaille principalement selon la méthode de l'approche en chaîne, sur les situations les plus dangereuses et complexes, représentant un haut risque. Typiquement là où Johnson place la majorité des cas de terrorisme intime :

*« Oui, intimate terrorism, situational partner violence etc. We try to use it to see what kind of perpetrator we have, what kinds of situation do we have. We see a minority of intimate terrorism, but we have those files and... Our approach is made on the typology. (...) Intimate terrorism ? It's difficult to say a number, but the majority is not intimate partner violence, it's more situational partner violence, not intimate terrorism but situational partner violence. But I don't really have numbers at this time. What we see in most cases that it's a process within a system, that it's sometimes mutual violence, not always, because of the fact that there is a lot of problems, and so on so. I think the majority are those kinds of cases when I talk to the case managers »*¹³⁵.

133. Au sujet du « bénéfice » à retirer de la violence, voir E. Mélan, *Violences conjugales et regard sur les femmes. Qu'apporte une définition basée sur une construction genrée des victimes ?*, *Champs pénal*, Vol. XIV, 2017, p. 6-7.

134. Simon Lapierre et Isabelle Côté, *La Typologie de la violence conjugale de Johnson (...)*, *op.cit.*, p. 73.

135. « Oui, terrorisme intime, violence situationnelle de partenaires, etc. Nous essayons de l'utiliser pour voir quel type d'auteur nous avons, quel genre de situation avons-nous ? Nous voyons une minorité de terrorisme intime, mais nous avons ces fichiers et... Notre approche est basée sur la typologie. (...) *Terrorisme intime ? Il est difficile de dire un chiffre, mais la majorité n'est pas un terrorisme intime mais une violence de partenaire situationnelle. Mais je n'ai pas vraiment de chiffres pour le moment. Ce que nous voyons dans la plupart des cas, c'est un processus à l'intérieur d'un système, une violence parfois mutuelle, pas toujours, à cause du fait qu'il y a beaucoup de problèmes, etc. Je pense que la majorité sont ce genre de cas quand je parle aux gestionnaires de cas* ».

Selon lui, la majorité du temps, les situations ne sont pas « si simples » (comme dans le terrorisme intime), démontrant par là-même qu'il résume le terrorisme intime à un agresseur type « *serial killer* » et une victime prostrée qui cadre avec le profil de « la femme battue ». Mais si la notion de terrorisme intime est comprise dans sa complexité, et que l'on connaît les stratégies de justification utilisées par les agresseurs, on comprend que le mécanisme du « terrorisme intime » peut être diffus et caché¹³⁶. **La victime peut avoir elle-même des réactions violentes, sans pour autant que cela remette en question le processus de contrôle à l'œuvre dans le chef de l'agresseur.** Il ne sera pas forcément facile de mettre à jour ce processus¹³⁷. Quand la question est posée de la résistance violente, M. Wijkmans répondra que l'équipe écoute l'histoire de l'auteur, de la victime, qu'il peut y avoir quelqu'un qui se défend, « *But it's not always, it's mostly not that black & white, mostly in a grey area*¹³⁸ ». Identifier un processus de contrôle n'est pas toujours si simple que cela, les situations dans lesquelles il est à l'œuvre ne se résument pas à des situations en « noir et blanc ». La compréhension simplificatrice des différents types de violences décrits dans la typologie de Johnson aboutit à une vision contraire à celle exposée par Johnson lui-même : alors que seuls les cas les plus graves sont pris en charge, la situation conflictuelle est perçue comme majoritaire.

M. Wijkmans parle en outre de « violences mutuelles » pour décrire une attitude violente de la part des deux partenaires. Johnson évoque l'existence de situations de « violences mutuelles de contrôle » en 2008, mais souligne qu'elles sont rares et en général cachent plutôt des situations de terrorisme intime où la résistance violente est la réponse de la victime. Dans les statistiques françaises, selon le rapport de 2017, 16 hommes sont morts de violences conjugales avec pour auteure une femme. Mais sur les 16 victimes masculines tuées par une femme, 11 avaient commis des violences antérieures sur sa partenaire, soit 69 % des cas¹³⁹ ! Résistance violente ou violences mutuelles ? La femme n'est pas toujours passive face à la violence. Mais cette violence n'a pas le même but : elle n'est pas une agression mais une riposte, un moyen de défense. Il peut également arriver, dans de rares cas, que la violence dans les relations intimes soient intégrées par la femme comme inévitables, la poussant à adopter une attitude dominante violente. Si la violence est intrinsèque à toute relation, et que le choix est « être dominée ou dominer », alors autant choisir de dominer. Ce type de réponse peut apparaître pour des femmes ayant déjà expérimenté la violence auparavant, et constitue une suradaptation à la violence induite par un fait (inceste, viol, maltraitance...) ou une relation antérieure. **Dans les deux cas, c'est bien le fait d'être femme dans une société qui autorise la domination de l'homme et n'admet pas la violence féminine, même pour se défendre, qui est à l'origine de la situation.**

Interpréter erronément la typologie de Johnson selon une vision des violences comme étant la résultante majoritairement de conflits interpersonnels entraînant des violences mutuelles, dans un cadre pourtant traitant principalement de violences physiques graves (l'approche en chaîne), n'est pas en inadéquation avec le « *Pack* » FJC, mais bien avec la Convention d'Istanbul. Or l'influence d'une vision symétrique dans les relations tente de gagner les discours notamment à destination du Collège des Procureurs généraux, qui déterminent les orientations de la politique criminelle. Il est d'autant plus nécessaire de veiller à une bonne compréhension de la violence conjugale et de la violence intrafamiliale au sein des futurs FJC.

136. Pour connaître les stratégies de justification des agresseurs : Potvin P., Ayotte R., Tremblay D., Prud'homme D, *La légitimité du pouvoir chez les conjoints dominants : une étude exploratoire des stratégies de justification du modèle du Processus de Domination Conjugale*, Trois-Rivières, 2007.

137. Pour bien cerner les stéréotypes et la reproduction de l'idéologie dominante inscrite au cœur même de la société qui rendent le PDC difficile à mettre à jour, les enjeux et les effets de la construction sociale sexiste sur les violences entre partenaires, voir l'article d'E. Mélan, *Violences conjugales et regard sur les femmes (...)*, *op. cit.*

138. « Mais pas toujours. Ce n'est généralement pas tout blanc tout noir, c'est plus souvent dans une zone grise ».

139. Étude nationale sur les morts violentes au sein du couple. Année 2017 », ministère de l'Intérieur, délégation aux victimes.

La tendance à la légitimation de la symétrie des violences en politique criminelle

Charlotte Vanneste, directrice de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie (IENCC) et Maître de recherche à l'université de Liège, contribue à la diffusion du discours sur la symétrie des violences entre les femmes et les hommes dans le milieu judiciaire. Elle affirme ainsi qu'il existerait « *un certain consensus dans les travaux les plus récents* » sur le fait que les cas de terrorisme intime sont plus rares que les violences situationnelles¹⁴⁰. Pourtant, quantité d'études scientifiques dénoncent l'usage de grilles d'analyses trop réductrices des violences, ne permettant pas de faire correctement la différence entre ces deux catégories et aboutissant à une vision de la majorité des violences comme de simples conflits ou violences mutuelles. Le sujet est polémique. La pertinence du discours féministe est sans cesse remise en question par des auteur·es qui considèrent cette perspective comme idéologique et sans fondement scientifique, pas par manque de littérature contradictoire. Être neutre, non idéologique, est un fantasme, tout le monde ayant de présupposés et des convictions dans le domaine. Avoir un discours correspondant à l'idéologie dominante n'est pas plus neutre que d'avoir un discours allant à contre-sens, et ne détermine en rien sa qualité scientifique. Et comme le soulignent J.-L. Simoens, A. Delépine et R. Herla, « *Dans le domaine de la violence conjugale, un positionnement soi-disant neutre est en fait un positionnement du côté des dominants* »¹⁴¹.

Dans un dossier de la revue « champ pénal », les chercheuses Fabienne Glowacz et Charlotte Vanneste estiment que la lecture des féministes subirait un « effet de distorsion » dans leur « simplification de la problématique », du fait qu'elles voient les violences au seul prisme de la question du genre¹⁴². Ce qui trahit dans leur chef une vision « exclusive » et non « inclusive » de la réalité. **Admettre la dimension de genre, lire les situations au travers d'elle, n'est pas contradictoire avec le fait d'admettre les dimensions systémiques et interpersonnelles en jeu.** Le fait de saisir un tableau dans sa globalité n'efface pas les particularités de chaque détail. Et inversement, le fait de se centrer sur les particularités n'enlève en rien le sens global du tableau. Il n'y a aucune simplification dans le fait d'utiliser le prisme de la dimension des relations sociales entre les sexes, qui n'entre nullement en collusion avec sa dimension plus psychologique au sein des relations. La distorsion ne consiste pas à déceler le contrôle coercitif à l'œuvre dans la majorité de cas qui parviennent devant les services spécialisés ou de répression, elle consiste à ne le percevoir qu'en présence d'un agresseur caricatural et d'une femme soumise. Distorsion qui exclut trop rapidement les cas où les actes et paroles d'humiliation et de contrôle sont plus sournois, cloisonnant les rôles dans des positions asymétriques plus difficilement identifiables. La simplification de la problématique pourrait être de tout analyser en termes de conflits ou de violences mutuelles, plaçant les protagonistes dans des rôles qui ne sont pas remis en question au regard des construits culturels qui guident les comportements et attitudes attendus socialement.

140. « Une distinction majeure semble faire consensus dans les travaux les plus récents entre les situations de « terrorisme intime », qui seraient en réalité plus rares, et les situations de « violence situationnelle », les plus courantes, résultant d'interactions qui dégénèrent et non d'un processus de domination comme ce l'est dans le premier cas. Le problème est alors que c'est bien le modèle du « terrorisme intime » que les gens ont à l'esprit quand il est question de violences conjugales – image d'ailleurs fortement relayée dans les campagnes de prévention – et que c'est ce même modèle qui fonde les politiques gouvernementales, passant sous silence l'existence de la violence situationnelle pourtant bien plus fréquente dans la population. Si l'intervention judiciaire semble devoir s'imposer en cas de terrorisme conjugal, par contre la nécessité d'une intervention judiciaire est mise en question pour la masse importante de violences situationnelles auxquelles des réponses externes au judiciaire seraient plus adéquates. » Seules deux types de violences sont retenues. C. Vanneste, la politique criminelle (...), *op. cit.*, p. 121.

141. J.-L. Simoens, A. Delépine et R. Herla, *Avantages et limites d'une classification : l'exemple des violences conjugales*, publication du CVFE, novembre 2017, p. 3.

142. Fabienne Glowacz et Charlotte Vanneste, *Violences conjugales et justice pénale : un couple à problèmes ?*, *Champ Pénal*, vol. XIV, 2017., par.25 : « L'impact du féminisme, et son potentiel prometteur en termes de changement social, est rendu manifeste dans les analyses proposées, ceci tant au niveau de la mise en place d'une politique d'ensemble au niveau national que dans le déploiement de modes d'intervention spécifiques. Mais, parallèlement, cette image est d'emblée modulée par la mise en évidence de nombreux effets de distorsion résultant de la profonde sexuation de la problématique inhérente à ce paradigme. Ces effets de distorsion ressortent clairement tant de résultats d'enquête auprès de jeunes filles et garçons, que d'une analyse du traitement médiatique de l'homicide conjugal ou encore de l'interprétation de certaines données statistiques. Au niveau de la définition de la problématique de la violence conjugale et de ses rapports à la question du genre, le constat est donc également celui d'une nécessaire complexification. »

Rester dépendant de la vision de la femme victime soumise et lui retirer le droit à la résistance violente, en assimilant cette violence de défense ou de réaction à celle de l'agression, c'est l'enfermer dans son rôle ancestral de soumission tout en la responsabilisant pour son *empowerment*.

Selon les auteures, F. Glowacz et C. Vanneste « *Ces effets de distorsion (de la lecture féministe) ressortent clairement tant de résultats d'enquête auprès de jeunes filles et garçons, que d'une analyse du traitement médiatique de l'homicide conjugal ou encore de l'interprétation de certaines données statistiques*¹⁴³ ». Ces résultats et analyses sont le fait d'une interprétation hâtive des violences, qui ne tient compte ni de l'intensité, ni de la répétition, ni du pouvoir sur l'autre, ni de l'intentionnalité¹⁴⁴.

La violence y est vidée de sa substance et de ses caractéristiques, sans distinction possible avec le conflit. On observe le même mécanisme à l'œuvre dans la « distorsion » de la lecture de la typologie de Johnson, limitant le « terrorisme intime » aux cas extrêmes et effaçant par un tour de passe-passe la possible riposte pour l'assimiler statistiquement aux conflits impliquant des violences mutuelles. La vision des relations symétriques dans la majorité des cas de violences entre partenaires demande une « *nécessaire complexification* » de la typologie de Johnson, ainsi qu'une meilleure compréhension « *de la problématique de la violence conjugale et de ses rapports à la question du genre* »¹⁴⁵, effectivement.

Le danger d'une interprétation erronée de la typologie de Johnson, ou des outils purement quantitatifs d'évaluation des violences, réside dans l'utilisation de ces instruments pour mesurer les risques et pour adapter les réponses à apporter aussi bien à la victime qu'à l'auteur. Dans le cadre de la violence situationnelle, qui est de l'ordre du conflit, la réponse judiciaire n'est pas forcément la plus adaptée, et les modes alternatifs de résolution de conflits sont envisagés. Comment évaluer la situation pour interdire la médiation en cas de processus de contrôle coercitif ou de domination conjugale, si les instruments d'évaluations ne permettent pas d'établir clairement la différence ?

Implications devant les tribunaux et dans les FJC

Il est essentiel de différencier convenablement le conflit de la violence, puisque les deux nécessitent des réponses différenciées. Les situations qui arrivent le plus fréquemment devant la Justice sont des situations de violence conjugales ou intrafamiliales. Les simples conflits se règlent en général en dehors des Tribunaux, mais il peut arriver qu'ils dégénèrent au point de devoir avoir recours à la Justice¹⁴⁶. Afin de différencier ces types de violences, et de proposer des moyens d'action en adéquation avec la situation, il est nécessaire que la justice se focalise sur l'existence d'un processus de contrôle et non sur des actes isolés. Le plus souvent, c'est un faisceau d'indices qui pourra démontrer l'existence de ce processus : des paroles humiliantes répétées, des actes de contrôle sans gravité pris isolément mais importants une fois cumulés, le ton menaçant ou culpabilisant utilisé constamment dans le langage, etc. Des faits qui, isolément, ne déterminent pas un degré de gravité important, mais qui se superposent les uns aux autres comme autant de pièces d'un puzzle et instaurent un climat de peur et de contrôle.

143. *Id.*

144. Voir E. Mélan, *Violences conjugales et regard sur les femmes. Qu'apporte une définition basée sur une construction genrée des victimes ?*, *Champs pénal*, Vol. XIV, 2017 ; P.-G. Prigent, *Les mécanismes de violence masculine contre les mères séparées et leurs enfants*, *Chronique Féministe*, n° 116, juillet/décembre 2015, p. 11-14 ; P. Romito, *Les violences conjugales post-séparation et le devenir des femmes et des enfants*, *La revue internationale de l'éducation familiale*, L'Harmattan, 2011/1, n° 29, p. 89.

145. Fabienne Glowacz et Charlotte Vanneste, *Violences (...)*, *op.cit.*

146. Johnson Michael P., *Conflict and control : Gender symmetry and asymmetry in domestic violence*, *Violence Against Women*, 12 (11), 2006, p. 1-16.

L'existence du PDC ne pourra être décelée si l'on s'en tient à la violence physique seule, en fonction de son degré de gravité. Ce qui implique la reconnaissance de la violence verbale, psychologique et économique comme des violences intégrées au processus, se cumulant et se renforçant les unes les autres jusqu'à contraindre la victime sans nécessaire passage à l'acte physique violent. Là se situe la question de la preuve en Justice. Tant que le droit pénal, les Tribunaux (civils comme pénaux) et la police se concentreront sur des actes physiques considérés isolément, il sera difficile, voire impossible, d'établir un quelconque processus de contrôle permettant l'identification claire de violence. À ce titre, la notion de « contrôle coercitif » développée par Stark est intéressante, puisqu'elle amène à ne pas s'attarder uniquement aux gestes de violences. Le contrôle coercitif est avant tout psychologique, même s'il peut comporter des violences physiques. Il s'articule autour de deux formes de stratégies principales : la coercition, qui comprend l'agression, l'intimidation, le harcèlement, les menaces, l'humiliation ; et le contrôle, qui englobe l'isolement, la privation, l'indifférence, l'exploitation, l'imposition de règles et l'utilisation des enfants¹⁴⁷.

Les équipes interdisciplinaires qui seront en place dans les futurs FJC doivent être vigilantes à cet égard, et chercher à déceler les PDC au travers de l'historique de la relation entre les partenaires. Si celui-ci est jalonné de faits et paroles ne révélant pas une violence grave pris isolément, mais dont la répétition est significative, elles pourront attirer l'attention des services de Police et de Justice de la présence soupçonnée d'un processus de contrôle coercitif et le démontrer. Le faisceau de preuves pourrait alors être pris en considération, permettant aux services répressifs de lire les actes de l'auteur dans leur globalité, et non séquence par séquence. La pertinence du degré de dangerosité et des risques d'escalade sera ainsi renforcée, la situation mieux cernée et les réponses mieux ciblées.

147. Stark, E, Une re-présentation des femmes battues. Contrôle coercitif et défense de la liberté, dans M. Rinfret-Raynor, E. Lesieux, M.-M. Cousineau, S. Gauthier et E. Harper (sous le dir.), *Violences envers les femmes : Réalités complexes et nouveaux enjeux dans un monde en transformation*, Presses Universitaires du Québec, Québec, 2013, p. 33-52.

LES MOYENS D' ACTIONS

L'USAGE DE LA MÉDIATION

La grille de lecture des violences aura un impact fondamental sur la manière d'envisager le travail avec les victimes et avec les auteurs. La médiation familiale est de plus en plus fréquemment utilisée pour gérer les conflits, notamment dans le cadre de la garde des enfants ou même, comme à Anvers, dans le cadre de mariages forcés. Les *FJC* d'Anvers et du Limbourg peuvent renvoyer les protagonistes d'une affaire vers des organismes spécialisés en médiation. Les victimes de violences conjugales, théoriquement, ne se voient pas proposer de médiation. Mais comme selon M. Wijkmans, la majorité des cas sont identifiés en tant que violences situationnelles, l'usage de la médiation est envisageable dans nombre de situations.

La médiation familiale présuppose la possibilité de la communication et de la négociation en vue de rétablir un lien¹⁴⁸. Possibilité qui n'existe pas dans une relation asymétrique, la négociation nécessitant une forme d'égalité minimum dans la position de pouvoir. Dans le cadre de violences conjugales et/ou intrafamiliales, le quiproquo induit par la reproduction symbolique d'une symétrie idéale dans les relations entre (ex-)partenaires ouvre la porte à de nouvelles violences, à la fois institutionnelles et interpersonnelles, infligées aux victimes. **La médiation est néfaste, dangereuse, pour les victimes de violence conjugale.** Si on confond celle-ci avec un conflit familial, des victimes de violence se retrouvent face à leur agresseur en médiation, toute réelle négociation étant d'avance ruinée par l'asymétrie des positions. La rencontre provoque une situation potentiellement dangereuse et traumatisante pour la victime, et permet à l'agresseur de profiter de ces entrevues pour renforcer son emprise.

Des stratégies de justification sont mobilisées par les hommes violents, qui ont toutes leurs chances de fonctionner dans le cadre d'une médiation, du fait même des principes théoriques et des objectifs généraux de la discipline¹⁴⁹. Le principe de « responsabilité partagée » est contradictoire avec la réalité des violences conjugales et intrafamiliales. Dans cette vision symbolique de symétrie, les accusations de la victime peuvent vite être perçues comme exagérées. Le refus de reconnaître sa propre responsabilité peut être assimilé à « de la mauvaise foi » et à un déficit de la volonté de collaborer, tandis que l'agresseur sera vu comme coopérant. Il justifiera de ses actes en parlant lui aussi d'exagération et de la responsabilité de l'autre, discours correspondant aux attendus disciplinaires. Le principe de la neutralité thérapeutique joue dans le même sens, puisque l'agresseur ne demande qu'une adhésion à ses justifications tandis que la victime cherche aide et soutien, passant pour une hystérique si elle se met en colère, hostile et non collaborante si elle se renferme et manipulatrice, accusant l'homme de tous les maux en minimisant son implication si elle tente

148. J. Faget, Médiation et violences conjugales, *Champ Pénal*, Vol. I, 2004. <http://journals.openedition.org/champpenal/50>

149. Pour connaître ces stratégies, voir par exemple Potvin P., Ayotte R., Tremblay D., Prud'homme D., *La légitimité du pouvoir chez les conjoints dominants : une étude exploratoire des stratégies de justification du modèle du Processus de Domination Conjugale*, Trois-Rivières, 2007 et P.-G. Prigent, Les mécanismes de violence masculine contre les mères séparées et leurs enfants, *Chronique Féministe*, n° 116, juillet/décembre 2015, p. 11-14.

de dire la vérité. Dans le cadre de conflits concernant la garde des enfants, un des objectifs de la médiation est d'aboutir à une co-parentalité constructive dans l'intérêt des enfants, « *quelle que soit l'histoire de leur couple* ». Nécessitant l'oubli du passé pour se concentrer sur le présent et le futur, cet objectif implique que toute allusion aux violences vécues pourra être interprétée comme de la rancœur ou de la vengeance, niant par là-même que le processus des violences ne s'arrête pas avec la séparation des partenaires¹⁵⁰.

Même quand elle n'est pas obligatoire, la médiation pose problème. Dans la médiation pénale comme familiale, le Juge et les intervenants judiciaires ont une position de pouvoir, la relation est asymétrique. Quand ils « proposent », les victimes comme les auteurs n'ont pas vraiment le sentiment d'avoir le choix. Aussi la distinction entre « proposer » et « imposer » en justice est-elle complexe. La règle éthique du consentement ne peut se penser qu'à travers ce malentendu¹⁵¹. L'incompréhension, la peur du magistrat et le double assujettissement à l'agresseur et au juge, représentants le pouvoir, marquent le parcours des victimes en justice. Prises dans un dispositif résolument contemporain de « contrat » ou de « projet », devant faire preuve d'*empowerment* mais sans agressivité ni colère, la victime stigmatisée par le système doit adopter une attitude de semblant afin de répondre aux attentes du Juge. La stratégie du conformisme et du profil bas est attendue, aussi refuser une médiation proposée par la Justice est quasi impossible¹⁵². Où se situe le choix ? L'image de soi démolie, ou tout du moins abîmée, ajoutée à l'asymétrie de la relation Justice-Victime, rend tout processus de négociation largement compromis, voire impossible. Tandis que l'agresseur acceptera la médiation, y trouvant un nouveau moyen d'asseoir son emprise, la victime ne pourra pas vraiment refuser, le risque de se faire juger comme étant « de mauvaise volonté » agissant comme une épée de Damoclès au-dessus de sa tête.

La question de l'asymétrie dans les relations est d'autant plus pertinente à prendre en compte dans le cas de médiations impliquant des enfants. Cette problématique nécessiterait de nouvelles recherches et un sérieux travail de déconstruction des stéréotypes et préjugés qui président actuellement à leur prise en charge. L'aborder ici serait trop complexe, le sujet est trop vaste et trop important. Pourtant il est essentiel que les pouvoirs publics se penchent sur une réelle évaluation du rôle et des méthodes utilisées au sein des services spécialisés, mais aussi des Tribunaux de la Famille et des Tribunaux de la Jeunesse. L'idéologie dominante liée aux construits sociaux des notions complexes de « famille » et de « l'intérêt de l'enfant » devrait être interrogée dans le cadre des violences. La double violence, institutionnelle et interpersonnelle, à laquelle on soumet bien trop souvent les enfants en les plaçant dans une situation de confrontation ou de médiation avec leur agresseur, même en cas d'accusation d'inceste, de violences physiques, psychologiques ou sexuelles, doit être étudiée d'urgence. Il est primordial de garantir enfin la sécurité des enfants dans le cadre des violences conjugales et intrafamiliales et d'y éviter tout recours à la médiation tant que l'enfant ne le demande pas, volontairement, et tant que la situation n'est pas parfaitement sécurisée.

Par ailleurs, « *les avantages de la médiation par rapport au recours juridique (avocats, procès, etc.) n'ont jamais été démontrés. Les résultats d'une analyse effectuée par l'American Psychological Association, montrent que, à moyen ou long terme, les rapports entre ex-conjoints ayant entrepris une médiation ne sont pas moins conflictuels que les autres, les accords concernant les enfants ne sont pas mieux respectés et c'est dans les mêmes proportions que les divorcés recomparaissent au tribunal pour que soient modifiés les accords précédents* »¹⁵³.

150. Patrizia Romito développe tous ces points dans un article consacré aux violences post-séparations. P. Romito, Les violences conjugales post-séparation et le devenir des femmes et des enfants, l'Harmattan, *La revue internationale de l'éducation familiale*, n° 29, 2011/1, p. 87-105.

151. M.S. Devresse, Justice négociée et usage des drogues. L'éthique de la discussion à l'épreuve du pénal, *Éthique publique*, vol. 5, n° 2, 2013.

152. *Idem*

153. P. Romito, *Les violences conjugales (...), op.cit.*, p. 101.

En conséquence, il est nécessaire d'éviter toute médiation dans le cas de processus de domination, et de partir de l'*apriori* qu'il y a de fortes chances que la situation présente une composante de ce type de violences. Même en cas de situation conflictuelle, la médiation ne doit pas être ni imposée, ni proposée dans le cadre de la Justice, où la relation Juge-(ex-)partenaires-enfants est de toute manière asymétrique, ne permettant pas un consentement clairement volontaire. Lorsque les services de soutien aux victimes se sont absolument assurés que la volonté des deux parties est non-contrainte d'une quelconque manière, il faudra veiller à confier la médiation à des professionnel-le-s compétents et formés sérieusement non seulement à la psychologie, à la médiation mais encore à la grille de lecture selon les rapports sociaux de sexes.

LES MOYENS D' ACTIONS CONCERNANT LES AUTEURS

Les équipes interdisciplinaires qui collaborent au sein des *FJC* peuvent intégrer les services chargés de l'accompagnement des auteurs, sans que cela soit obligatoire¹⁵⁴. Tout dépend des objectifs que les futurs *FJC* se fixeront et, en fonction de ces objectifs, de la forme qu'ils leur donneront. Travailler en interdisciplinarité avec les services répressifs et les services spécialisés dans l'accompagnement des auteurs ne signifie pas que les auteurs viendront dans les locaux du *FJC*, ce qui serait totalement inadéquat, les victimes ne pouvant se sentir en confiance et en sécurité si elles sont amenées à rencontrer des auteurs sur les lieux de leur soutien. Chaque service garde, en parallèle du guichet unique, son espace de travail au sein de ses propres locaux. Cela signifie simplement que l'échange d'informations et la prise de décision sur le plan d'action à mettre en place dans certaines situations pourront se faire de concert, en co-responsabilité. La protection de la victime, par exemple par l'ouverture ou la réouverture d'un dossier au sein du Parquet, ainsi que la décision d'obliger l'auteur à un accompagnement par les services spécialisés, pourrait bénéficier d'une meilleure considération des intérêts de la victime dans ce système. Le sentiment d'impunité pourrait être contré plus efficacement, en associant plus tôt et plus vite les services adéquats.

Pour que cela fonctionne, il faut apporter une attention toute particulière à ce que l'équipe reste centrée sur la(les) victime(s). Afin d'éviter le risque de glissement du centre d'attention vers l'auteur, il est nécessaire que les services répressifs et les services d'accompagnement des auteurs occupent des places identiques aux autres services dans l'équipe, leur influence sur les décisions prises en commun ne pouvant être supérieure à celle des autres membres. Les services s'occupant du soutien aux victimes doivent être les plus nombreux, et de préférence largement, et constituer la base de l'équipe, afin de garantir la stabilité de la mission principale des *FJC* : le soutien et la protection aux victimes.

La constatation que les peines d'emprisonnement lourdes ne fonctionnent pas ne justifie pas d'éviter le recours à la Justice à tout prix, ni même l'incarcération quand aucune autre solution pour protéger la victime n'est possible. L'intérêt de l'auteur ne doit pas prévaloir sur celui de la victime. Si la réponse répressive n'est pas la réponse à tout, on ne peut cependant l'exclure totalement. Elle reste un moyen de contraindre l'auteur, de protéger la victime mais aussi de réparer le sentiment d'injustice prégnant non seulement chez les victimes, mais dans la population en général, voire dans le corps de la magistrature et des avocat-e-s. Mais elle doit être accompagnée par d'autres réponses, comme l'accompagnement des auteurs et leur responsabilisation. Le Procureur Général Christian de Valkeneer propose le même type de réponse. Il n'exclut pas l'action pénale et l'emprisonnement, tout en soulignant qu'il faudrait vraiment faire en sorte que pratiquement dans tous les cas, il y ait une réaction pénale modulée incluant un suivi psychologique de l'auteur. Il fait remarquer que les programmes d'accompagnement d'auteur sont à développer, leur efficacité étant prouvée : « Même si l'échantillon est petit, les gens qui passent par Praxis sont ceux qui ont la plus faible probabilité de revenir dans le système pour des faits de même statut ».

154. À l'heure actuelle, quasiment tous les *FJC* intègrent cette dimension. L'affiliation récente de *La Maison des Femmes* de Saint-Denis ouvre cependant les perspectives en proposant un modèle axé sur les femmes victimes uniquement, au travers d'un accueil et de services de soutien d'avantage axés sur un soutien social, psychologique et médical.

L'équipe interdisciplinaire pourra également déterminer conjointement si d'autres mesures doivent être mises en place, comme des mesures d'éloignement. Elle veillera à ce que leur mise en œuvre satisfasse entièrement à la protection de la victime. Il en ira d'ailleurs de l'intérêt des membres des services répressifs : si des membres des services de soutien prévenaient d'un risque et que celui-ci n'était pas pris en considération par la Police ou la Justice, c'est auprès de collègues connus et avec qui une relation de confiance a été établie qu'il faudrait en rendre compte. Dans cet ordre d'idée, selon Christian de Valkeneer, la récente circulaire consacrée au système du bracelet électronique représente un type d'initiative à développer. « C'est un bon dispositif dans un processus de lutte contre l'escalade de la violence, là on va donner un bracelet parce que là c'est vraiment une situation qui est en proie à la dégénération ». Cependant il relève que les implications sont lourdes pour les services de polices, qui doivent assurer une disponibilité constante et en tous lieux, lors des déplacements de la victime. Certainement, mais n'est-ce pas déjà le cas avec un appel téléphonique en situation d'urgence ?

L'interdisciplinarité est aussi une occasion de faire preuve de créativité et d'ouvrir la voie à des réponses judiciaires et policières en accord avec l'intérêt des victimes. Il serait intéressant de sortir de la logique du tiers exclus, pour avoir des réponses plus proches d'une réalité complexe et multiforme. La question des criminologues, qui se pose trop souvent en termes de choix entre justice coercitive ou justice réparatrice, pourrait ouvrir la voie à une meilleure intégration des deux et à des réponses plus complexes et plus holistiques incluant divers types de réponses. La volonté de simplifier la tâche des Tribunaux en systématisant la réponse va à l'encontre de l'efficacité de la réponse apportée à la violence conjugale et intrafamiliale. Inclure la possibilité de créer de nouvelles combinaisons de réponses, au « cas par cas », devient possible dans le cadre interdisciplinaire, qui passe par l'intégration d'outils et de pratiques issues d'autres disciplines.

LES CONCEPTS DE *HOPE* ET *EMPOWERMENT* ¹⁵⁵

Le *hope* et l'*empowerment* sont des processus issus de la psychologie positive utilisés dans de nombreuses thérapies brèves notamment, qui englobent les ateliers proposés actuellement au sein des associations visant à l'autonomisation et à l'émancipation des victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales.

Le concept du *Hope* porté par les *FJC* est développé par les recherches du Dr Chan Hellman au Centre de recherche appliquée pour les organisations à but non lucratif de l'Université d'Oklahoma-Tulsa. Il part du postulat que tout individu a envie de réaliser certains objectifs. L'espoir de les réaliser, essentiel pour se mettre en action, est lié à deux composantes : l'autodétermination, soit la capacité ressentie à mener sa vie comme on le souhaite ; et le chemin (« *pathways* », littéralement « voies d'accès »), soit les moyens de créer des stratégies réalistes pour atteindre les objectifs désirés¹⁵⁶.

Le *Hope* consiste essentiellement à permettre aux personnes de se réapproprier du pouvoir sur leur propre vie grâce à la construction d'objectifs concrets et réalistes. Pouvoir se projeter dans l'avenir et établir des projets est essentiel au sentiment de « maîtrise » de sa propre vie, d'être capable de décider du chemin à prendre et d'agir en fonction. Les victimes de violences, souvent dépossédées de leurs propres habiletés à agir sur leur vie par les échecs répétés à arrêter la violence et la dégradation de la confiance en soi et de l'estime de soi, sont ainsi soutenues dans la réappropriation de leurs capacités à réaliser des objectifs et à décider de leur vie. Lors de l'établissement des objectifs, on veillera à ce que la personne identifie les obstacles éventuels et pense à comment les contourner/surmonter. Enfin, il est nécessaire d'encourager la personne en lui rappelant ce qui l'attend si elle parvient à réaliser cet objectif (le bénéfice), la réappropriation de la motivation à agir étant essentielle.

155. Pour en savoir davantage sur ces notions, telles que développées dans les *FJC* étasuniens, voir Hellman, C., et Feeley, J., *Hope and Resilience*, University of Oklahoma, Tulsa, USA, 2015.

156. Pascale Franck et Davy Simons, *Dromen, denken, doen. Een praktijkhandboek over ketenaanpak intrafamilial geweld en het family justice center*, Politeia, Brussel, 2017.

L'Empowerment est un processus dans lequel l'outil du *hope* peut être intégré. Il est également issu de l'approche de la psychologie positive, qui a voulu se pencher sur les forces de chaque individu, celles sur lesquelles il peut compter pour retrouver une vie non seulement vivable, mais épanouissante. Développé pour contrer les inégalités sociales, **l'empowerment vise à permettre aux femmes victimes de violences conjugales « d'avoir plus de pouvoir d'action et de décision, plus d'influence sur leur environnement et leur vie »**¹⁵⁷. Pour cela, la méthode va se centrer sur les ressources internes de l'individu, lui permettant de les (re) découvrir, de se les réapproprier et de les exploiter pour créer son propre chemin. Pour explorer ses propres ressources et reprendre confiance en soi, de nombreux ateliers sont proposés au travers des associations en Fédération Wallonie-Bruxelles, visant ainsi depuis longtemps à l'empowerment des femmes dans un objectif d'émancipation.

Dans les *FJC* d'Anvers et de Paris, des ateliers d'auto-défense et de théâtre sont proposés. « *En apprenant aux femmes à se défendre, les ateliers ont pour objectif de les amener à s'approprier ou se réapproprier la force mentale et physique pour contrer l'agresseur. Puisant ainsi dans leurs capacités, très souvent largement insoupçonnées ou interdites, elles sont remises comme actrices dans leur rapport à l'autre* »¹⁵⁸. La confiance en soi est renforcée par cette affirmation de soi, mais aussi dans le partage avec le groupe qui suit l'atelier. Les ateliers théâtre sont eux l'occasion de se réapproprier l'espace public, d'exprimer des émotions interdites, de crier la colère qu'on a dû cacher et réprimer face à la violence, etc. Faire voir son corps et entendre sa voix, se réapproprier un espace et s'affirmer dans le rapport à l'autre au travers de la relation aux autres acteurs, a des effets porteurs bien au-delà de la scène de théâtre.

La restauration de l'autonomie et de l'estime de soi sont complémentaires des soins psychologiques. Le soutien à l'émancipation des femmes victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales est essentiel. Les *FJC* peuvent renvoyer vers les associations travaillant déjà depuis de nombreuses années ce type d'ateliers, ou éventuellement proposer aux associations de donner leurs ateliers au sein du *FJC*, si toutefois elles sont rémunérées pour le faire.

157. E. Mélan, *Violences conjugales (...), op. cit.*

FAMILLE, ORDRE SOCIAL ET JUSTICE

« *FAMILY JUSTICE CENTER* » : UN NOM QUI ASSURE LE *LEITBILD* DOMINANT DE LA FAMILLE, MÊME AU-DELÀ DE LA SÉPARATION

Ce rapport met en évidence que la Justice, si elle est un élément essentiel de la collaboration interdisciplinaire des *FJC*, n'en est pas pour autant l'essence même. En ce sens, le nom de « Family Justice center » ne reflète pas la réalité des possibilités offertes par le modèle, ni une approche des plus efficace pour inciter les victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales à faire appel en toute confiance aux services du guichet unique. **Mais au-delà de ces constats, l'association des termes de « Justice » et de « Famille » soulève certaines questions. La « Famille » est singulièrement au centre des *FJC*, peut-être d'avantage que la victime.** Citée quantité de fois dans le rapport officiel de la Belgique à l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul, elle semble être au cœur des préoccupations. Les violences conjugales et intrafamiliales sont parfois qualifiées de « conflits familiaux », reflétant une confusion dangereuse dans la lecture des violences et dans les moyens à mettre en œuvre pour les traiter. La volonté de ramener la paix dans les familles transparaît dans différents textes abordant le modèle tel que conçu en Flandre. L'essentialisation des méthodes à une approche systémique, qui justifie de prendre en considération les différents acteurs de la situation pour la comprendre dans son ensemble, semble induire une perception spécifique et idéelle de ce que doit être une famille et de la nécessité de s'y conformer, même au-delà de la séparation.

Le fait de placer la famille au centre des objectifs des guichets uniques, dans le cadre des violences conjugales et intrafamiliales, demande un certain recul réflexif sur nos propres présupposés et convictions en termes de famille. Si on demandait aujourd'hui à des personnes lambdas ce que c'est qu'être « un bon père » ou « une bonne mère », on pourrait être surpris.e.s des différences notoires dans la conception de ce que ces personnes pensent comme souhaitable et ce qu'elles perçoivent que la société exige. On pourrait aussi mesurer la distance entre ce qu'une jeune génération, celle des 19-25 ans, qui est en pleine construction de ses propres modes de « faire famille » et de parentalité, pense qu'il serait bon pour elle et ce que les générations antérieures perçoivent comme bon. Et cette différence explique pourquoi il est difficile de faire famille selon ce qu'on perçoit comme pertinent quand on vit dans une société mise en place par d'autres, où tout est conçu en fonction des représentations antérieures dominantes, dont on est les héritiers.

C'est cette expérience qu'on mené des sociologues allemands, élaborant ainsi le concept de « *leitbild* » dans leurs recherches sur les raisons de la persistance de certains comportements en lien avec la parentalité et la manière de « faire famille », alors que de nombreux changements s'observent dans ce cadre depuis les années 1960¹⁵⁹.

158. *Id.*

159. D. Lück, V. Česnuitytė et E. D. Widmer, *Cultural Conceptions of Family as Inhibitors of Change in Family Lives: The 'Leitbild' Approach. Family Continuity and Change. Contemporary European Perspectives*, London, Palgrave Macmillan 61, 2016.

Le *leitbild* (*leitbilder* au pluriel) est la représentation que l'on se fait du comportement socialement adéquat à avoir¹⁶⁰. Les chercheurs allemands vont montrer qu'il existe une différence entre ce qu'une personne pense qu'il serait adéquat de faire (le *leitbild* personnel) et ce qu'elle pense que la société en générale conçoit qu'il serait adéquat de faire (le *leitbild* dominant). Ce qui structure la société, c'est l'héritage des générations antérieures, constituant un *leitbild* culturel dominant entraînant des difficultés pour la jeune génération à créer autre chose. Parce que la société a été conçue en fonction des représentations de ces générations antérieures, elle offre des structures y répondant, qui obligent les jeunes générations à s'y adapter. Et parce qu'il n'est pas si facile que cela de se détacher de l'influence du construit culturel dans lequel on a grandi, ce qui entraîne une série de conflits réflexifs et d'hésitations freinant le changement. Ainsi qu'une certaine forme de jugement social et de culpabilisation des individus choisissant des modes de vie en opposition avec les *leitbilder* dominants.

Le *leidbilt* dominant dans le cadre de la famille, c'est le modèle hérité de la famille nucléaire représenté par le papa, la maman et un à trois enfants, bienveillants et s'aimant ; le père assure le « gagne-pain » et le rôle de l'autorité éclairée, de « chef de famille », tandis que la mère est garante de l'amour, des soins et du bien-être familial. Cette représentation de la famille était si puissante avant les années 1960 qu'elle était perçue comme naturelle et représentait le sommet de la civilisation¹⁶¹. En réalité, elle n'était qu'une « invention historiquement récente »¹⁶². Avec la Loi sur le Divorce et l'action militante féministe visant à l'émancipation des femmes, cette représentation a subi des bouleversements importants au point qu'il est difficile aujourd'hui de définir ce qu'est « la famille » et « ce qui fait le lien familial ». De nouvelles façon de faire famille se sont inventées à profusion : familles recomposée, mères célibataires ou séparées, couples homosexuels avec ou sans enfants, polyamour, couples hétérosexuels sans enfants, partenaires intimes avec ou sans enfants ne cohabitant pas, cohabitants sans être partenaires intimes, etc. Des changements qu'on aurait pu supposer, à l'instar de Bourdieu, comme sonnant le glas de la famille nucléaire dite « bourgeoise ». Mais malgré la diversité des modes familiaux actuels, on peut constater une certaine continuité de comportements entre les jeunes générations et celles précédentes. **Le modèle de la famille nucléaire persiste dans l'idéal, même s'il ne constitue plus la réalité. Et il persiste au-delà de la séparation et du divorce, dans le concept de la « coparentalité ». Même si cette coparentalité égalitaire n'existait pas auparavant dans le couple, même si violence il y a, les partenaires une fois séparés se voient contraints par la société et, le cas échéant, par la Justice et la médiation, d'en revenir à la raison et de correspondre au *leibild* dominant.**

LES IMPLICATIONS DU *LEITBILD* DE LA FAMILLE EN CAS DE SÉPARATION

Le principe de la coparentalité en Justice et en médiation

Le *leitbild* dominant va retarder le changement sociétal en imposant sa logique dans les structures et aménagements mis à disposition de la société. La Justice fait partie de ces structures. Le droit familial est dans une logique de conciliation des parties, prolongeant après la séparation une coparentalité idéale conciliante et bienveillante. Le lien familial, tel que conçu dans la représentation sociale de la famille nucléaire d'avant les années 1960, y est sacré et confondu avec l'autorité parentale. La situation, en Justice et en médiation, est perçue au travers de la représentation sociale ce que doit être une famille, les amenant à tout faire pour ramener les protagonistes au plus près du *leitbild* dominant. **Ainsi, les (ex-)partenaires se voient contraints, quoiqu'il arrive et quelle que soit leur histoire de couple, de former une coparentalité en adéquation avec l'image de la famille nucléaire, à même d'effacer les effets de la séparation sur la famille.** Ce qui explique également pourquoi, dans les familles recomposées, les beaux-parents ne sont pas

160. Pierre-Yves Wauthier, *De la déconjugalisation du fait familial Une ethnosociologie de parcours de vie familiale non monogames en Europe francophone entre 2014 et 2018*, Thèse de doctorat en Sciences Politiques et Sociales de l'Université catholique de Louvain et Sciences de la Société de l'Université de Genève, en cours au 31 octobre 2019.

161. Jack Goody, *La Famille en Europe*, Paris, Seuil, 2001.

162. Pierre Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

invités aux médiations ou thérapies familiales avec les parents. Ils jouent un rôle dans la nouvelle configuration familiale, subissent l'impact des conflits entre les (ex-)partenaires et/ou avec les enfants, peuvent intervenir ou pas, etc. Pourtant les professionnels feront comme s'ils n'existaient pas, ramenant les frontières de la situation à la famille nucléaire qui, elle, n'existe pourtant plus. Ce qui doit faire famille, c'est le papa, la maman et les enfants, les autres modes de faire du lien familial n'entrant pas en ligne de compte. La famille nucléaire est maintenue au-delà de la séparation, obligeant ses membres à agir comme s'ils étaient toujours une famille unie, effaçant au maximum la séparation au lieu de la traiter.

Dans la même logique, le cadre des violences conjugales et/ou intrafamiliales est gommé par les Tribunaux de la Famille comme par ceux de la Jeunesse, pour en revenir au cadre de la conciliation entre parents responsables, correspondant au *leitbild* dominant. Selon la recherche effectuée par Emmanuelle Mélan au sein du refuge de La Louvière de « Solidarités Femmes », 79 % des femmes victimes de violences conjugales sondées subissent encore des violences après une séparation¹⁶³. « De nombreuses recherches montrent qu'après une séparation ou durant la période qui l'entoure, les femmes courent un risque de violences conjugales très élevé. Les femmes séparées courent un risque 5 fois plus élevé d'être tuées que les autres femmes. En termes épidémiologiques, la séparation est donc un puissant facteur de risque de féminicide »¹⁶⁴. Mais, selon les termes du Juge Edouard Durand, « dans les cabinets des juges pour enfants, les violences conjugales n'existent pas. Parce qu'elles mettent au défi les principes qui structurent les pratiques professionnelles. Ce que les Juges et les services de médiation attendent des parents, c'est que la séparation conjugale soit basée sur une entente. Or, elle est le moment où les conflits peuvent dégénérer, et où les violences peuvent s'intensifier. Les séparations basées sur l'entente n'arrivent pas devant la Justice et les services spécialisés de soutien aux enfants ou aux femmes. Créer un modèle de justice au départ de l'entente est dangereux, car il est trop éloigné de la réalité »¹⁶⁵.

Le *leitbild* dominant de la famille nucléaire induit un rôle qui va être contradictoire pour la mère en cas de violences conjugales et/ou intrafamiliales. Tenue de protéger les enfants et de veiller au bien-être de la famille, elle est enjointe par la société et les services spécialisés d'aide à la jeunesse de quitter l'homme violent. Mais si elle le fait, tenue de se conformer aux nécessités de la survie de la famille nucléaire malgré la séparation, elle reçoit l'injonction incompatible de faire comme si la séparation ne changeait rien fondamentalement à la famille et de favoriser le lien entre les enfants et le père. Le lien est confondu avec l'autorité parentale, et perçu comme bénéfique, même en cas de violence. Les droits des enfants sont assimilés à la survie du *leitbild* dominant, comme si leur vie dépendait plus du maintien de la famille nucléaire que de leur propre sécurité psychique et physique. Quoiqu'il arrive, l'autorité parentale ne pourra être retirée au père, sous peine de dissoudre le *leitbild* de la famille.

Le leitbild de la famille et les enfants dans les Tribunaux et les services d'aide à la Jeunesse

Le divorce, la séparation, les unions libres, toutes les nouvelles formes de familles n'ont été acceptées qu'au prix de la négation de la fin de la famille nucléaire. Elles existent mais ne défont pas la famille dans l'idéal. Le risque de « briser une famille » ne dépend pas de la séparation, mais du lien avec le père, même en cas de violence conjugale ou intrafamiliale, dans une période où le meurtre éventuel de la femme ou des enfants est significativement le plus élevé¹⁶⁶. En tout dernier ressort, et au-delà du lien, c'est en fait l'autorité qui doit être

163. Emmanuelle Mélan, *L'impossible rupture. Clés de lecture et chiffres pour penser la sécurité des femmes et enfants dans un contexte de violences conjugales post-séparation*, Solidarité Femmes Asbl, octobre 2019.

164. P. Romito, *Les violences conjugales (...)*, op.cit., p. 100-101.

165. Propos de Edouard Durand, juge pour enfants au tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis), au colloque « L'impossible rupture » de Solidarités Femmes asbl, octobre 2019.

166. Les femmes séparées courent un risque cinq fois plus élevé d'être tuées que les autres femmes : en termes épidémiologiques, la séparation est donc un puissant facteur de risque de féminicide. Brownridge, D., *Violence against women post-separation. Aggression and Violent Behavior*, 11, 2006, p. 514-530. Cité dans P. Romito, *Les violences conjugales (...)*, op.cit., p. 91. Comme pour les autres formes de violence post-séparation, les enfants peuvent également être visés par les meurtres.

maintenue. **L'axe central du *leitbild* de la famille, sans lequel il se dissout, c'est l'autorité du père.** Une autorité justifiée, correspondant à la représentation de son rôle familial, qui, lorsqu'elle devient abusive, sera autorisée sous le vocable de « sévérité » tant que c'est possible. « *L'autorité parentale conjointe est maintenue même en cas de garde chez la mère : la mère continue de s'occuper quotidiennement des enfants mais le père aura le droit d'intervenir et d'interférer dans la vie de tous les jours des enfants et de son ex-femme. Cette ingérence, toujours source potentielle de conflits, peut devenir tragique lorsque la mère se trouve face à un homme dominateur et violent* »¹⁶⁷. Assimiler le lien parental à l'autorité, même sans contacts, n'envisage le droit qu'en regard du père et soumet le reste de la famille, femme et enfants, à tous les abus potentiels d'une personne totalement absente par ailleurs de la vie quotidienne. Ce qui brise la famille, selon la Justice et les services d'aide à la Jeunesse, ce n'est pas la violence du père. Ce qui brise la famille, c'est la fin de l'autorité du père. Même pour protéger le reste de la famille, le risque de violences, voire de meurtre, semblant préférable à la dissolution de l'autorité du père.

Dans la même logique, pour les services d'aide à la Jeunesse et les tribunaux, la violence conjugale ne présume en rien du fait d'être un mauvais père. Pourtant, « *d'après les résultats de nombreuses études, entre 40 et 60% des maris violents sont aussi des pères violents. Et les violences post-séparation visent aussi les enfants, non seulement comme témoins des agressions envers leur mère, mais aussi directement* »¹⁶⁸, augmentant la probabilité de maltraitances. Même lorsque les enfants ne sont pas impliqués directement, la violence conjugale devrait alerter les services sur l'incapacité psychologique et comportementale de l'individu à être un bon père. Ce que les violences disent du père, soit son immaturité, son intolérance à la frustration, son incapacité de s'autonomiser, son défaut d'empathie, ne sera cependant pas questionné¹⁶⁹. Seule la souffrance de ces hommes sera perçue, parce qu'elle répond à la représentation sociale dominante du père de famille aimant. « *Les éléments de possession, contrôle et vengeance ne sont jamais discutés et, à terme, c'est plutôt l'homme qui apparaît comme la véritable victime surtout s'il finit par se suicider* »¹⁷⁰.

L'intérêt de l'enfant sera identifié au maintien symbolique de la représentation sociale dominante de ce que doit être une famille : des enfants aimants, avec un papa qui a l'autorité et une maman qui pourvoit aux soins. Cela même si aucune preuve scientifique n'atteste la thèse selon laquelle le bien de l'enfant (son développement, son bien-être, sa santé psychique) passe par le maintien des contacts avec un père violent. Les recherches actuelles démontrent que la structure familiale a peu d'importance sur le développement de l'enfant. Les éléments qui participent au bien-être, à l'équilibre psychologique et aux capacités développementales de l'enfant ne dépendent pas de la configuration domestique dans laquelle ils vivent. Femmes seules, couples homosexuels, familles recomposées, etc. n'ont pas vraiment d'impact. Par contre, ce qui est essentiel, c'est la qualité des relations que les *care givers* entretiennent avec eux et avec leur environnement (apaisée ou conflictuelle, anxiogène ou réconfortante)¹⁷¹. Ce que les études montrent, c'est que l'intérêt de l'enfant est de vivre dans un milieu serein et sécurisant, éloigné des relations avec le parent violent. Ce qui importe, dans le cadre des violences conjugales et intrafamiliales, c'est d'acter la séparation, pas de la nier.

Même quand les enfants expriment des craintes, des mesures de garde partagées peuvent être imposées¹⁷². Lorsqu'un enfant refuse de rencontrer un de ses parent (généralement le père) en disant qu'il a peur, s'il est soutenu par la mère, les Tribunaux et les services d'aide à la Jeunesse évoquent le « Syndrome d'Aliénation Parentale » (SAP). Inventé par Gardner en 1985, le SAP découlerait d'une manipulation de la mère qui, par

167. La majorité des informations qui suivent sont issues ou inspirées des articles de P. Romito, *Les violences conjugales post-séparation et le devenir des femmes et des enfants*, dans *La revue internationale de l'éducation familiale*, L'Harmattan, 2011/1, n°29, p. 87-105, et de Gwénola Sueur, *Violences intrafamiliales et post-séparation. À l'écoute des mères séparées et de leur(s) enfant(s)*, dans *Chronique Féministe* n° 116, juillet/décembre 2015, p. 15-18.

168. P. Romito, *Les violences conjugales (...)*, *op.cit.*, p. 90.

169. Propos de de Edouard Durand, juge pour enfants au tribunal de grande instance de Bobigny (Seine-Saint-Denis), au colloque « L'impossible rupture » de Solidarités Femmes asbl, octobre 2019.

170. P. Romito, *Les violences conjugales (...)*, *op.cit.*, p. 92-93.

171. Pierre-Yves Wauthier, *De la déconjugalisation du fait familial Une ethnosociologie de parcours de vie familiale non monogames en Europe francophone entre 2014 et 2018*, Thèse de doctorat en Sciences Politiques et Sociales de l'Université catholique de Louvain et Sciences de la Société de l'Université de Genève, en cours au 31 octobre 2019.

172. Lapierre, S. et I. Côté, Abused women and the threat of parental alienation: Shelter workers' perspectives, *Children & Youth Services Review*, 65, p. 120-126, 2016.

vengeance et esprit vindicatif, « programme » l'enfant et lui « lave le cerveau » pour qu'il dénigre le père. De fausses allégations, d'ordre sexuel ou physique, seraient fournies à l'endroit de ce dernier, qui serait en fait une victime. Les enfants et les mères mentent, pas les hommes. Souvent mentionné dans les Tribunaux et les services d'aide à la Jeunesse, le SAP est invoqué dans les travaux préparatoires de la loi de 2006 privilégiant l'hébergement égalitaire et est utilisé dans la jurisprudence, alors qu'il n'a aucun fondement scientifique. Il n'existe aucune donnée scientifique qui soutienne l'existence du SAP. Il n'a jamais été inséré dans le DMS et l'American Psychological Association (APA) recommande aux psychologues à ne pas l'utiliser et à être attentifs aux peurs de l'enfant¹⁷³.

Il est visiblement plus facile de croire aux mères qui manipulent et aux enfants qui mentent qu'à des violences sexuelles ou de la maltraitance du père, en dépit de toute réalité. La peur des fausses allégations est pourtant infondée. Les études démontrent que les dénonciations de violences faites en phase de séparation ne sont pas fréquentes et qu'elles sont très rarement fausses. Selon une étude canadienne, sur 7672 cas de maltraitance signalés aux services sociaux, les dénonciations en cas de séparation étaient fausses dans seulement 12 % des cas, et étaient majoritairement émises par les pères concernant de la négligence¹⁷⁴. Il semble que le SAP corresponde à une tentative désespérée de maintenir, quoiqu'il arrive, le pilier de la famille en son centre afin qu'elle ne se brise pas : l'autorité du père, qui ne peut être remise en question. Il « *répond aux besoins du courant négationniste, qui nie la fréquence, la gravité et la responsabilité de la violence sur mineurs, surtout si la violence est exercée par un homme de la famille ou de l'entourage de l'enfant* »¹⁷⁵. Parce que cette violence ne détruit pas le *leitbild* dominant de la famille, donc l'ordre établi, elle est moins dangereuse que la destitution de la toute-puissance du père¹⁷⁶.

ÉVITER LA FIXATION DU *LEITBILD* DE LA FAMILLE DANS LA PROTECTION ET LE SOUTIEN AUX VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES ET INTRAFAMILIALES

Donner un nom qui place la Justice et la Famille au centre du projet suscite d'emblée une certaine méfiance légitime du côté des associations spécialisées dans l'aide et le soutien aux victimes de violences conjugales et intrafamiliales. Ces dernières épinglent dans le rapport alternatif à la Convention d'Istanbul nombre de manquements et problèmes dans le traitement des victimes par les tribunaux. Placer leur collaboration au sein d'un guichet unique sous la coupole de la Justice, ne fut-ce que symboliquement par le nom, en ciblant le public non comme les victimes mais comme la famille, c'est les mettre en porte-à-faux avec leurs propres missions et valeurs. Si la Justice est essentielle pour la protection des victimes, elle ne peut être au-dessus des autres services. Et la victime doit être le centre, non la famille. Les violences post-séparations ne s'englobent pas aisément dans l'idée « famille ». Le risque est de fixer le *leitbild* dominant, qui tend à vouloir faire perdurer la famille au-delà de la séparation, comme si celle-ci ne changeait rien, au lieu de la gérer. Les représentations sociales idéelles sont trop éloignées de la réalité. Les liens familiaux d'aujourd'hui, et sans doute encore plus de demain, ne correspondent plus à ce que l'imaginaire collectif entend par « la famille » ou même « la conjugalité ». La Justice fait par ailleurs peur à nombre de victimes. Le nom risque de provoquer plus de méfiance et de peur que de soulagement auprès du public visé. **Il semble opportun de réfléchir à un nom qui s'adresse d'avantage aux victimes, femmes et enfants, et qui les mette en confiance.**

173. P. Romito et M. Crisma, Les violences masculines occultées : le syndrome d'aliénation parentale, Revue Empan, Eres, 2009/1, n° 73, p. 33.

174. *Id.*

175. *Id.* p. 37.

176. Pour en savoir plus sur le SAP, outre les références ci-dessus, par exemple : S. Lapierre, *Violence conjugale et aliénation parentale*, dans *Bulletin de liaison de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec*, vol. 43, n° 2, novembre 2018 ; Isabelle Côté et Simon Lapierre, avec la coll. de Francis Dupuis-Déri, *L'aliénation parentale, stratégie d'occultation de la violence conjugale ? Rapport*, Québec, Février 2019 ; Patric JEAN, Le 'syndrome d'aliénation parentale', un négationnisme de l'inceste validé par les tribunaux français, *Chronique féministe*, n° 121, janvier-juin 2018.

Ce nom risque également de **ralentir le processus réflexif des cultures professionnelles**, en fixant le *leitbild* de la famille en Justice comme axe central. Avoir une pratique réflexive sur les représentations dominantes qui structurent sa propre profession et sa propre expérience est essentielle dans les futurs *FJC*. L'interdisciplinarité oblige intrinsèquement à cette réflexivité professionnelle, qui demande à être travaillée de manière continue. Bien gérée, la remise en question de l'identité professionnelle offre l'occasion de faire évoluer les pensées et pratiques de tou-te-s les intervenant-e-s et d'exercer une influence constructive les un-e-s sur les autres. Mal gérée, les conflits apparaîtront vite.

Transformer les pratiques amène nécessairement à redéfinir les places et les fonctions de chacun. La difficulté résulte dans le fait que chacun-e pense avoir raison de penser comme elle-il pense de par sa formation et sa culture professionnelle¹⁷⁷. Chaque intervenant-e a son identité professionnelle, tributaire de sa formation, de son expérience, du poste qu'il-elle occupe au sein d'une institution spécifique, de sa personnalité et de ses aspirations professionnelles. Chacun-e a donc une idée qui lui est propre quant aux besoins réels des victimes et/ou des auteurs de violences conjugales et intrafamiliales, à la priorité d'intervention, au rythme d'action, au secret professionnel et à la responsabilisation. **Le travail d'équipe interdisciplinaire demande une grande adaptation quant à l'identité professionnelle**¹⁷⁸.

L'identité est nécessaire comme barrage à l'éparpillement, mais une identité professionnelle qui ne bougerait plus serait la fin de la construction professionnelle, l'aboutissement. La crise identitaire n'est dans ce sens qu'un symptôme du changement de vision qui s'opère. Or le changement est nécessaire régulièrement, puisqu'il est le principe même de l'évolution. Ce qui reste figé n'évolue plus, et ce qui n'évolue plus est voué à mourir. En ce sens, la crise identitaire est une occasion d'ouverture, d'évolution. Mais "croiser sa pensée" avec la pensée de l'autre au sein des équipes peut s'avérer difficile. Pouvoir adapter son point de vue et permettre à la vision des autres de nous influencer demande de pouvoir reconnaître ses limites. Alors, on peut tenter de se caparaçonner derrière l'affirmation de son diplôme, de son ancienneté, de sa supériorité hiérarchique, de son "supposé savoir"... autant de prothèses identitaires. L'identité est un rempart édifié pour se protéger des autres et de soi-même, de ses limites et de ses faiblesses. La « crise » d'identité professionnelle devient alors nécessaire sur le chemin de l'acceptation de ses limites, à condition toutefois qu'elle soit gérée convenablement. Sinon c'est l'effondrement de l'équipe qui est risqué.

D'où l'importance d'une communication interpersonnelle dans l'équipe basée sur le respect et l'écoute, et de formations en gestion des émotions.

177. Lachapelle, J., Nizigama, I., Létourneau, A., *Rapport sur la transdisciplinarité*, Sherbrooke, 2007.

178. Fortin B., *L'interdisciplinarité: rêves et réalité*, dans *Revue québécoise de psychologie*, 17 (3), 39-40, 2000.

AUTRES ASPECTS : SECRET PROFESSIONNEL PARTAGÉ, *LEADERSHIP* ET BÉNÉVOLAT

Beaucoup d'autres aspects pourraient être abordés tant le sujet est vaste. L'un d'eux est le secret professionnel partagé, qui a déjà fait l'objet de discussions dans le projet de Namur. Pascale Franck relate que ce sujet a posé quelques soucis au début, nécessitant beaucoup de débats, et qu'il continue à faire l'objet d'attentions régulières lors des réunions. C'est effectivement un sujet qui ne peut être clos définitivement à un aucun moment. Même après avoir posé un cadre sur lequel tout le monde est d'accord, certains cas poseront de nouvelles questions, et l'ouvrage sera à compléter, recommencer, rectifier chaque fois que nécessaire. Les protocoles de collaboration en médecine peuvent se révéler intéressants en la matière. La manière de procéder du centre de prise en charge des violences sexuelles appelé le « 320 Rue Haute » mériterait sans doute d'être investiguée.

Un « *leadership* fort » est, d'après Pascale Franck, essentiel au fonctionnement des *FJC*. Effectivement, les missions dévolues à la direction d'un tel centre sont nombreuses et demandent autant de détermination, de clairvoyance que de tact et d'ouverture. Elles doivent pouvoir fédérer les membres issus de professions et secteurs différents autour d'une mission, ce qui n'est pas toujours aisé. Son rôle est de souder les équipes, de les encourager, les écouter, gérer les conflits, les former si besoin, etc. Il faut donc des talents de communication et de gestion d'équipes hors pairs. Le *leadership* tel qu'exercée par Pascale Franck s'inspire de méthodes de management et de coaching très positives, bienveillantes, incluant une attention constante au *Team building*. Mais à chacun-e ses méthodes. Le risque d'une prise de pouvoir insidieuse par une personnalité ambitieuse et orgueilleuse existe bel et bien. L'effet pervers d'une vision très américaine du *leadership* est qu'il peut vite tourner au culte de la personnalité, induisant une hiérarchie non déclarée (contradictoire avec le principe même d'interdisciplinarité, donc d'une structure « plate ») d'autant plus puissante et incontournable qu'elle ne se dit pas. Il nous semble donc essentiel de placer deux coordinatrices/coordonateurs pour chaque *FJC*, afin de mettre des garde-fous à cette potentielle déviance vers une forme de dictature de la pensée insidieuse et de protéger le respect strict de la structure plate nécessaire à une réelle interdisciplinarité.

Enfin, certains problèmes éthiques sont posés par les *FJC* tels qu'ils sont promus par leurs créateurs. La volonté déclarée de compter sur le bénévolat et l'appel à des fonds et entreprises privées en font partie. Les volontaires bénévoles forment le gros des travailleuses et travailleurs dans le *FJC* de San Diego¹⁷⁹. La *Maison des femmes* de Saint-Denis travaille également avec des bénévoles, que ce soit de la police ou pour des ateliers, soins paramédicaux, etc. Éthiquement, le travail non rémunéré pose question dans le cadre d'une gestion institutionnelle de la lutte contre les violences faites aux femmes. S'il peut être bénéfique pour les personnes de s'investir dans le soutien aux femmes et enfants victimes de violences, il peut se concevoir dans des

179. Site du *FJC* de San Diego, <https://www.sandiego.gov/sandiegofamilyjusticecenter/support>

petites associations. Le fait de l'incorporer comme élément incontournable dans le fondement même d'une large structure, et *in extenso*, incluant des services publics, renforce à notre sens le biais sociétal de l'exploitation économique des femmes dans le secteur social et de la santé. Bref, dans le secteur que l'on appelait autrefois « la bienfaisance », aujourd'hui le « *care* ». De petits moyens au service de grandes ambitions qui reposent sur une forme d'exploitation économique des femmes, car les bénévoles sont majoritairement des femmes, voilà qui demande une certaine réflexion éthique. De même que le fait de faire appel à des dons de fondations et entreprises privées telles que le groupe Kering, soupçonné en 2018 par la justice italienne d'une gigantesque évasion fiscale¹⁸⁰. Le groupe est en outre à la tête d'*Yves-Saint-Laurent*, dont le poids des mannequins n'est pas vraiment en accord avec la lutte pour l'égalité des sexes, ou encore *Gucci*, dont on peut dire la même chose et qui a fait scandale en 2014 suite à un reportage sur les conditions de travail inhumaines dans ses filières chinoises où travaillent majoritairement des femmes.

180. « Le groupe Kering, propriétaire de la marque italienne, est soupçonné par la justice italienne d'avoir soustrait au fisc au moins 1,3 milliard d'euros » dans Maxime Vaudano, Gucci au cœur d'un gigantesque scandale d'évasion fiscale, *Le Monde*, le 08 juin 2018.

RECOMMANDATIONS

En accord avec le rapport alternatif à la Convention d'Istanbul rendu par la société civile au travers de la coalition « Ensemble contre les Violences faites aux femmes », portée par la Voix des Femmes, et suite à cette recherche, il est recommandé :

► D'impliquer les associations

- Le *FJC* doit se baser sur une concertation obligatoire avec les associations et partenaires (acteurs de terrain).
- Le protocole ou la charte qui définit et oriente les pratiques du *FJC* doit être écrit en réelle concertation avec les associations et l'ensemble du personnel du *FJC* (détaché ou non).
- Le secteur judiciaire (et exécutif) n'est qu'un partenaire parmi d'autres. Son pouvoir de décision et d'action ne peut dépasser celui des autres partenaires impliqués.

► D'adopter la grille de lecture fondée sur une approche de la violence comme rapport de domination

- Adopter obligatoirement une lecture des violences en termes de rapports de pouvoir et former tous les membres du personnel au Processus de Domination Conjugale donné par les Pôles de Ressources.

► De pérenniser les financements

- Les projets de *Family Justice Centers* doivent être pensés de sorte à ne retirer aucun moyen aux associations de terrain. Ils devront en conséquence être adaptés aux besoins de la structure et ceci en termes de :
 - Infrastructure : les locaux doivent être suffisants et pensés intelligemment. Seules les victimes sont accueillies dans le centre. Le travail avec les auteurs se fait en dehors.
 - Budget : les frais structurels et de fonctionnement doivent être suffisants et garantis, les travailleurs et travailleuses du *FJC* doivent être eux/elles-mêmes sécurisé-e-s en termes d'emploi pour pouvoir travailler à sécuriser autrui. Le matériel doit être fourni. La stabilité des équipes est importante pour le lien de confiance.

En outre, il est recommandé lors du processus de création :

► D'organiser et communiquer de manière transparente

- Changer le nom pour le centrer sur la mission : la protection et le soutien aux victimes ;
- Identifier clairement les méthodes employées, les termes et concepts. Veiller à une communication claire et efficace en interne comme en externe ;
- Instaurer les principes de l'interdisciplinarité ;
- Un organigramme clair ;
- Des règles de fonctionnement claires et précises pour chaque étape/procédure : le déroulement des rencontres, l'animation, les modalités de présentation des cas, le respect de la confidentialité des informations partagées, etc.
- Les animatrices et animateurs de réunion doivent être formés spécifiquement à la gestion de conflit et à la dynamique de groupe ;
- Un *leadership* capable de créer un environnement propice à la collaboration interprofessionnelle, composé d'au minimum deux personnes ;

► **D'adopter une structure et forme des *FJC* en accord avec la mission d'aide et soutien aux victimes**

- Penser la forme des futurs *FJC* en fonction des besoins et souhaits des victimes, avec un accueil adéquat, orienté davantage vers les secteurs sociaux et de soins psychiques et physiques ;
- Organiser des permanences d'aide juridique et de la police sur place ;

► **D'y joindre une lecture et des outils entrant en accord avec la Convention d'Istanbul et le Processus de Domination Conjugale**

- Inclure le volet Prévention, dans une logique des « 3P », et notamment la Prévention Primaire ;
- Médiation :
 - Interdire la médiation familiale en cas de violences conjugales et/ou intrafamiliales. Partir de l'apriori qu'il y a de fortes chances que la situation présente une composante de ce type de violences.
 - Même en cas de situation conflictuelle, la médiation ne doit pas être ni imposée, ni proposée dans le cadre de la Justice, où la relation Juge-(ex-)partenaires-enfants est de toute manière asymétrique, ne permettant pas un consentement clairement volontaire.
 - Lorsque les services de soutien aux victimes se sont absolument assurés que la volonté des deux parties est non-contrainte d'une quelconque manière, il faudra veiller à confier la médiation à des professionnel·le·s compétents et formés sérieusement non seulement à la psychologie, à la médiation mais encore à la grille de lecture selon les rapports sociaux de sexes.
- Dans les enquêtes et outils d'évaluation des risques, utiliser des méthodes d'identification des violences intégrant les caractéristiques permettant une différenciation entre violences et conflit : l'intensité, la fréquence, le pouvoir sur l'autre et l'intentionnalité ;
- Intégrer des méthodes spécifiques de travail avec les enfants victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales en accord avec une lecture selon le PDC ;
- Intégrer les violences post-séparations en accord avec une lecture selon le PDC.

► **D'y adopter une méthodologie adéquate qui respecte l'expertise des victimes et intègre les enseignements des situations précitées**

- Intégrer la parole des victimes dès le départ du processus de création ;
- Anticiper et gérer les « crises d'identité professionnelles » liées à l'interdisciplinarité ;
- Instaurer une communication interpersonnelle dans l'équipe basée sur le respect et l'écoute. Travailler de manière continue au *Team building* ;
- Favoriser la pratique réflexive ;
- Faire évaluer les *FJC* et les futurs centres régulièrement par des organismes externes et neutres, ainsi que par les victimes.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Pascale Franck, coordinatrice du FJC d'Anvers, le 24 juillet 2019, 3h00 d'entretien.

Membres des groupes de travail de la Province de Namur, le 29 juillet 2019, 2h00 d'entretien.

Dries Wyckmans, coordinateur du FJC du Limbourg, le 2 août 2019, 1h30 d'entretien.

Ghada Hatem, médecin-chef et Jessica Spraos, chargée de projet du FJC connu sous le nom La Maison des Femmes de Saint-Denis, Paris, le 12 août 2019, 2h00 d'entretien.

Manon Voyeux, responsable adjointe de Vie Féminine Namur, le 16 août 2019.

Monsieur Christian de Valkeneer, Procureur Général de Liège, le 11 septembre 2019, 1h00 d'entretien.

Récits de victimes et co-victimes de violences entre partenaires - discussions de groupes, travail réalisé par Manon Voyeux, Vie Féminine Namur, octobre 2019.

SITOGRAPHIE

Alliance for HOPE International <https://www.allianceforhope.com>

Carrefour Sécurité Violence Conjugale <http://csvc.ca>

Cours et Tribunaux, Site officiel

<https://www.tribunaux-rechtbanken.be/fr/competences/tribunal-de-lapplication-des-peines>

Dr Chan Hellman <https://chanmhellman.com/bio/>

European Family Justice center Alliance <https://www.efjca.eu>

Fédération des Centres de Planning et de Consultations :

<https://fcpc.be/planning-familial/pourquoi-centre-planning/>

FJC de San Diego <https://www.sandiego.gov/sandiegofamilyjusticecenter/support>

Planning Familial de France <https://www.planning-familial.org/fr>

Training Institute on Strangulation Prevention <https://www.strangulationtraininginstitute.com>

« 320 rue Haute », Centre pluridisciplinaire de Planification familiale et de Santé sexuelle

<https://www.320ruehaute.be>

PUBLICATIONS

Agence des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne -FRA-, *Violence à l'égard des femmes : une enquête à l'échelle de l'UE – Les résultats en bref*, Luxembourg, 2014.

Alliance Européenne des FJC, Prospectus de présentation.

<https://www.efjca.eu/doc/factsheet-A4-v06-Franse.pdf>

Anderson, J. et Passantino, R., *Family Justice Center Intake*, avril 2015.

Bourdieu, P. (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

Brownridge, D., *Violence against women post-separation. Aggression and Violent Behavior*, 11, 2006, p. 514-530.

Bryson, J.M. and Middleton Stone, M., *Designing and Implementing Cross Sector Collaborations: Needed and Challenging*, 2015.

Casas Vila, G., D'une loi d'avant-garde contre la violence de genre à l'expérience pénale des femmes : le paradoxe espagnol ?, *Champ Pénal*, VOL. XIV | 2017.

- Carson, K.-D., *et al.*, Teamwork or interdepartmental cooperation : Which is more important in the health care setting ?, *Health Care Manager*, vol. 19, n° 4, 2001, p. 39- 46.
- CEILCC, *Les équipes interdisciplinaires en oncologie. Avis*. Direction de la lutte contre le cancer, Comité des équipes interdisciplinaires de lutte contre le cancer (CEILCC), Québec, 2005.
- Collège des Procureurs Généraux, Rapport annuel 2016, Ministère Public, p.11.
https://www.om-mp.be/sites/default/files/u1/rapportannuel_2016_fr.pdf
- Collignon, N., *Agir pour ne plus subir*; Rapport final « Alter Egales », Synergie Wallonie pour l'Égalité entre les Femmes et les Hommes, mai 2018, p.8.
- Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique*, Istanbul, 11.V.2011
<https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680084840>
- Côté, I. et Lapierre, S., avec la coll. de Dupuis-Déri, F., *L'aliénation parentale, stratégie d'occultation de la violence conjugale ? Rapport*, Québec, Février 2019.
- D'Amour, D., *Structuration de la collaboration interprofessionnelle dans les services de santé de première ligne au Québec*. Thèse de Doctorat, Médecine. Montréal : GRIS, Université de Montréal, 1997.
- Devresse, M.S., Justice négociée et usage des drogues. L'éthique de la discussion à l'épreuve du pénal, *Ethique publique*, vol. 5, n° 2, 2013.
- Devresse, M.S., *Les aménagements de peine en Belgique. Aperçu des particularités d'un statut dit « externe » en constante évolution*, in *Criminocorpus. L'aménagement des peines privatives de liberté : l'exécution de la peine autrement, comparaisons internationales*, 2013.
- Évaluation de la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique par la Belgique - Rapport alternatif de la coalition « Ensemble contre les violences »*, Février 2019.
<https://rm.coe.int/rapport-alternatif-belgique-shadow-report-belgium/1680931a73>
- Faget, J., Médiation et violences conjugales, *Champ Pénal*, Vol. I, 2004.
- Fallowfield L., and Jenkins, V., Effective communication skills are the key to good cancer care, *European Journal of Cancer*, vol. 35, n° 11, p. 1592-1597, 1999.
- Fédération Laïque de Centres de Planning Familial, les Pôles de Ressources spécialisés en violences conjugales et intrafamiliales et le Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles de Bruxelles, *Présentation du projet DPO*, PowerPoint, 20 juin 2019.
- Fortier, I., Le défi humain de la multidisciplinarité et la quête de l'interdisciplinarité, *Sources*, ENAP, vol. 17, n° 1, 2002, p. 1-2.
- Fortin B., L'interdisciplinarité: rêves et réalité, *Revue québécoise de psychologie*, 17 (3), 39-40, 2000.
- Formarier, M., La place de l'interdisciplinarité dans les soins, *Recherche en soins infirmiers*, décembre, vol. 79, p. 12-18, 2004.
- Franck, P. et Simons, D., *Dromen, denken, doen. Een praktijkhandboek over ketenaanpak intrafamilial geweld en het family justice center*, Politeia, Brussel, 2017.
- Glowacz, F. et Vanneste, C., Violences conjugales et justice pénale : un couple à problèmes ?, *Champ Pénal*, vol. XIV, 2017.
- Goody, J., *La Famille en Europe*, Paris, Seuil, 2001.
- Groen, B., Franck, P. et Simons, D., *One Safe place for hope and empowerment*, Uitgeverij Politeia nv et ASP Editions, Bruxelles, 2017.
- Hébert, R., *Définition du concept d'interdisciplinarité*, Institut universitaire de gériatrie de Sherbrooke, Colloque *De la multidisciplinarité à l'interdisciplinarité*, Sherbrooke, 4-5 avril 1997.
- Hellman, C., et Feeley, J., *Hope and Resilience*, University of Oklahoma, Tulsa, USA, 2015.

- Henneman, E.A., Lee J.L et Cohen J.I., Collaboration: a concept analysis, *Journal of advanced nursing*, n° 21, 1995, p. 103-109.
- Jean, P., Le 'syndrome d'aliénation parentale', un négationnisme de l'inceste validé par les tribunaux français, *Chronique féministe*, n° 121, janvier-juin 2018.
- Johnson, M.P., Patriarchal terrorism and common couple violence : Two forms of violence against women, *Journal of Marriage and the Family*, 57, 1995, p. 283-294
- Johnson, M.P., Conflict and control : Gender symmetry and asymmetry in domestic violence, *Violence Against Women*, 12 (11), 2006, p. 1-16.
- Lachapelle, J., Nizigama, I., Létourneau, A., *Rapport sur la transdisciplinarité*, Sherbrooke, 2007.
- Lapierre, S. et Côté, I., La typologie de la violence conjugale de Johnson : quand une contribution profémiste risque d'être récupérée par le discours masculiniste et antifémiste, *Intervention*, Québec, 2014, numéro 140, p. 69-79.
- Lapierre, S., Violence conjugale et aliénation parentale, *Bulletin de liaison de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec*, vol. 43 n° 2, novembre 2018.
- Latiers, M., *Réflexion sur la prise en charge multidisciplinaire des violences intrafamiliales*, PowerPoint, Cérias Consultance, Namur, 15 janvier 2018.
- Latiers, M., *Réflexion sur la prise en charge multidisciplinaire des violences intrafamiliales : étude de faisabilité d'un « Family Justice Center*, Cérias Consultance, Namur, mars 2018.
- Le Boterf, G., *Développer la compétence des professionnels. Construire les parcours de professionnalisation*, Éditions d'Organisation, Paris, 2002.
- Lück, D., Česnuitytė, V. et Widmer, E.D., *Cultural Conceptions of Family as Inhibitors of Change in Family Lives: The 'Leitbild' Approach. Family Continuity and Change. Contemporary European Perspectives*, London, Palgrave Macmillan 61, 2016.
- Mélan, E., Violences conjugales et regard sur les femmes. Qu'apporte une définition basée sur une construction genrée des victimes ?, *Champs pénal*, Vol. XIV, 2017.
- Mélan, E., *L'impossible rupture. Clés de lecture et chiffres pour penser la sécurité des femmes et enfants dans un contexte de violences conjugales post-séparation*, Solidarité Femmes Asbl, octobre 2019.
- Morin, E., *Sur l'interdisciplinarité, dans Carrefour des sciences, Actes du Colloque du Comité National de la Recherche Scientifique Interdisciplinarité*, Éditions du CNRS, 1990.
- Morin, E., Interdisciplinarité et transdisciplinarité, *Transversales, Science, Culture*, n° 29, 1994, p. 4-8.
- Paul, I. et Sabrir, M. – Coordination provinciale pour l'Égalité des Femmes et des Hommes -Direction des Affaires Sociales et Sanitaires – Province de Namur, *Processus d'implantation d'un éventuel modèle de FJC en Province de Namur : forces et faiblesses mises en lumière par l'étude de faisabilité du CERIAS Consultance et pistes d'actions préconisées par le comité de pilotage du projet : Province de Namur/Ville de Namur 2017-2019*, Namur, 2018. https://www.provincedeliege.be/sites/default/files/media/7780/isabelle_paul151018.pdf
- Payette, M., Interdisciplinarité : clarification des concepts, *Interactions*, vol. 5, n° 1, 2001, p. 17-33.
- Petrucci, C., *Final Evaluation Results Phase II California Family Justice Initiative Statewide Evaluation*, Alliance For Hope, San Diego, 2013.
- Plan d'action national de lutte contre toutes les formes de violence basée sur le genre 2015-2019*, version longue, IEFH, 2015. https://igvm-iefh.belgium.be/fr/publications/plan_daction_national_de_lutte_contre_toutes_les_formes_de_violence_basee_sur_le_genre
- Ponteville, P., *Sous-financement de la justice : un dossier classé sans suite ?*, Bruxelles Bondy Blog (BBB), 6 février 2015. <http://www.bxlbondyblog.be/sous-financement-de-la-justice-un-dossier-classe-sans-suite/>
- Potvin P., Ayotte R., Tremblay D., Prud'homme D., *La légitimité du pouvoir chez les conjoints dominants : une étude exploratoire des stratégies de justification du modèle du Processus de Domination Conjugale*, Trois-Rivières, 2007.

Prigent, P.G., Les mécanismes de violence masculine contre les mères séparées et leurs enfants, *Chronique Féministe*, n° 116, juillet/décembre 2015, p.11-14.

Province Antwerpen, *CO3 Cliëntfilm Frans*, Vidéo, 16 décembre 2015 (1 :30).
<https://youtu.be/Wh8EMrRV4kI>

Rapport explicatif de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, Istanbul 11.V.2011, STCE n° 210, 2012.
<https://rm.coe.int/16800d38c9>

Rapport soumis par la Belgique donnant effet aux dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique conformément à l'article 1, paragraphe 68 (Rapport de référence), Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes (IEFH), 19 février 2019, p.43-45.
https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/downloads/grevio-inf-2019-4_fre.docx.pdf

Romito P. et Crisma, M., Les violences masculines occultées : le syndrome d'aliénation parentale, *Revue Empan*, Eres, n° 73, 2009/1, p.31-39.

Romito, P., Les violences conjugales post-séparation et le devenir des femmes et des enfants, *La revue internationale de l'éducation familiale*, L'Harmattan, n° 29, 2011/1, p. 87-105.

St-Arnaud, Y., *L'interaction professionnelle, efficacité et coopération*, Presses de l'Université de Montréal, 2003.

Simoens, J.L., Delpine, A. et Herla, R., *Avantages et limites d'une classification : l'exemple des violences conjugales*, CVFE, 2017.

Stark, E., Une re-présentation des femmes battues. Contrôle coercitif et défense de la liberté, dans M. Rinfret-Raynor, E.Lesieux, M.-M. Cousineau, S. Gauthier et E. Harper (sous la dir.), *Violences envers les femmes : réalités complexes et nouveaux enjeux dans un monde en transformation*, Presses Universitaires du Québec, Québec, 2013, p. 33-52.

Sueur, G., Violences intrafamiliales et post-séparation. À l'écoute des mères séparées et de leur(s) enfant(s), *Chronique Féministe*, n° 116, juillet/décembre 2015, p. 15-18.

Trépos, J.Y., Une innovation sociale dans les plis du droit. Regard sur un dispositif d'activation des pratiques judiciaires, policières et sociales en matière de violences conjugales, *Champ pénal*, Vol. XIV, 2017.

Vanneste, C., *La politique criminelle en matière de violences conjugales : une évaluation des pratiques judiciaires et de leurs effets en termes de récidive*, rapport de recherche n° 41, Institut National de Criminalistique et de Criminologie, Direction opérationnelle Criminologie, Bruxelles, mai 2016.

Vaudano, M., Gucci au cœur d'un gigantesque scandale d'évasion fiscale, dans *Le Monde*, le 08 juin 2018.

Wauthier, P.Y., *De la déconjugalisation du fait familial Une ethnosociologie de parcours de vie familiale non monogames en Europe francophone entre 2014 et 2018*, Thèse de doctorat en Sciences Politiques et Sociales de l'Université catholique de Louvain et Sciences de la Société de l'Université de Genève, en cours au 31 octobre 2019.

MÉTHODOLOGIE DES SOURCES

FONDATION ET FONCTIONNEMENT DES *FJC*

Trois entretiens s'adressaient à des personnes fondatrices de *FJC* :

- ▶ Madame Pascale Franck, coordinatrice du *FJC* d'Anvers, le 24 juillet 2019. 3h00 d'entretien ;
- ▶ Monsieur Dries Wyckmans, coordinateur du *FJC* du Limbourg, le 2 août 2019. 1h30 d'entretien ;
- ▶ Mesdames Ghada Hatem, médecin-chef et Jessica Spraos, chargée de projet du *FJC* connu sous le nom *La Maison des Femmes* de Saint-Denis, Paris, le 12 août 2019. 2h00 d'entretien.

Ces interviews portaient principalement sur :

- L'historique de la création du *FJC* ;
- La finalité, ou l'objectif poursuivi ;
- Le public ciblé ;
- Les financements ;
- Les services proposés ;
- Les méthodes de travail collaboratif utilisées ;
- Les principaux problèmes rencontrés ;
- La grille de lecture des violences ;
- L'usage (ou non) de la médiation ;
- L'accompagnement (ou non) des auteurs.

JUSTICE

Un entretien s'adressait plus spécifiquement à un représentant du milieu de la Justice :

- ▶ Monsieur Christian de Valkeneer, Procureur Général de Liège, le 11 septembre 2019, 1h00 d'entretien.

Les questions portaient principalement sur :

- Sa connaissance des projets *FJC* en cours à Liège, Namur et Bruxelles ;
- L'intérêt du Collège des Procureurs Généraux au modèle *FJC* ;
- Les orientations actuelles de la politique criminelle sur les questions de violences conjugales ;
- La grille de lecture des violences utilisée ;
- Son avis sur les éventuelles collaborations possibles/souhaitables et leur forme ;
- Les éventuels freins à ces collaborations ;
- Les autres modèles de prise en charge des victimes et auteurs de violences conjugales qui pourraient inspirer les réformes du travail en justice.

PROJET DE NAMUR

Enfin, une interview s'adressait à des personnes participant au processus en cours à Namur.

- Membres des groupes de travail de la Province de Namur, le 29 juillet 2019, 2h00 d'entretien.

Afin de laisser nos informateurs et informatrices entièrement libres de s'exprimer, nous avons choisi de ne pas diriger trop précisément cette dernière entrevue, mais plutôt de rebondir sur le fil que la discussion prendrait spontanément.

LE GROUPE DE TRAVAIL DE VIE FÉMININE NAMUR

Rencontre avec Manon Voyeux, responsable adjointe de Vie Féminine Namur, qui s'est tenue le 16 août 2019.

Lors de notre entrevue, deux réunions étaient programmées par Manon Voyeux avec le groupe volontaire, durant lesquelles elle souhaitait recueillir leurs récits. Nous avons convenu que le parcours suivi par ces personnes, le nombre de fois que le récit a dû être répété, l'accueil reçu dans chacun des lieux, la pertinence des informations reçues et l'évaluation de l'aide apportées seraient des données intéressantes. Manon Voyeux nous a ensuite fait parvenir le résultat de ce travail, les 14, 17 et 21 octobre.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CFFB : Conseil des Femmes Francophones de Belgique

CO3 : *Client Centrale Organisatie - 3 partners* (Client Central Organisation – 3 partenaires)

CPVS : Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles

CVFE : Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion

DPO : Détection, Prise en charge et Orientation des violences conjugales et sexuelles

EFJCA : *European Family Justice Center Alliance*

FJC : *Family Justice Center*

FLCPF : Fédération Laïque des Centres de Planning Familial

FWB : Fédération Wallonie-Bruxelles

GAM : Groupe d'Appui Méthodologique

GREVIO : Groupe d'expert·e·s sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique chargé de veiller à la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul

GT : Groupe de Travail

IEFH : Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes

MADO : Maison de l'Adolescent

OCDE : Organisation de Développement et de coopération Economiques

PAN : Plan d'Action National

PDC : Processus de Domination Conjugale

UF : Université des Femmes

VIF : Violences Intra-Familiales